



Nations Unies

ICCD/CRIC(13)/7/Rev.1



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
19 février 2015
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Treizième session

Bonn, 25-27 mars 2015

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Examen de l'appui financier pour la mise en œuvre de la Convention

Examen de l'appui financier pour la mise en œuvre de la Convention

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comprend une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports par le biais de l'annexe financière unifiée et des informations concernant les tendances observées dans les données historiques fournies par le biais de l'annexe financière type et de la fiche de suivi des projets et programmes.

Le chapitre I du présent rapport présente un bref historique en guise d'introduction et le chapitre II expose la portée, la méthode et le champ d'application de l'analyse ainsi que les difficultés et limites rencontrées. On trouvera, au chapitre III, des statistiques financières ainsi qu'un aperçu de certains des aspects les plus caractéristiques du financement de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans une perspective mondiale qui se dégage du présent cycle de présentation des rapports. Comme c'est la troisième fois que les entités soumettent un rapport en se basant sur les annexes financières, le présent document comporte également une analyse des tendances chaque fois que possible. Les chapitres IV et V comprennent des conclusions et des recommandations à soumettre à l'examen des Parties à la treizième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention.

GE.15-02908 (F) 230315 240315



* 1 5 0 2 9 0 8 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Liste des abréviations		3
I. Introduction	1–5	4
II. Objectifs, portée, méthodologie et limites de l'analyse.....	6–26	5
A. Objectifs.....	6–8	5
B. Portée et méthode	9–17	5
C. Limites	18–26	7
III. Ressources financières pour la mise en œuvre de la Convention.....	27–80	8
A. État d'avancement des activités déclarées	27–30	8
B. Analyse des flux financiers par origine	31–55	9
C. Analyse des flux financiers par destination	56–74	12
D. Constatations supplémentaires.....	75–80	15
IV. Conclusions	81–92	17
V. Recommandations	93	18
Annexe		
Tables and figures accompanying the preliminary analysis of financial flows in the implementation of the Convention		20

Liste des abréviations

CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PAR	programmes d'action régionaux
PASR	programmes d'action sous-régionaux
PIB	produit intérieur brut
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre

I. Introduction

1. Dans sa décision 16/COP.11, la Conférence des Parties a demandé au secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (ci-après, la Convention) et au Mécanisme mondial de la Convention d'établir une version révisée des directives et des modèles pour l'établissement des rapports, de réduire le nombre global d'indicateurs de résultats et de simplifier le système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS), afin de diminuer la charge qui incombe aux Parties et aux autres entités concernées, en matière d'établissement de rapports.

2. En réponse à cette demande, le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial ont intensément collaboré tout au long de l'exercice biennal 2013-2014 pour simplifier les modèles pour la présentation des rapports, en particulier des rapports financiers, et ont œuvré avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement à mettre en place un programme mondial d'appui visant à augmenter la quantité et améliorer la qualité des informations en vue de l'examen de la mise en œuvre de la Convention.

3. Doté d'un budget total de 4,6 millions de dollars des États-Unis, le programme mondial d'appui a permis: i) d'améliorer les capacités des entités soumettant des rapports au titre de la Convention en matière d'établissement de rapports fondés sur les indicateurs relatifs à la mise en œuvre de la Convention, à l'aide de la version révisée des directives et des modèles pour la présentation des rapports; ii) d'offrir un cadre d'assistance technique visant à faciliter les travaux, au niveau des pays, liés au cycle 2014-2015 de présentation des rapports et d'examen; iii) d'améliorer les systèmes de présentation des rapports au titre de la Convention (y compris moyennant une amélioration de la plate-forme PRAIS) qui facilite la présentation des rapports par toutes les entités concernées.

4. Grâce à cet effort majeur de renforcement des capacités, réalisé essentiellement par l'intermédiaire de huit ateliers sous-régionaux interactifs de formation, auxquels viennent s'ajouter la publication d'un manuel complet pour l'établissement des rapports, une plate-forme améliorée de présentation des rapports en ligne, ainsi qu'un service d'assistance informatique dédié et un système régional d'appui permettant d'apporter une assistance locale, les pays parties ont pu largement participer au cinquième cycle de présentation de rapports et d'examen au titre de la Convention, le taux de présentation de rapports atteignant ou approchant les 100 %, pour toutes les annexes concernant les régions.

5. Le présent document comprend une synthèse et une première analyse des informations soumises en 2014 par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports via l'annexe financière unifiée qui figure dans les modèles révisés pour la présentation de rapports, ainsi que les informations sur les tendances dans les données historiques, chaque fois que possible. L'analyse a été menée par le Mécanisme mondial en collaboration avec une équipe d'analystes de l'Université de Zurich et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette analyse a été réalisée conformément aux décisions 13/COP.9, 14/COP.11 et 16/COP.11.

II. Objectifs, portée, méthode et limites de l'analyse

A. Objectifs

6. L'objectif du présent rapport est d'analyser les flux financiers pour la mise en œuvre de la Convention en se fondant sur les données communiquées dans le cadre de la Convention par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports tout au long du cinquième cycle de présentation de rapports au titre de la Convention, ainsi que sur les tendances qui se dégagent de leur comparaison avec les flux financiers analysés à l'issue des deux cycles précédents. L'analyse figurant dans le présent document repose sur un cadre analytique réalisé à partir de celui qui avait été utilisé pour les cycles précédents et actualisé pour prendre en compte les modifications apportées aux modèles de présentation des rapports au titre de la Convention conformément à la décision 16/COP.11.

7. Le présent document donne un aperçu des engagements financiers pris par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports pour soutenir les activités de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse pendant l'exercice biennal 2012-2013, tels qu'il en est fait état dans l'annexe financière unifiée. Il comprend également une analyse des flux financiers, tendances et évolutions qui se dégagent de leur comparaison avec les données historiques collectées dans le cadre de la Convention depuis 2008 grâce à l'annexe financière type et à la fiche de suivi des projets et programmes.

8. L'objectif du présent document est de mieux comprendre l'état et les tendances des flux financiers destinés à soutenir la mise en œuvre de la Convention, de même que leur évolution par rapport aux cycles précédents de présentation des rapports (notamment les exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011), ainsi que de donner des informations aux pays parties sur les conclusions les plus pertinentes et de proposer des recommandations pour l'avenir.

B. Portée et méthode

9. Les données, statistiques et analyses financières qui figurent dans le présent document découlent des données communiquées par les pays parties touchés et par les pays développés parties, les institutions soumettant des rapports sur la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux (PASR) et des programmes d'action régionaux (PAR), le FEM, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales, ainsi que le Mécanisme mondial par l'intermédiaire du PRAIS. Il convient de noter qu'en plus des données communiquées jusqu'au 3 octobre 2014, date limite pour la soumission officielle des rapports, les corrections soumises avant le 15 octobre 2014¹ ont également été prises en compte dans l'analyse.

10. Plus précisément, le présent document est fondé sur les données financières communiquées par les 197 entités ayant soumis des rapports pour l'exercice biennal 2012-2013 ainsi que par les 85 et 114 entités l'ayant fait pour les deux exercices biennaux précédents (à savoir 2010-2011 et 2008-2009), respectivement (tableau 1 et fig. 1 à 5). L'analyse des tendances s'appuie sur une comparaison des flux financiers observés en 2012-2013 avec ceux des deux exercices biennaux précédents. Compte tenu des modifications apportées aux modèles de présentation des rapports, seules quelques données statistiques ont pu être comparées, essentiellement aux niveaux mondial ou régional.

¹ Des corrections ont été soumises par quelques pays développés parties qui avaient auparavant présenté des valeurs pondérées dans leur annexe financière unifiée.

11. Comme il est précisé dans le cadre analytique révisé, les données historiques prises en compte dans les analyses ont été ajustées pour supprimer les effets de l'inflation, à l'aide du déflateur du produit intérieur brut (PIB) publié par la Banque mondiale², qu'on mesure en calculant le ratio entre le PIB en monnaie nationale en valeur actuelle et le PIB en monnaie nationale en valeur constante.

12. Les analyses ont été réalisées à l'aide du logiciel de statistique R³, qui offre des outils de visualisation ultramodernes et des fonctionnalités des plus novatrices en matière d'agrégation, de traitement et de recherche de données. En cas de besoin, R a été associé à d'autres logiciels, comme Data-Driven Documents⁴ pour obtenir une visualisation dynamique en temps réel.

13. Dans le traitement des données, la première étape a été de regrouper toutes les données des entités en un seul grand ensemble de données, tout en procédant à diverses vérifications de la qualité et de la cohérence des données. Les éventuels écueils étaient les différences dans les langues (arabe, russe, espagnol, etc.) et les formats employés (langues écrites de gauche à droite et de droite à gauche, et divers problèmes de zones délimitées d'enregistrement des données dans les formulaires à remplir au format PDF). En outre, il est apparu que transformer des données historiques à partir de la base de données du PRAIS était difficile d'un point de vue structurel parce que les marqueurs des questions lors des cycles biennaux précédents n'étaient pas au même niveau de détail que ceux du cycle actuel de présentation des rapports pour 2012-2013.

14. Comme c'est souvent le cas dans les grands ensembles de données, la complexité des données a influé sur le temps nécessaire pour assurer la qualité du processus de traitement des données (du prétraitement/regroupement à la visualisation). Pour achever l'analyse présentée ici, il a fallu analyser plus d'un million d'informations à l'aide d'un code-programme de plus de 7 500 lignes.

15. D'importantes synergies ont été mises en place avec le CAD/OCDE. En particulier, une collaboration officielle a été instituée, comprenant notamment un échange de recommandations sur la visualisation des fiches d'information sur les marqueurs de Rio et le calcul des chevauchements entre ces marqueurs. En outre, l'équipe d'analystes du Mécanisme mondial et de l'Université de Zurich a été invitée à présenter le cadre d'analyse révisé et à en débattre à deux réunions de l'équipe spéciale CAD/OCDE à Bonn (Allemagne) et à Paris (France), en 2014. D'autres réunions ont été tenues avec les experts du secrétariat de l'OCDE pour comparer les ensembles de données de la Convention et du CAD pour la période 2008-2012⁵. Chaque fois que cela a été possible, ces ensembles de données ont été utilisés comme informations supplémentaires pour l'analyse de tendance. Il est important de noter, toutefois, que les données du CAD pour 2013 n'avaient pas été publiées à temps par l'OCDE en temps voulu pour la présente analyse et qu'on n'en a donc pas tenu compte dans le présent document.

16. Lorsqu'on compare les données au niveau national et les évaluations, on s'aperçoit que les engagements en valeur nominale communiqués à la Convention correspondent bien à ceux communiqués au CAD/OCDE. Il semble donc qu'on pourrait tirer davantage parti de synergies, au moins en ce qui concerne les données relatives aux marqueurs de Rio communiquées par les pays développés parties à la fois dans le cadre de la Convention et à l'OCDE.

² Voir à l'adresse suivante: <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.DEFL.KD.ZG>.

³ Voir à l'adresse suivante: <http://www.r-project.org/>.

⁴ Voir à l'adresse suivante: <http://d3js.org>.

⁵ Voir à l'adresse suivante: www.oecd.org/dac/stats/desertification-relatedaiddataatagance.htm.

17. Des conclusions générales sont présentées au chapitre IV. On trouvera au chapitre V, des recommandations au sujet des mesures qui pourraient être mises en place pour améliorer le financement destiné aux activités en rapport avec la Convention, aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité). En se fondant sur ces recommandations, le Comité souhaitera peut-être formuler, à l'intention des Parties, des institutions et des organes subsidiaires relevant de la Convention ainsi que d'autres organisations concernées, des orientations concrètes aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième session.

C. Limites

18. Les modèles de présentation des rapports hors ligne adoptés en 2014 n'ont pas pu être équipés de systèmes complets de contrôle de saisie des données dans tous les champs, en particulier dans le cas des champs à texte ouvert. Ceci a conduit à la collecte de quantités énormes de données non structurées, dans de multiples langues nationales et contenant des caractères spéciaux difficiles techniquement à normaliser et à analyser de façon rapide et au moindre coût.

19. La simplification des modèles de présentation des rapports a rendu l'analyse plus complexe en exigeant des analystes qu'ils comparent différents ensembles de données à des niveaux de détail différents et stockés dans des bases de données différentes. Dans le laps de temps octroyé pour procéder à la présente analyse, il n'a été possible que de faire un nombre limité de comparaisons, en l'occurrence aux niveaux régional et mondial. Des analyses comparatives plus détaillées pourront être effectuées lorsqu'on aura constitué une base de données complète, regroupant tous les ensembles de données historiques, et mis sur pied une plate-forme d'extraction des données. Ces travaux devraient être achevés courant 2015 dans le cadre du projet relatif au programme mondial d'appui.

20. Outre les modifications apportées aux modèles de présentation des rapports, d'importantes différences dans le taux de soumission des rapports pour les trois exercices biennaux précédents (2008-2009, 2010-2011 et 2012-2013) rendent l'analyse de tendance moins fiable. Il convient donc de considérer comme limitée la confiance dans la validité d'une conclusion établie à partir des comparaisons entre les différentes périodes biennales.

21. Le processus d'analyse des données financières pour l'exercice biennal 2012-2013 proprement dit s'est révélé particulièrement complexe, en raison des nombreux niveaux d'analyse nécessaires pour produire et intégrer des données chiffrées correspondant aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial. Des contrôles de l'intégrité des données ont été réalisés pour éliminer les informations en double et vérifier le degré de cohérence des données par rapport aux directives pour l'établissement de rapports et aux définitions.

22. Au cours du processus de nettoyage des données, on s'est aperçu que certaines annexes financières unifiées étaient incomplètes et que dans la plupart d'entre elles, les délimiteurs de zones n'avaient pas été bien utilisés, par exemple en y faisant figurer des mentions libres ou des abréviations non normalisées. Les données communiquées dans les différentes langues de l'ONU ont été incluses dans l'analyse, bien que cela ait posé des difficultés supplémentaires et ralenti leur traitement. Pour l'exercice biennal 2012-2013, les activités déclarées sans mention d'un engagement correspondant exprimé en valeur nominale n'ont pas été incluses dans l'analyse.

23. Plusieurs entités soumettant des rapports ont attribué des données chiffrées financières uniques à plusieurs pays, dans le cadre d'informations concernant des régions ou des sous-régions ou les deux. Ces engagements n'ont pas été pris en compte dans le calcul global pour la région et la sous-région concernées mais l'ont été dans les totaux. Le

cas échéant, les engagements ont été subdivisés entre les multiples bénéficiaires pour évaluer les flux se rapportant à chacun d'eux.

24. Conformément au cadre d'analyse, les montants communiqués ont été ventilés en tenant compte des pays d'origine et de destination des engagements financiers, donc en opérant une distinction entre les sources de financement internes (ou nationales) et externes. Ces chiffres peuvent servir à illustrer le ratio d'effet de levier des fonds engagés par les différentes sources. Toutefois, en raison des limites évoquées ci-dessus, les engagements financiers communiqués par les pays parties touchés n'ont pu être systématiquement ventilés. Pour estimer la répartition des engagements financiers entre sources de financement internes et externes, on a procédé à une analyse croisée, c'est-à-dire qu'on a comparé les engagements communiqués avec les engagements reçus. Une analyse plus détaillée pourra être menée une fois la plate-forme d'extraction des données du PRAIS mise en place. Il pourrait être judicieux, à l'avenir, d'inclure une classification des sources de financement dans les modèles de présentation des rapports.

25. Pour analyser l'origine et la destination des flux financiers, les sources de cofinancement, les devises et le montant des engagements communiqués dans l'annexe financière unifiée ont été ventilés. Ceci n'a toutefois pas été possible pour 10 activités parce que les informations étaient incomplètes ou inexactes (les devises étaient plus nombreuses que les montants, de même que les intitulés des activités par rapport aux sources de cofinancement, par exemple). Chaque fois que cela a été possible, ces données ont été ajustées ou corrigées à l'étape du contrôle de qualité.

26. Lorsque les modèles de présentation des rapports permettaient des entrées multiples pour un seul champ (codes d'activité pertinents, par exemple), il a été procédé à une analyse en fonction du nombre d'occurrences, à ne pas confondre avec le nombre d'activités qui, lui, est inférieur.

III. Ressources financières pour la mise en œuvre de la Convention

A. État d'avancement des activités déclarées

27. Les pays établissent des rapports soit en tant que pays parties touchés ou pays développés parties, soit au titre des deux statuts, si tel est leur cas (fig. 1).

28. Au cours de l'actuelle période de présentation des rapports, les services relevant de la Convention ont reçu en tout 197 rapports, dont 159 de pays parties touchés, 31 de pays développés parties, 4 d'organismes des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales, et 3 de PASR et de PAR (tableau 1). Par rapport aux exercices biennaux précédents, le taux de présentation des rapports a considérablement augmenté pour atteindre la moyenne mondiale de 60 %.

29. En ce qui concerne les pays parties touchés, le pourcentage de rapports soumis pour l'exercice biennal 2012-2013 a considérablement augmenté par rapport à l'exercice précédent (fig. 2 à 4) et était de: 98 % pour l'Afrique (avec 53 rapports contre 28 pour 2010-2011), 89 % pour l'Asie (avec 47 rapports contre 21 en 2010-2011), 94 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes (avec 31 rapports contre 11 en 2010-2011), 100 % pour l'Europe centrale et orientale (avec 15 rapports contre 7 en 2010-2011) et 100 % pour la Méditerranée septentrionale (avec 12 rapports contre 4 en 2010-2011).

30. À l'échelle mondiale, le taux de présentation des rapports a été de près de 95 % pour les pays parties touchés et de 69 % pour les pays développés parties (fig. 5; voir également le document paru sous la cote ICCD/CRIC(13)/INF.2).

B. Analyse des flux financiers par origine

Aux fins de la présente analyse, on entend par «origine»: i) la source des engagements; et ii) le mécanisme de financement utilisé pour acheminer les fonds.

1. Aperçu mondial et régional

31. Pour l'exercice biennal 2012-2013, 3 992 activités au total ont été mentionnées dans l'annexe financière unifiée, ce qui correspond à un montant total de 133,9 milliards de dollars des États-Unis en valeur nominale, soit 80,4 milliards de dollars après pondération en fonction des marqueurs de Rio (tableau 2 et fig. 6 à 8).

32. Par rapport aux précédents exercices biennaux, le montant des engagements en valeur nominale est demeuré stable (moins 1 %) mais, une fois pondéré, il était en diminution de 33 %. Cette tendance se caractérise par de grandes différences d'une région à l'autre (tableau 3).

33. Les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales ont fait état d'un engagement de 5,1 milliards de dollars É.-U. en valeur nominale (2,0 milliards après pondération), soit à peu près le double de ce qui avait été indiqué pour le précédent exercice biennal (2010-2011). Le FEM a fait état d'un engagement de 890 millions de dollars (346 millions après pondération) au titre de projets autonomes (voir aussi le document ICCD/CRIC(13)/7), soit deux fois plus que pendant l'exercice biennal précédent.

34. Pour 2012-2013, les pays parties touchés ont fait état de 1 730 activités, correspondant à un engagement total de 123 milliards de dollars en valeur nominale (76,5 milliards après pondération), en légère diminution en valeur nominale et après pondération par rapport aux précédents exercices biennaux (-7 % et -35 %, respectivement). Par rapport au PIB du pays, les ressources investies dans la mise en œuvre de la Convention se situent entre 0,5 et 0,8 % (tableaux 2 et 3 et fig. 6 à 8).

35. Les pays développés parties ont rendu compte de 2 040 activités correspondant à un engagement total de 5,6 milliards de dollars en valeur nominale (1,8 milliard après pondération), ce qui dénote une augmentation en valeur nominale et après pondération (+171 % et +128 %, respectivement) (tableaux 2 et 3 et fig. 6 à 8).

36. Les pays parties africains touchés ont fait part d'un accroissement des engagements en valeur nominale et après pondération (+86 % et +62 %, respectivement) par rapport à l'exercice biennal précédent. Ce sont les pays d'Afrique occidentale qui ont signalé la plupart des activités dont la plus grande partie concernait explicitement la mise en œuvre de la Convention, pour un engagement total de 11,7 milliards de dollars en valeur nominale (9,9 milliards après pondération) (tableau 2 et fig. 6 à 8).

37. En Asie, les engagements ont diminué aussi bien en valeur nominale qu'après pondération (-53 % et -66 %, respectivement) par rapport au précédent exercice biennal. Ce sont les pays des trois régions indiquées ci-après qui ont le plus contribué au total de l'engagement régional, exprimé ici en valeur nominale: Asie de l'Est (49,3 milliards de dollars), Asie du Sud (21,3 milliards de dollars) et Asie occidentale (15,3 milliards de dollars), et ce sont les pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud qui ont fait état des plus grands projets (tableau 2 et fig. 6 à 8).

38. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les engagements ont augmenté à la fois en valeur nominale et après pondération (+198 % et +173 %, respectivement) par rapport au précédent exercice biennal. Les pays des sous-régions des Andes et de la Mésio-Amérique ont indiqué les plus gros engagements en valeur nominale (28,2 milliards et 21,3 milliards de dollars, respectivement) (tableau 2 et fig. 6 à 8).

39. Les pays d'Europe centrale et orientale ont fait part de 159 activités au total, représentant un engagement de 661 millions de dollars en valeur nominale, soit 40 fois plus que les montants indiqués pour les précédents exercices biennaux (tableau 2 et fig. 6 à 8).

40. Les pays de la Méditerranée septentrionale ont fait état de 111 activités au total, représentant un engagement en valeur nominale de 5 milliards de dollars, soit une augmentation en valeur nominale et après pondération de 163 % et de 137 %, respectivement, par rapport aux précédents exercices biennaux (tableau 2 et fig. 6 à 8).

2. Engagements tels qu'indiqués par les pays en développement parties touchés et les programmes d'action régionaux et sous-régionaux

41. Les activités indiquées par les pays parties touchés en tant que pays bénéficiaires pendant l'exercice biennal 2012-2013 étaient au nombre de 1 240 au total dans 115 pays en développement parties touchés, et se chiffraient à 93,4 milliards de dollars en valeur nominale et à 55,3 milliards de dollars après pondération (tableau 4; voir également les figures 9, 13 et 15 pour les flux financiers; fig. 11, 12 et 17 pour le classement par pays et les figures 18, 28 et 38 pour un aperçu à l'échelle mondiale).

42. Par rapport au précédent exercice biennal, cela correspond à une augmentation de 52 % pour l'Afrique, de 74 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de 2 750 % pour l'Europe centrale et orientale et de 3 067 % pour la Méditerranée septentrionale. Par contre, on a constaté une baisse de 47 % en Asie.

43. Les responsables des programmes d'action régionaux et sous-régionaux ont signalé des activités dans 11 pays parties touchés pour un montant de 54,5 millions de dollars en valeur nominale et de 36,4 millions de dollars après pondération. Au total, 255 activités signalées par des pays parties touchés et des responsables de programmes d'action régionaux et sous-régionaux ne visaient pas un pays partie touché particulier et ont donc été comptabilisées parmi les autres activités mondiales et régionales. Elles se sont chiffrées à 3,5 milliards de dollars (2,4 milliards après pondération). Au total, 250 activités, pour un montant de 26,2 milliards de dollars en valeur nominale et de 18,8 milliards après pondération, signalées par des pays parties touchés et des responsables de programmes d'action régionaux et sous-régionaux étaient destinées à des pays développés parties touchés, ce qui peut expliquer la différence entre le tableau 2 et le tableau 4.

3. Sorties de capitaux communiquées par les pays développés parties, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales

44. Les pays développés parties ont fait part de 1 579 activités au total dans 135 pays en développement parties touchés à l'appui d'activités en rapport avec la Convention pendant l'exercice biennal 2012-2013, pour un montant de 2,2 milliards de dollars en valeur nominale et de 803 millions de dollars après pondération. Les bénéficiaires de ces activités étaient l'Afrique (1,3 milliard de dollars), suivie par l'Asie (751 millions de dollars), l'Amérique latine et les Caraïbes (160 millions de dollars), l'Europe centrale et orientale (13 millions de dollars) et la Méditerranée septentrionale (environ 900 000 dollars) (tableau 5). Au total, 400 activités signalées par les pays développés parties ne concernaient pas un pays partie particulier et ont donc été comptabilisées parmi les autres activités mondiales et régionales. Elles se sont chiffrées à 2,6 milliards de dollars (776 millions de dollars après pondération). Au total, 61 activités communiquées par les pays développés

parties pour un montant de 700 millions de dollars en valeur nominale et de 237 millions de dollars après pondération étaient destinées à d'autres pays développés parties touchés, ce qui peut expliquer la différence entre les tableaux 2 et 5.

45. Les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales ont fait état de 180 activités pour un montant total de 4 milliards de dollars en valeur nominale et de 1,6 milliard de dollars après pondération. Vingt-sept activités au total communiquées par des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales ne concernaient pas un pays partie particulier et ont donc été comptabilisées parmi les autres activités mondiales et régionales. Elles se chiffraient à 1,1 milliard de dollars (415 millions après pondération).

4. Estimation des flux d'origine interne engagés par les pays parties touchés

46. Comme il n'a pas été possible d'utiliser les données réunies pour le cycle en cours pour distinguer systématiquement les activités financées en interne (par exemple sur le budget national) de celles financées par des sources externes, on a estimé le montant total des flux d'origine interne engagés par les pays parties touchés en soustrayant les engagements indiqués par les pays développés parties de ceux communiqués par les pays parties touchés. Le montant ainsi obtenu est probablement une surestimation car il peut également inclure des activités communiquées par des pays parties touchés en tant que bénéficiaires d'engagements émanant de leurs partenaires bilatéraux ou multilatéraux de développement ainsi que d'autres pays parties touchés dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cette estimation n'en donne pas moins une meilleure indication que les engagements indiqués plus haut (sect. B.2) des efforts déployés par les pays parties touchés pour financer la mise en œuvre de la Convention.

47. La grande majorité des activités indiquées et cofinancées par des pays parties touchés ont été menées dans le pays qui en avait fait état. Les activités qui entrent dans cette catégorie se sont chiffrées à 91,3 milliards de dollars en valeur nominale (54,6 milliards après pondération) (tableau 6 et fig. 48 et 49).

48. Ce montant se répartit géographiquement comme suit: Afrique (12,9 milliards de dollars), Asie (48,5 milliards de dollars), Amérique latine et Caraïbes (29,4 milliards de dollars), Europe centrale et orientale (437 millions de dollars) et Méditerranée septentrionale (58 millions de dollars) (tableau 6).

5. Estimation des flux financiers entre pays parties touchés (coopération Sud-Sud)

49. On a calculé les flux financiers entre pays parties touchés (par exemple dans le cas de la coopération Sud-Sud) en regroupant les engagements déclarés par les pays parties touchés signalant que le bénéficiaire était un autre pays partie touché. Pour l'exercice biennal 2012-2013, les flux ainsi destinés à un pays partie touché particulier se sont chiffrés à 287 millions de dollars en valeur nominale (101 millions après pondération).

50. Toutefois, lorsque l'on élargit la définition pour y inclure également les engagements de pays parties touchés en faveur de régions et de sous-régions plutôt que d'un pays partie touché particulier, ce montant passe à 3,7 milliards de dollars en valeur nominale (2,4 milliards après pondération) (tableau 7 et fig. 58 à 61). Ces engagements (selon l'origine du flux financier ou la source) se répartissent comme suit: Afrique (3,5 milliards de dollars), Asie (20,6 millions de dollars), Amérique latine et Caraïbes (31,5 millions de dollars), Europe centrale et orientale (6,6 millions de dollars) et Méditerranée septentrionale (42 000 dollars).

6. Instruments de financement: sources de financement traditionnelles et innovantes

51. Dix-sept des 22 instruments de financement au total indiqués comme étant des moyens d'acheminer les ressources financières disponibles au cours de l'exercice biennal 2012-2013 ont été utilisés pour des activités mondiales, et le total des engagements s'élevait à 105,7 milliards de dollars en valeur nominale (68,7 milliards après pondération). Six de ces instruments étaient des instruments traditionnels et 11 des instruments novateurs (tableaux 8 à 13 et fig. 74 à 76).

52. La diversité des instruments de financement utilisés pendant l'exercice biennal s'explique en grande partie par les informations communiquées par les pays parties touchés. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie, en particulier, ont indiqué avoir utilisé un éventail beaucoup plus large de sources de financement traditionnelles et innovantes que ne l'ont fait les pays développés parties. Les sources de financement innovantes mentionnées par les pays parties touchés dans les trois annexes régionales mentionnées plus haut comprenaient les microcrédits, le capital-risque, les hypothèques/garanties, le financement axé sur les résultats, les envois de fonds, les assurances, les investissements d'impact, les fonds souverains et la rémunération des services environnementaux (fig. 74).

53. Cela dit, les instruments de financement traditionnels (dons, appui sectoriel, allocations budgétaires et prêts à des conditions de faveur, par exemple) étaient de loin les plus fréquemment utilisés dans toutes les régions. Ils ont servi à acheminer 36,0 milliards de dollars en Afrique (31,2 milliards après pondération), 5,7 milliards de dollars en Asie (4,1 milliards après pondération), 12,8 milliards de dollars en Amérique latine et dans les Caraïbes (4,3 milliards après pondération), 976 millions de dollars en Europe centrale et orientale (641 millions après pondération) et 36,4 milliards de dollars en Méditerranée septentrionale (21,1 milliards après pondération) (tableaux 8 à 13 et fig. 74 à 76).

54. Un certain nombre de pays parties ont indiqué d'autres types d'instruments de financement dans le champ de texte libre prévu dans le modèle de présentation des rapports contenu dans l'annexe financière unifiée. Même si un texte accompagne l'activité particulière mentionnée, la plupart de ces entrées appartiendraient en fait à une catégorie d'instruments de financement figurant déjà sur la liste.

55. Il ressort de la tendance globale que les pays d'Europe centrale et orientale et de Méditerranée septentrionale ont indiqué utiliser des instruments de financement plus traditionnels et moins diversifiés que ne le faisaient les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Des sources innovantes de financement existent, en particulier les prises de participation et les microcrédits, mais leur part dans les engagements au niveau mondial reste limitée.

C. Analyse des flux financiers par destination

Aux fins de la présente analyse, on entend par «destination» l'usage auquel sont destinées les ressources financières engagées au cours de l'exercice biennal, selon: i) la pertinence au regard de la Convention sur la lutte contre la désertification et des autres Conventions de Rio; ii) l'appui apporté à des mesures correctives; et iii) la poursuite d'objectifs stratégiques et opérationnels.

1. Pertinence au regard de la Convention sur la lutte contre la désertification et des autres Conventions de Rio

56. Cette analyse s'appuie sur les codes des marqueurs de Rio attribués par les entités soumettant des rapports à chaque activité figurant dans l'annexe financière unifiée. S'agissant de la désertification, les activités codées RM1 (marqueur de Rio 1) sont celles pour lesquelles la lutte contre la désertification est un objectif significatif, les activités codées RM2 (marqueur de Rio 2) celles dont la lutte contre la désertification est un objectif principal, et les activités codées RM3 (marqueur de Rio 3) celles qui sont directement ou explicitement liées à la mise en œuvre d'un programme d'action au titre de la Convention. Dans la logique du cadre analytique, un coefficient de pondération est attribué à chaque marqueur de Rio pour soustraire des montants indiqués la partie qui, selon estimation, ne concernait pas la lutte contre la désertification (tableaux 14 et 15 et fig. 77 et 78).

57. Sur les 2 333 activités au total qui étaient destinées à la lutte contre la désertification en 2012-2013, 24 % ont reçu le code RM1 (551 activités), 42 % le code RM2 (982 activités) et 34 % le code RM3 (800 activités). Cela correspondait au total à un engagement de 123 milliards de dollars en valeur nominale (76,5 milliards après pondération). En moyenne, 62 % des montants engagés devaient servir selon estimation à la mise en œuvre de la Convention, soit directement soit indirectement.

58. Les engagements en valeur nominale axés sur la lutte contre la désertification se répartissaient comme suit selon les régions: Afrique: 17,3 milliards de dollars (982 activités), Amérique latine et Caraïbes: 25,5 milliards de dollars (533 activités), Asie: 49,3 millions de dollars (488 activités), Europe centrale et orientale: 661 millions de dollars (194 activités) et Méditerranée septentrionale: 5,0 milliards de dollars (136 activités) (tableaux 14 et 15).

59. Lorsque l'on applique les coefficients de pondération, les résultats obtenus montrent la mesure dans laquelle chaque activité ou engagement était intentionnellement axé sur des objectifs en rapport avec la Convention. On a ainsi constaté qu'en Afrique 78 % des engagements mentionnés étaient axés sur la Convention, et ils étaient de 72 % en Méditerranée septentrionale, de 68 % en Asie, de 57 % en Europe centrale et orientale et de 50 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'importantes différences sont toutefois apparues entre les sous-régions, les pourcentages atteignant 96 % en Asie de l'Est, 84 % en Afrique occidentale et 72 % en Mésio-Amérique.

60. Il ressort de la tendance globale qu'en règle générale les activités codées RM3 (désertification) ont surtout été indiquées par les pays d'Afrique et d'Asie, tandis que celles codées RM2 l'étaient en grande partie par les pays d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe centrale et orientale et de Méditerranée septentrionale. Cela dit, comme la plupart des pays ont surtout mentionné le code RM2 (objectif principal) plutôt que le code RM3, cette constatation n'implique pas nécessairement que ces régions accordent moins d'importance à la lutte contre la désertification.

61. L'analyse par les marqueurs de Rio permet également d'identifier les engagements qui visaient simultanément plusieurs objectifs relevant des trois Conventions de Rio. S'agissant de l'exercice biennal 2012-2013, elle a fait apparaître que plus de 57 % des activités, correspondant au total à 62 milliards de dollars en valeur nominale, visaient, selon les rapports, les trois Conventions de Rio (tableau 16). De plus, 29 % des activités liées à la Convention, pour un montant de 30 milliards de dollars, visaient elles aussi une autre Convention de Rio au moins. On a constaté une répartition analogue d'activités synergiques pour toutes les régions (fig. 83 à 85).

2. Appui apporté à des mesures correctives

62. La présente analyse s'appuie sur les codes d'activité pertinents attribués par les entités soumettant des rapports à chaque activité figurant dans l'annexe financière unifiée. Les 25 codes d'activité pertinents entre lesquels opérer un choix ont tous été sélectionnés à l'échelle mondiale. Dans l'ensemble, 2 129 mesures correctives au total ont été indiquées (nombre d'occurrences), correspondant à un engagement de 77,9 milliards de dollars en valeur nominale (51,4 milliards après pondération) (tableau 17 et fig. 98 à 100).

63. Une répartition homogène des codes d'activité pertinents serait le signe d'un équilibre entre tous les domaines faisant l'objet de mesures correctives, mais une asymétrie indiquerait un penchant pour une catégorie particulière (fig. 98 à 100).

64. En Afrique, 1 075 codes d'activité pertinents au total ont été communiqués, ce qui représente un engagement de 50,2 milliards de dollars en valeur nominale (36,1 milliards après pondération). Relativement peu d'engagements concernaient les interventions en cas d'urgence et les opérations de secours (tableau 17).

65. En Asie, 492 codes d'activités pertinents au total ont été communiqués, ce qui représente un engagement de 7,8 milliards de dollars en valeur nominale (5,2 milliards après pondération). Relativement peu d'engagements concernaient le boisement/reboisement pour le piégeage du carbone et les opérations de secours (tableau 17).

66. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 322 activités au total ont été indiquées, ce qui représente un engagement de 12,9 milliards de dollars en valeur nominale (6,9 milliards après pondération). Relativement peu d'engagements concernaient la comptabilisation du capital naturel, la reconstruction et la remise en état des infrastructures ainsi que les opérations de secours (tableau 17).

67. En Europe centrale et orientale, 98 activités au total ont été indiquées, ce qui représente un engagement de 2,0 milliards de dollars en valeur nominale (940 millions après pondération). Les codes d'activité pertinents se rapportant à la remise en état et au redressement n'étaient pas ciblés de manière homogène (selon le nombre d'occurrences) et les campagnes d'information sont apparues comme un objectif particulièrement privilégié en termes d'engagements financiers (tableau 17).

68. En Méditerranée septentrionale, 142 activités au total ont été indiquées, ce qui représente un engagement de 5,0 milliards de dollars en valeur nominale (2,2 milliards après pondération). Les activités de gestion des connaissances et les activités habilitantes n'ont pas été ciblées de manière homogène (selon le nombre d'occurrences) et les actions de plaidoyer/démarginalisation étaient particulièrement privilégiées dans les engagements financiers (tableau 17).

69. Il ressort de la tendance globale que la répartition des codes d'activité pertinents est très variable d'une région à l'autre, et il est arrivé dans certains cas, par exemple en Europe centrale et orientale et en Méditerranée septentrionale, qu'un plus petit nombre de mesures correctives ont été privilégiées.

3. Poursuite des objectifs stratégiques et opérationnels

70. La présente analyse s'appuie sur les objectifs stratégiques et les objectifs opérationnels attribués par les entités soumettant des rapports à chaque activité figurant dans l'annexe financière unifiée. Dans l'ensemble, 2 438 objectifs (nombre d'occurrences) au total ont été sélectionnés parmi toutes les activités communiquées pour l'exercice biennal 2012-2013, ce qui correspond à un engagement de 79,4 milliards de dollars en valeur nominale (51,9 milliards après pondération).

71. Une répartition homogène des divers objectifs stratégiques/objectifs opérationnels serait le signe d'un équilibre entre tous les objectifs stratégiques et objectifs opérationnels du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018), mais une asymétrie indiquerait une préférence pour œuvrer en faveur de certains objectifs plutôt que d'autres (tableaux 18 à 20, fig. 101 à 103).

72. S'agissant des objectifs stratégiques, la plupart des activités indiquées concernaient l'objectif stratégique 1 (c'est-à-dire «améliorer les conditions de vie des populations touchées»), suivi par l'objectif stratégique 2 (c'est-à-dire «améliorer l'état des écosystèmes touchés»), l'objectif stratégique 3 (c'est-à-dire «dégager des avantages généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention») et l'objectif stratégique 4 (c'est-à-dire «mobiliser des ressources en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats efficaces entre acteurs nationaux et internationaux»), dans cet ordre.

73. S'agissant des objectifs opérationnels, la plupart des activités indiquées concernaient l'objectif 4 (c'est-à-dire «renforcement des capacités»), suivi par l'objectif 1 (c'est-à-dire «plaidoyer, sensibilisation et éducation»), l'objectif 3 (c'est-à-dire «science, technologie et connaissances»), l'objectif 5 (c'est-à-dire «financement et transfert de technologie») et l'objectif 2 (c'est-à-dire «cadre d'action»), dans cet ordre.

74. Globalement, l'appui apporté en vue de la réalisation des quatre objectifs stratégiques et des cinq objectifs opérationnels est dans l'ensemble également réparti. On a cependant observé de légères différences entre les régions. Les objectifs les moins pris en compte ont été, par exemple, les objectifs opérationnels 1 et 3 en Afrique, les objectifs opérationnels 2 et 5 en Asie, l'objectif stratégique 4 et les objectifs opérationnels 2 et 5 en Europe centrale et orientale de même que l'objectif stratégique 4 et les objectifs opérationnels 2 et 5 en Méditerranée septentrionale. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la plupart des engagements exprimés en valeur nominale concernaient l'objectif opérationnel 3.

D. Constatations supplémentaires

Comparaison entre les données communiquées au secrétariat de la Convention, à l'Organisation de coopération et de développement économiques et au titre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide

75. Pour compléter les conclusions de l'analyse des données financières communiquées au secrétariat de la Convention, on a établi une comparaison avec des ensembles de données pertinents du CAD/OCDE⁶ et de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide⁷, conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 16 de la décision 14/COP.11 et du paragraphe 14 de la décision 16/COP.11.

76. Le montant total des engagements bilatéraux pour 2010-2012, tels que publiés dans les tableaux de l'OCDE intitulés «aid at a glance» concernant la lutte contre la désertification, se situe en moyenne à 2,9 milliards de dollars par an, dont 2,3 milliards correspondant, selon les indications données, à un objectif significatif (c'est-à-dire RM1) et 576 millions de dollars à un objectif principal (c'est-à-dire RM2). Aucun engagement n'a été indiqué à l'OCDE au titre de RM3, car ce marqueur de Rio n'est utilisé que dans le cadre de la Convention. Il convient de noter que l'OCDE n'avait pas publié de données pour 2013 au moment de la communication de la présente analyse.

⁶ www.oecd.org/dac/stats/.

⁷ www.aidtransparency.net/.

77. Pour l'exercice biennal précédent (c'est-à-dire 2010-2011), le montant total en valeur nominale communiqué au secrétariat de la Convention s'établissait à 2,1 milliards de dollars (796 millions de dollars après pondération). Ce chiffre est inférieur aux montants communiqués à l'OCDE. Les montants communiqués au secrétariat de la Convention pour l'exercice biennal 2012-2013 sont également moins élevés que ceux communiqués à l'OCDE, que ce soit en valeur nominale ou après pondération (2,2 milliards et 803 millions de dollars, respectivement). La raison en est probablement qu'un certain nombre de pays développés parties qui sont également membres du CAD ont rendu compte à l'OCDE mais pas au secrétariat de la Convention.

78. Dans le paragraphe 16 de sa décision 14/COP.11, la Conférence des Parties a demandé au secrétariat, au Mécanisme mondial et à tous les pays parties «d'étudier la possibilité de mettre à profit les flux financiers et les investissements émanant de sources innovantes de financement, telles que les fondations, les entreprises, le secteur financier et les organisations de la société civile, vu les difficultés rencontrées par les entités qui présentent des rapports». Il ressort de la présente analyse que les flux financiers en question provenant de ces sources innovantes ne sont pas convenablement pris en compte dans les rapports soumis au secrétariat de la Convention.

79. Toutefois, d'autres sources donnent à penser que les investissements réalisés par des sources de financement innovantes dans des activités qui contribuent à la mise en œuvre de la Convention sont en pleine expansion. D'après de récentes publications, 23,4 milliards de dollars ont été investis dans le monde pour financer des activités de conservation entre 2009 et 2013⁸. La plus grande partie de cet investissement provenait des institutions de financement du développement, mais la part des investissements privés se chiffrait à 1,9 milliard de dollars et augmentait à une cadence moyenne de 26 % par an. Sur la période 2014 à 2018, les investisseurs privés devraient en principe mobiliser 5,6 milliards de dollars de plus.

80. Afin de remédier à la difficulté de saisir les flux financiers en provenance d'autres sources, le Mécanisme mondial a examiné les données réunies dans le cadre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide ainsi que d'autres initiatives fournissant des informations. L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide a soumis, semble-t-il, une liste d'entités soumettant des rapports plus longue que celle de l'OCDE, mais il faut encore vérifier jusqu'à quel point elle saisit les flux consacrés à la lutte contre la désertification. En plus de cette initiative, le Mécanisme mondial va étudier d'autres sources d'information sur les flux financiers en provenance de sources de financement innovantes, y compris les rapports actuellement élaborés pour la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui doit avoir lieu en juillet 2015, les données sur les mécanismes de financement novateurs en faveur du développement et sur le financement du développement durable réunies par d'autres organismes des Nations Unies, les données sur les investissements étrangers directs fournis par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement⁹ ainsi que des données en provenance des marchés de capitaux. Cette opération ira de pair avec les efforts déployés actuellement dans le cadre du Mécanisme mondial pour inciter les investisseurs privés, les entreprises, les fondations, les intermédiaires financiers et les organisations de la société civile à participer à diverses activités de mobilisation des ressources, conformément à l'alinéa a du paragraphe 17 de la décision 14/COP.11.

⁸ NatureVest and EKO. 2014. *Investing in Conservation. A Landscape Assessment of an Emerging Market*. Consultable à: www.naturevesttnc.org/pdf/InvestingInConservation_Report.pdf.

⁹ Voir à l'adresse suivante: <http://www.unctad.org>.

IV. Conclusions

81. Pour l'exercice biennal 2012-2013, le taux de présentation des rapports était de 95 % dans le cas des pays parties touchés et de 69 % dans celui des pays parties développés. Il était de 100 % en Europe centrale et orientale et en Méditerranée septentrionale. En Afrique comme en Amérique latine et aux Caraïbes, un pays seulement n'a pas présenté de rapport, et il en est allé de même pour huit pays en Asie.

82. Au total, 3 992 activités ont été indiquées pour l'exercice biennal 2012-2013, correspondant à un montant cumulé de 133,9 milliards de dollars en valeur nominale (80,4 milliards après pondération). Par rapport à l'exercice biennal précédent, le montant des engagements est demeuré stable alors qu'il diminuait de 33 % après pondération. Il existe de notables différences entre les régions, mais la tendance sur le plan mondial pourrait être le signe que les engagements financiers indiqués par les entités soumettant des rapports – qui appartiennent principalement au secteur public – ont atteint un plafond d'environ 65 milliards de dollars par an.

83. Les pays parties touchés ont fait état d'une forte diminution des engagements en valeur nominale et après pondération par rapport aux précédents exercices biennaux (-7 % et -35 %, respectivement). Par contre, les pays développés parties ont fait état d'une augmentation des engagements en valeur nominale et après pondération (+171 % et +128 %, respectivement). Ces différences pourraient s'expliquer par les différences entre les taux de présentation des rapports au cours des trois derniers exercices biennaux.

84. Par rapport à l'exercice biennal précédent, les montants des engagements en valeur nominale indiqués dans toutes les annexes régionales ont augmenté, dans le cas en particulier de l'Amérique latine et des Caraïbes, de la Méditerranée septentrionale et de l'Europe centrale et orientale, alors qu'ils diminuaient en Asie (-47 %).

85. La plupart des engagements indiqués par les pays parties touchés concernaient des activités dont devait bénéficier le pays qui présentait le rapport. Toutefois, de plus en plus d'engagements pris par des pays parties touchés visaient d'autres pays parties touchés, signe d'un accroissement des flux de coopération Sud-Sud.

86. Au total, les activités de coopération bilatérale Sud-Sud ont atteint 287 millions de dollars (101 millions après pondération) au cours de l'exercice biennal 2012-2013. Toutefois, lorsque l'on prend également en compte les activités mentionnées par les pays parties touchés qui se situaient au niveau mondial ou visaient d'autres régions touchées, les flux qui s'inscrivent dans la coopération Sud-Sud atteignaient au total, selon estimation, 3,7 milliards de dollars (2,4 milliards après pondération).

87. Les pays développés parties et les pays parties touchés d'Europe centrale et orientale et de Méditerranée septentrionale ont indiqué utiliser des instruments de financement plus traditionnels (appui budgétaire, autorité nationale, prêts à des conditions de faveur, etc., par exemple) que ne le faisaient les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Les instruments de financement novateurs utilisés sont de plus en plus diversifiés (microcrédits, capital-risque, hypothèques/garanties, financement axé sur les résultats, envois de fonds, assurances, investissements d'impact, rémunération des services environnementaux, etc., par exemple). Cela dit, les montants acheminés par des instruments novateurs demeurent limités.

88. S'agissant de l'usage envisagé des ressources engagées, les pays d'Afrique et d'Asie mettaient davantage l'accent sur la mise en œuvre des programmes d'action (RM3) que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe centrale et orientale et de Méditerranée septentrionale, ce qui pourrait donner à penser que les objectifs de la

Convention ont été mieux incorporés dans la politique et la budgétisation en Afrique que partout ailleurs. Toutefois, cette conclusion n'indique pas nécessairement que d'autres régions accordent moins d'importance à la lutte contre la désertification car la plupart des pays ont fait état d'un grand nombre d'activités codées RM2 (objectif principal).

89. Il a été signalé que, dans toutes les régions, un grand nombre d'activités se rapportaient simultanément à plusieurs objectifs des trois Conventions de Rio. Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, 86 % des activités visaient au moins deux Conventions de Rio.

90. S'agissant des mesures correctives bénéficiant d'un soutien, l'analyse au moyen des codes d'activité pertinents fait apparaître de grandes différences entre les régions. Dans plusieurs régions, les activités en rapport avec la restauration, les interventions en cas d'urgence, la reconstruction des infrastructures et les opérations de secours sont moins ciblées, ce qui donne à penser que la plupart des efforts sont axés sur des mesures préventives ou proactives plutôt que sur des mesures correctives ou réactives. En fait, dans certaines régions, les activités de plaidoyer et de démarginalisation se détachent comme étant particulièrement pertinentes. Toutefois, on a constaté que d'autres activités habilitantes et mesures de prévention, telles que la comptabilisation du capital naturel, étaient moins ciblées que la moyenne.

91. Il ressort de la tendance globale que le soutien en faveur des quatre objectifs stratégiques et cinq objectifs opérationnels est, d'une manière générale, également réparti. Toutefois, on a observé de légères différences entre les régions et entre les objectifs. On constate une légère préférence pour les activités à l'appui du renforcement des capacités, du plaidoyer et de la sensibilisation par rapport aux activités à l'appui de la mobilisation des ressources ou de la mise en place d'un cadre politique propice.

92. Les flux financiers provenant de sources de financement innovantes telles que les fondations, les entreprises, le secteur financier et les organisations de la société civile ne sont pas encore convenablement pris en compte dans les rapports soumis au secrétariat de la Convention. Il faudrait donc insister davantage sur l'appui à apporter pour la mobilisation des ressources et la création de partenariats en vue précisément de faire participer les investisseurs du secteur privé à des initiatives menées en collaboration (par exemple les partenariats public-privé) qui contribuent au financement de la mise en œuvre de la Convention, conformément à la décision 14/COP.11.

V. Recommandations

93. Les recommandations préliminaires ci-après pourraient être examinées par les Parties à la treizième session du CRIC, en vue d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la Conférence des Parties pour examen à sa douzième session:

a) Pour assurer une meilleure couverture des données et une analyse plus précise des flux financiers, il faut redoubler d'efforts pour renforcer les synergies avec d'autres initiatives fournissant des informations et équiper la plate-forme du système PRAIS de fonctionnalités pour l'extraction des données qui permettent de consulter des ensembles de données courantes et historiques;

b) Il faut prêter d'urgence attention à la tendance faisant apparaître une stabilisation des engagements en valeur nominale et une diminution des engagements après pondération au niveau mondial. Des actions bien précises peuvent être nécessaires pour contrer cette tendance négative, en particulier;

c) Le caractère polyvalent d'une proportion croissante d'activités liées à la Convention qui ciblent simultanément des objectifs relatifs aux changements climatiques (atténuation et adaptation) et à la diversité biologique est encourageant. Il faudrait s'efforcer à tous les niveaux de dégager et d'exploiter davantage les synergies entre les Conventions de Rio, s'agissant en particulier de la budgétisation et de la mise en œuvre au niveau des projets;

d) Les flux financiers liés à des sources innovantes sont encore sous-représentés par rapport à ceux qui proviennent de sources de financement traditionnelles. Il faudrait insister davantage sur l'appui à apporter pour la mobilisation des ressources et la création de partenariats en vue de faire participer le secteur privé au financement de la mise en œuvre de la Convention, conformément à la décision 14/COP.11.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures accompanying the preliminary analysis of financial flows in the implementation of the Convention

Disclaimer: The boundaries and names shown and the designations used on the following maps do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) and the United Nations. The information on these maps was derived from digital databases of the United Nations Statistics Division. Care was taken in the creation of these maps. The UNCCD, its staff and contractors cannot accept any responsibility for errors, omissions, or positional accuracy or be held responsible for any damages due to errors or omissions in these maps. Depiction of boundaries is not authoritative. There are no warranties, expressed or implied, including the warranty of merchantability or fitness for a particular purpose, accompanying these maps and figures. However, notification of any errors will be appreciated.

List of figures

	<i>Page</i>
1. Affected and developed country Parties, UNCCD 5th reporting and review cycle (2012/13 reporting period)	27
2. Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting entities (2012/13 reporting period)	27
3. Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting entities (2010/11 reporting period)	28
4. Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting entities (2008/09 reporting period)	28
5. Percentage of submitted reports by affected country Parties (ACPs), developed country Parties (DCPs) and the global trend from 2008-2013	29
6. Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (number of activities)	31
7. Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (nominal commitments in USD million)	31
8. Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (weighted commitments in USD million)	32
9. Financial flows to UNCCD regional annex as reported by affected country Parties, number of activities (Global, 2012/13)	35
10. Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties and multilaterals, number of activities (Global, 2012/13)	35
11. Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (number of activities)	36
12. Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (nominal commitments in USD million)	36
13. Financial flows to UNCCD regional annex as received by affected country Parties, nominal commitments (Global, 2012/13)	37

14.	Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties and multilaterals, nominal commitments (Global, 2012/13).....	37
15.	Financial flows to UNCCD regional annex as received by affected country Parties, weighted commitments (Global, 2012/13).....	38
16.	Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties and multilaterals, weighted commitments (Global, 2012/13).....	38
17.	Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (weighted commitments in USD million)	39
18.	Overview of activities as reported by affected country Parties in 2012/13 (number of activities)...	39
19.	Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (number of activities)	40
20.	Overview of activities as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (number of activities)	40
21.	Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (number of activities)	41
22.	Overview of activities as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities)	41
23.	Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities).....	42
24.	Overview of activities as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (number of activities)	42
25.	Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (number of activities)	43
26.	Overview of activities as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities).....	43
27.	Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities).....	44
28.	Overview of global nominal commitments as reported by affected country Parties in 2012/13 (in USD million)	44
29.	Overview of global nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (in USD million).....	45
30.	Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (in USD million)	45
31.	Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (in USD million)	46
32.	Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	46
33.	Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	47
34.	Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (in USD million)	47
35.	Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (in USD million).....	48

36.	Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	48
37.	Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	49
38.	Overview of global weighted commitments as reported by affected country Parties in 2012/13 (in USD million)	49
39.	Overview of global weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (in USD million)	50
40.	Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (in USD million)	50
41.	Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (in USD million)	51
42.	Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	51
43.	Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	52
44.	Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (in USD million)	52
45.	Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (in USD million)	53
46.	Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	50
47.	Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	54
48.	Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries globally in 2012/13 (in USD million)	57
49.	Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries globally in 2012/13 (in USD million)	57
50.	Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Africa in 2012/13 (in USD million)	58
51.	Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Africa in 2012/13 (in USD million)	58
52.	Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	59
53.	Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)	59
54.	Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Asia in 2012/13 (in USD million)	60
55.	Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Asia in 2012/13 (in USD million)	60

56.	Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	61
57.	Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)	61
58.	Overview of global activities between affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13).	63
59.	South-South cooperation globally in 2012/13 (number of activities).....	63
60.	Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13).	64
61.	Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13)	64
62.	South-South cooperation for Africa in 2012/13 (number of activities).....	65
63.	Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Africa, 2012/13).....	65
64.	Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Africa, 2012/13).....	66
65.	Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).....	66
66.	Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).....	67
67.	Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).....	67
68.	Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties (South-South cooperation) (Asia, 2012/13).	68
69.	Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Asia, 2012/13).....	68
70.	Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Asia, 2012/13).....	69
71.	Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)...	69
72.	Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13).....	70
73.	Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13).	70
74.	Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13	72
75.	Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (in USD million)	72
76.	Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (in USD million)	73

77.	Degree of interaction of UNCCD objectives in projects and programmes (based on Rio marker coding) globally in 2012/13	80
78.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 globally in 2012/13 (number of activities)	80
79.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Africa in 2012/13 (number of activities)	81
80.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities)	81
81.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Asia in 2012/13 (number of activities)	82
82.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities)	82
83.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD objectives according to the Rio markers number of activities (Global 2012/13)	85
84.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD objectives according to the Rio markers, nominal commitments (Global, 2012/13)	85
85.	Percentage of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers (Global 2012/13)	86
86.	Overview of number of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, (Africa, 2012/13)	86
87.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Africa, 2012/13)	87
88.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Africa, 2012/13)	87
89.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Latin America and the Caribbean, 2012/13)	88
90.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Latin America and the Caribbean, 2012/13)	88
91.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Latin America and the Caribbean, 2012/13)	89
92.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Asia, 2012/13)	89
93.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Asia, 2012/13)	90
94.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Asia, 2012/13)	90
95.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)	91
96.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)	91
97.	Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)	92
98.	Relevant activity codes reported (by number of occurrences, activities)	94

99.	Relevant activity codes reported (by number of occurrences), nominal commitments (USD million).....	95
100.	Relevant activity codes reported (by number of occurrences), weighted commitments (USD million).....	96
101.	Overview of activities associated with strategic and operational objectives, number of occurrences (Global 2012/13).....	98
102.	Overview of activities associated with strategic and operational objectives, nominal commitments (USD million) (Global 2012/13)	98
103.	Overview of activities associated with strategic and operational objectives, weighted commitments (USD million) (Global 2012/13).....	99

List of tables

	<i>Page</i>
1. Historic trend of submitted reports across UNCCD regions, for affected country Parties, developed country Parties, United Nations agencies/intergovernmental organizations, subregional organisations and other reporting entities globally in 2008-2013.....	30
2. Overview of reported global activities, nominal and weighted commitments (USD) (Global 2012/13)	33
3. Historic trend analysis in nominal and weighted commitments (USD) as reported by all countries (Global 2012/13). *: Amounts shown as reported in the document ICCD/CRIC(11)/12. **: Including co-financing by multilateral institutions.	34
4. Overview of number of activities, nominal and weighted commitments (USD) by recipient subregion as reported by affected developing country Parties (Global 2012/13).....	55
5. Overview of number of activities, nominal and weighted commitments (USD) by recipient subregion as reported by all developed country Parties (Global 2012/13).....	56
6. Estimated national nominal and weighted commitments by affected country Parties in their own countries (in USD) (Global, 2012/13).....	62
7. Overview of South-South cooperation (number of activities, nominal and weighted commitments in USD) (Global, 2012/13).....	71
8. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13	74
9. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13	75
10. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (USD million)	76
11. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (USD million)	77
12. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (USD million)	78
13. Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (USD million)	79
14. Degree of interaction of UNCCD objectives in projects and programmes (based on Rio marker coding) globally in 2012/13, number of activities	83

15.	Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 globally in 2012/13, nominal commitment and weighted commitment (USD million) and weighting factor (100% = all commitments were allocated to Rio marker 3).....	84
16.	Number of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers (Global, 2012/13)	93
17.	Overview of activities, nominal and weighted commitments associated with relevant activity codes, (Global, 2012/13)	97
18.	Number of activities associated to strategic objectives (SO) and operational objectives (OO) (Global 2012/13)	100
19.	Overview of nominal commitments (USD million) associated to strategic objectives and operational objectives (Global 2012/13).	101
20.	Overview of weighted commitments (USD million) associated to strategic objectives and operational objectives (Global 2012/13).	102

I. Tables and figures on the status of reported activities

Figure 1
**Affected and developed country Parties, UNCCD 5th reporting and review cycle
(2012/13 reporting period)**



Figure 2
**Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting
entities (2012/13 reporting period)**



Figure 3
Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting entities (2010/11 reporting period)

2010/11

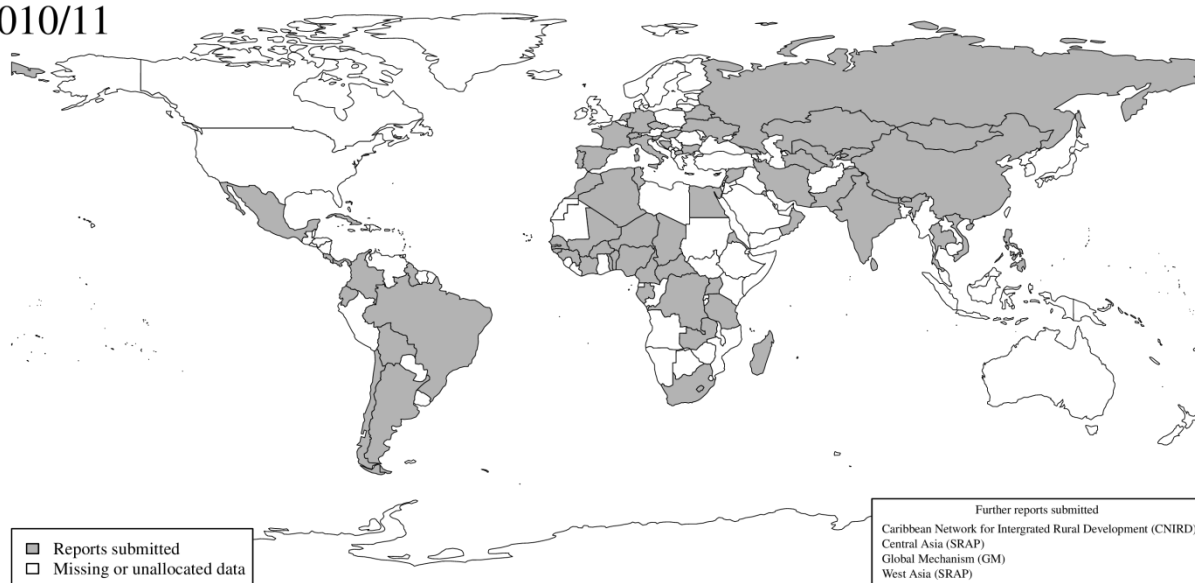


Figure 4
Reports submitted by affected and developed country Parties and other reporting entities (2008/09 reporting period)

2008/09



Figure 5

Percentage of submitted reports by affected country Parties (ACPs), developed country Parties (DCPs) and the global trend from 2008-2013

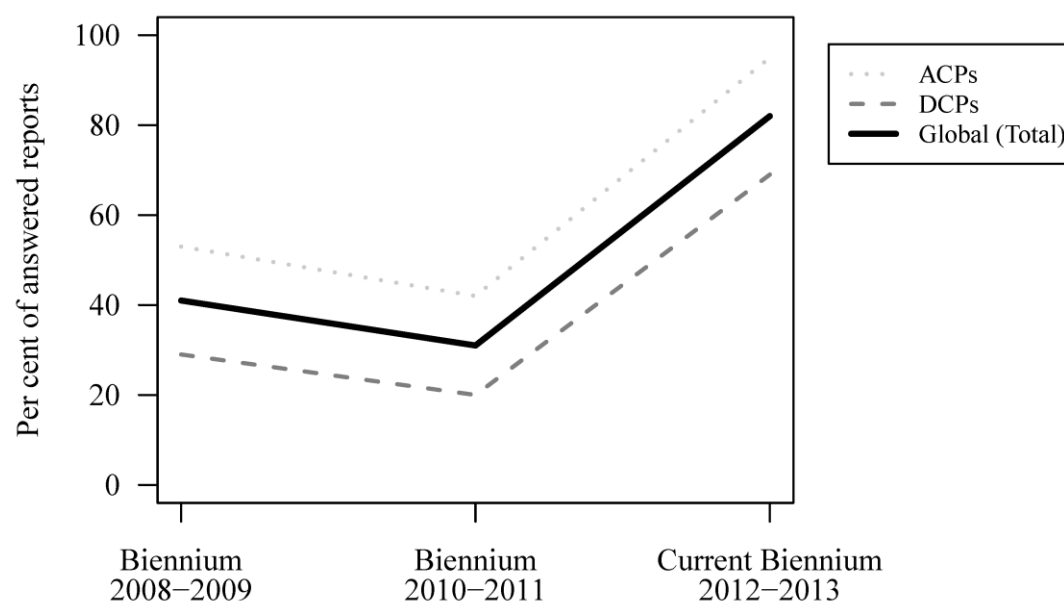


Table 1

Historic trend of submitted reports across UNCCD regions, for affected country Parties, developed country Parties, United Nations agencies/intergovernmental organizations, subregional organisations and other reporting entities globally in 2008-2013

	Africa	Asia	Latin America and the Caribbean	Central and Eastern Europe	Northern Mediterranean	ACPs (Subtotal)	DCPs	UN/IGO	Subregional organisations	Other entities	Total
Biennium 2008/09	30	28	17	9	5	89	12	2	0	11	114
Biennium 2010/11	28	21	11	7	4	71	9	2	3	0	85
Biennium 2012/13	53	47	31	15	12	159	31	3	3	0	197

II. Tables and figures on global financial flows

Figure 6
Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (number of activities)

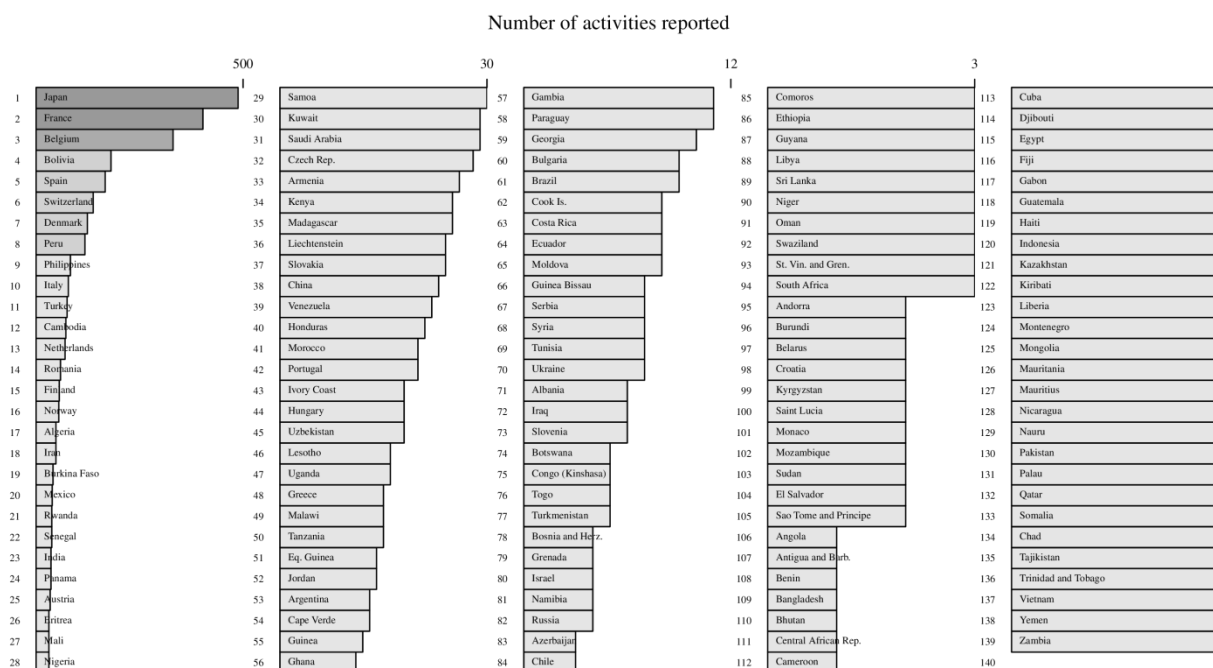


Figure 7
Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (nominal commitments in USD million)

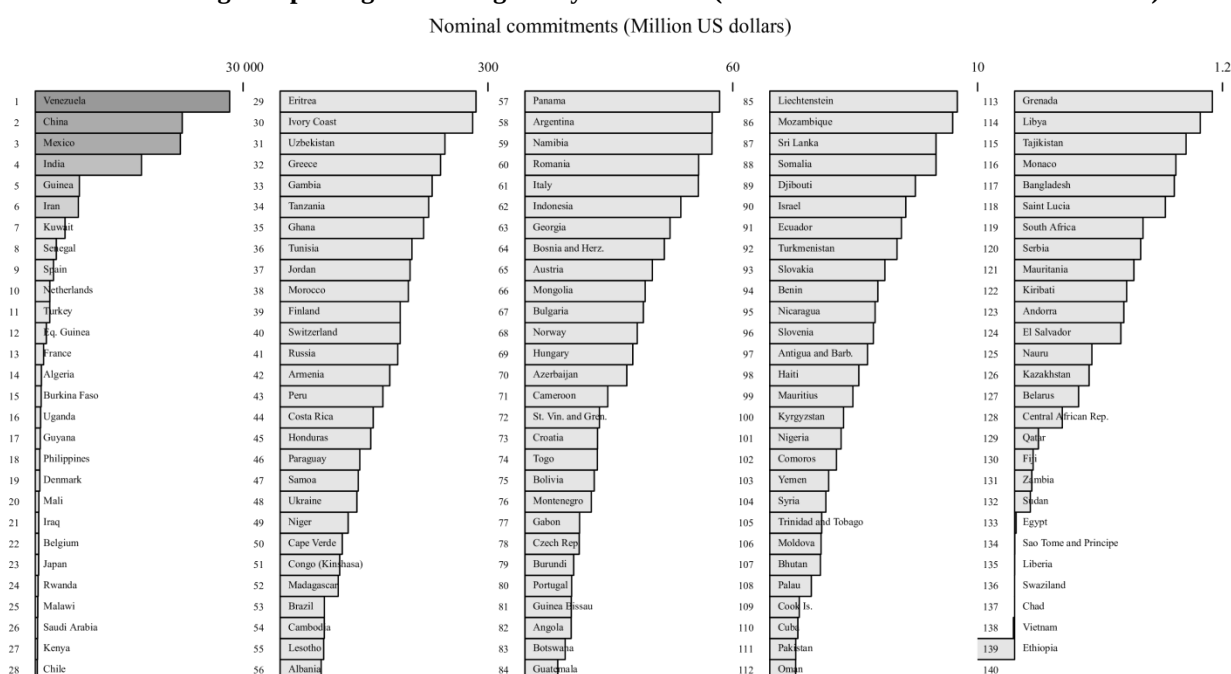


Figure 8
Ranking of reporting countries globally in 2012/13 (weighted commitments in USD million)

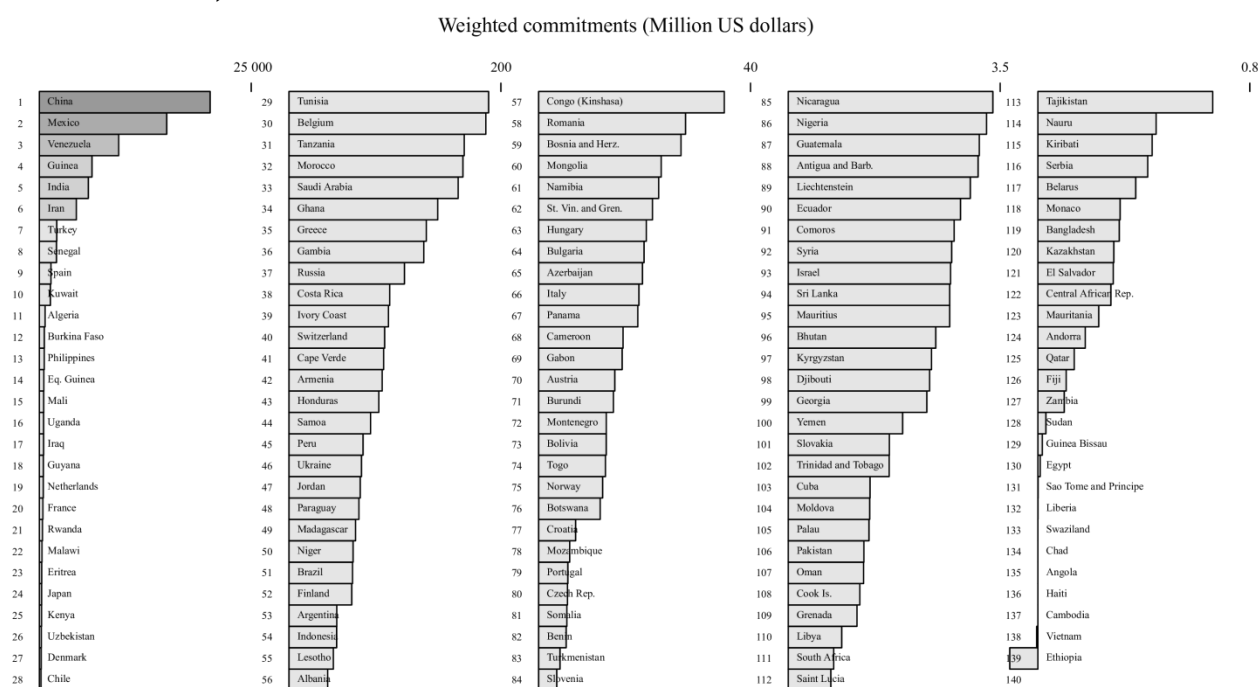


Table 2
Overview of reported global activities, nominal and weighted commitments (USD) (Global 2012/13)

Region	Subregion	Number of Activities	Nominal commitments	Weighted commitments	GDP range
Africa		541	17 332 524 915	13 592 759 767	0.83%-1.20%
	Central Africa	65	2 148 590 220	990 663 579	0.51%-0.92%
	Eastern Africa	82	1 388 865 955	1 062 846 421	0.87%-1.00%
	Northern Africa	80	1 265 379 925	1 036 549 108	0.08%-0.09%
	Southern Africa	91	821 867 380	626 455 169	0.46%-0.59%
	Western Africa	223	11 707 821 435	9 876 245 489	1.73%-2.59%
Asia		430	49 282 302 336	33 329 077 338	0.25%-0.39%
	Central Asia	27	248 985 117	244 044 922	0.05%-0.05%
	East Asia	24	21 250 721 009	20 176 274 499	0.11%-0.14%
	Pacific	42	117 409 225	80 505 601	1.30%-1.91%
	South Asia	42	15 344 858 452	5 788 388 928	0.04%-0.10%
	South East Asia	157	764 197 628	628 487 028	0.03%-0.09%
	West Asia	138	11 556 130 905	6 411 376 360	0.16%-0.34%
Central and Eastern Europe		159	661 312 592	377 834 139	0.06%-0.11%
Latin America and the Caribbean		489	50 794 299 532	25 563 075 318	0.56%-0.88%
	Andean	329	28 237 672 606	9 447 924 892	0.30%-0.87%
	Caribbean	16	752 317 304	504 634 571	1.41%-2.02%
	Mesoamerica	108	21 282 362 663	15 239 852 961	0.14%-0.21%
	South Cone	36	521 946 959	370 662 893	0.04%-0.07%
Northern Mediterranean		111	4 977 220 548	3 587 836 705	0.04%-0.06%
Affected country Parties (Subtotal)		1 730	123 047 659 924	76 450 583 267	0.51%-0.76%
Developed country Parties		2 040	5 553 835 528	1 816 247 294	0.01%-0.02%
Subregional organizations		15	143 442 567	95 837 364	
UN/IGO		207	5 138 800 641	1 995 429 619	
Global (Total)		3 992	133 883 738 661	80 358 097 544	

Table 3

Historic trend analysis in nominal and weighted commitments (USD) as reported by all countries (Global 2012/13)* : Amounts shown as reported in the document ICCD/CRIC(11)/12 : Including co-financing by multilateral institutions**

Biennium	2008/09		2010/11		2012/13		Trend analysis	
Reporting entity	Nominal	Weighted	Nominal	Weighted	Nominal	Weighted	Nominal	Weighted
Africa		9 327 348 842	8 399 781 394	17 332 524 915	13 592 759 767		+86%	+62%
Asia		104 042 970 045	99 104 933 485	49 282 302 336	33 329 077 338		-53%	-66%
Central and Eastern Europe		15 829 078	7 475 279	661 312 592	377 834 139		+4 078%	+4 955%
Latin America and the Caribbean		17 051 273 486	9 339 714 900	50 794 299 532	25 563 075 318		+198%	+173%
Northern Mediterranean		1 895 687 307	1 513 757 408	4 977 220 548	3 587 836 705		+163%	+137%
Affected country Parties (Subtotal)		132 333 108 757	118 365 662 467	123 047 659 924	76 450 583 267		-7%	-35%
Developed country Parties		2 050 473 599	796 189 125	5 553 835 528	1 816 247 294		+171%	+128%
Global Environment Facility	176 000 000*	265 660 000*	225 373 400*	889 930 000	345 565 591		+235%	+53%
UN/IGOs**		2 500 000 000*		5 138 800 641	1 995 429 619		+106%	
Total	49 520 000 000	33 580 000 000	134 650 819 753	119 387 224 992	133 883 738 661	80 358 097 544	-1%	-33%

III. Tables and figures on commitments as reported by affected country Parties/subregional action programmes and developed country Parties/United Nations agencies/intergovernmental organizations

Figure 9

Financial flows to UNCCD regional annex as reported by affected country Parties, number of activities (Global, 2012/13)

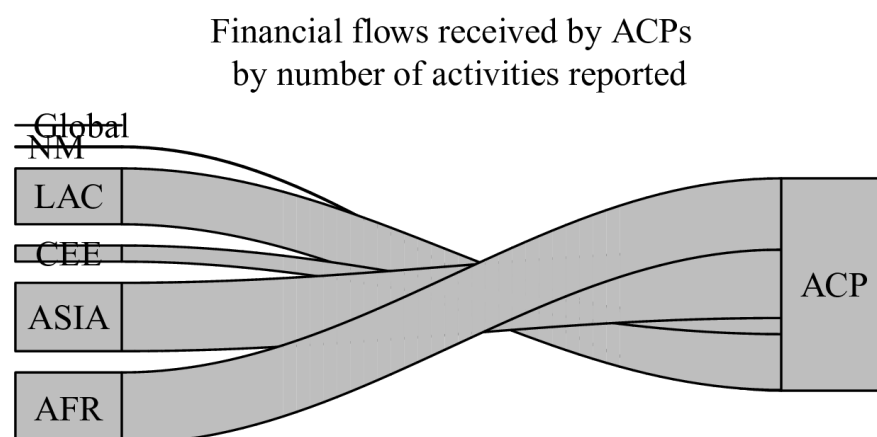


Figure 10

Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties and multilaterals, number of activities (Global, 2012/13)

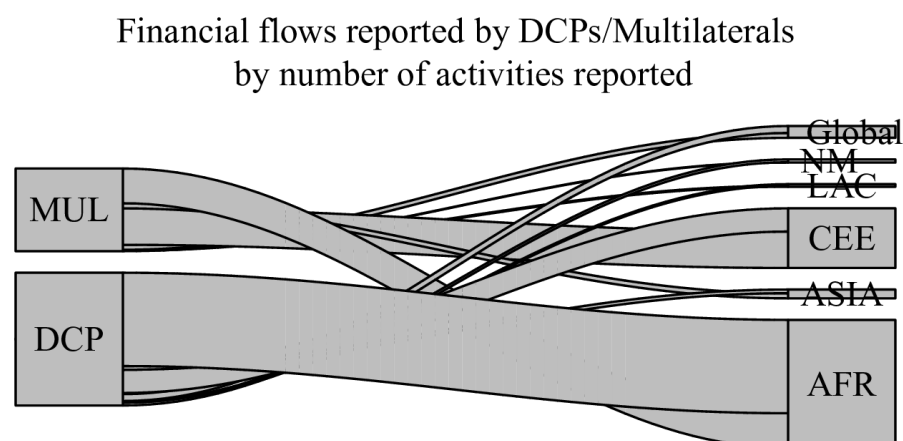


Figure 11
Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (number of activities)

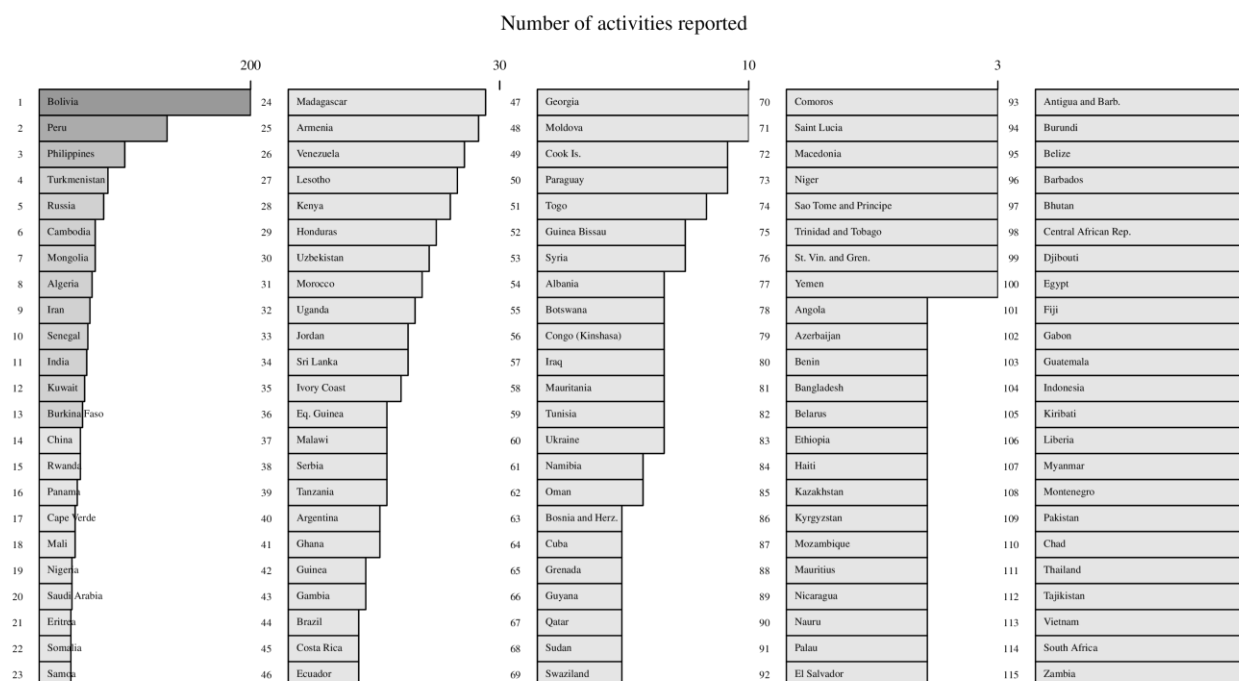


Figure 12
Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (nominal commitments in USD million)

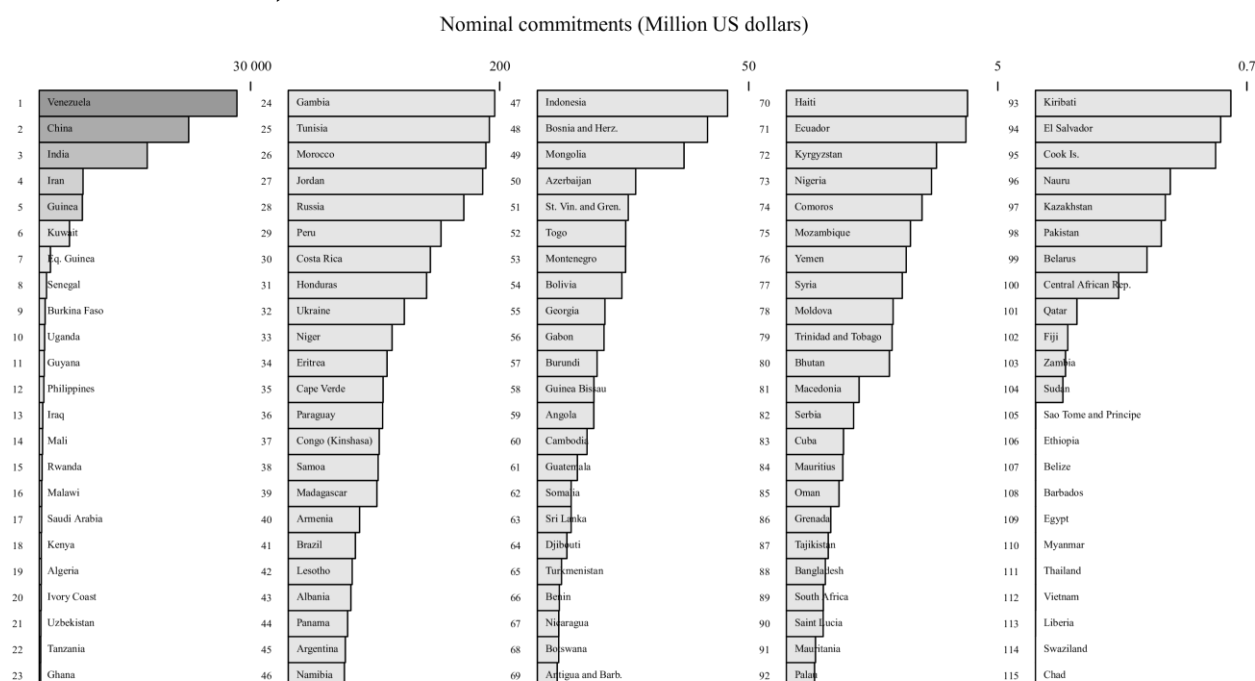


Figure 13

Financial flows to UNCCD regional annex as received by affected country Parties, nominal commitments (Global, 2012/13)

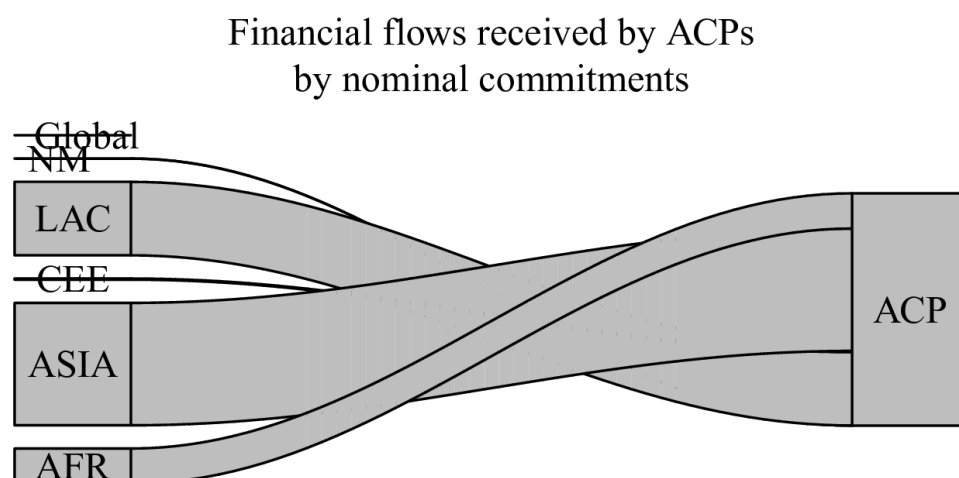


Figure 14

Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties and multilaterals, nominal commitments (Global, 2012/13)

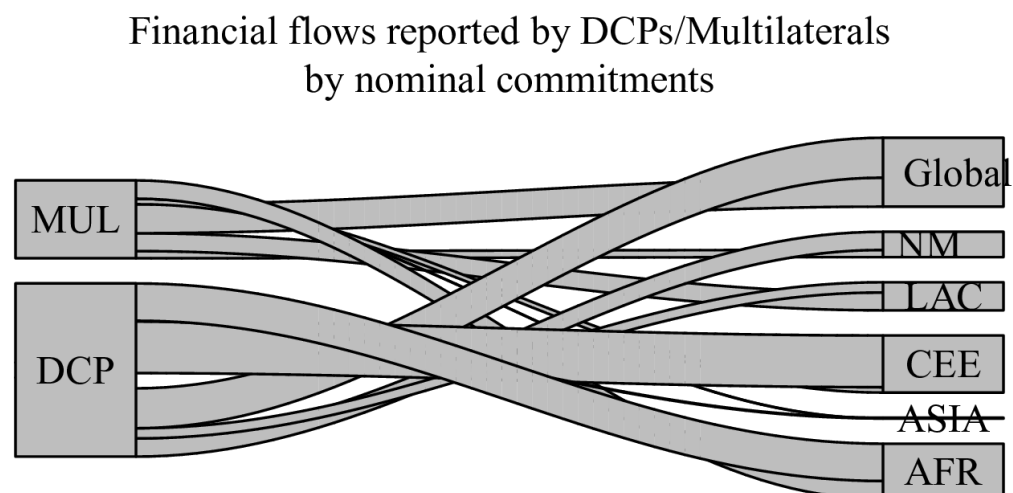


Figure 15
Financial flows to UNCCD regional annex as received by affected country Parties,
weighted commitments (Global, 2012/13)

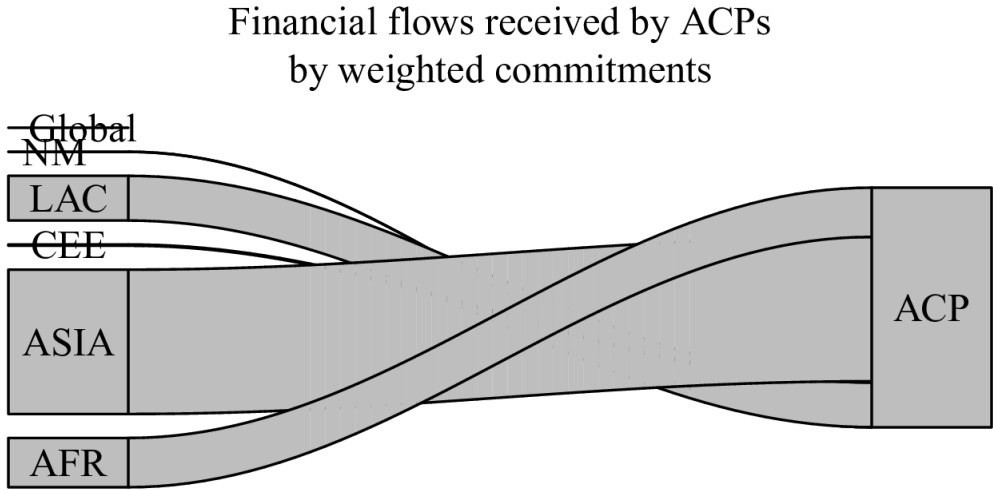


Figure 16
Financial flows to UNCCD regional annex as reported by developed country Parties
and multilaterals, weighted commitments (Global, 2012/13)

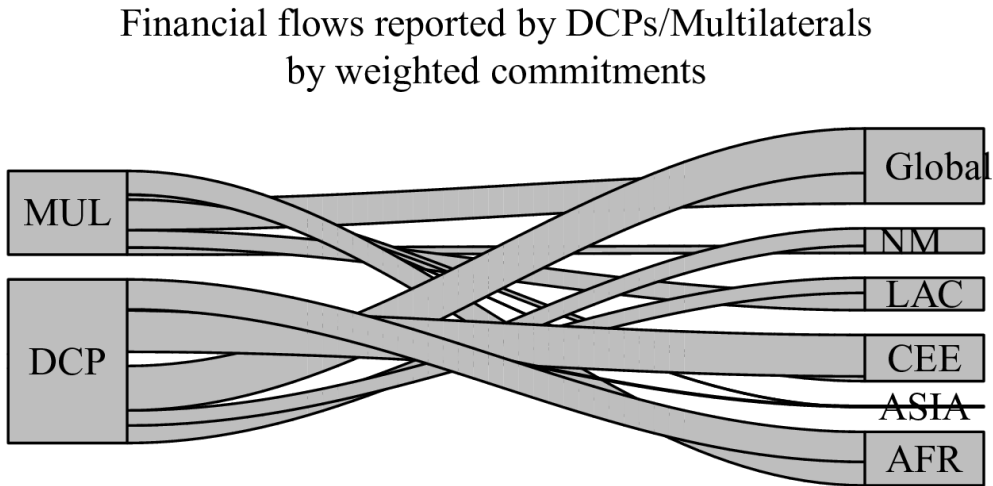


Figure 17
Ranking of affected country Parties globally in 2012/13 (weighted commitments in USD million)

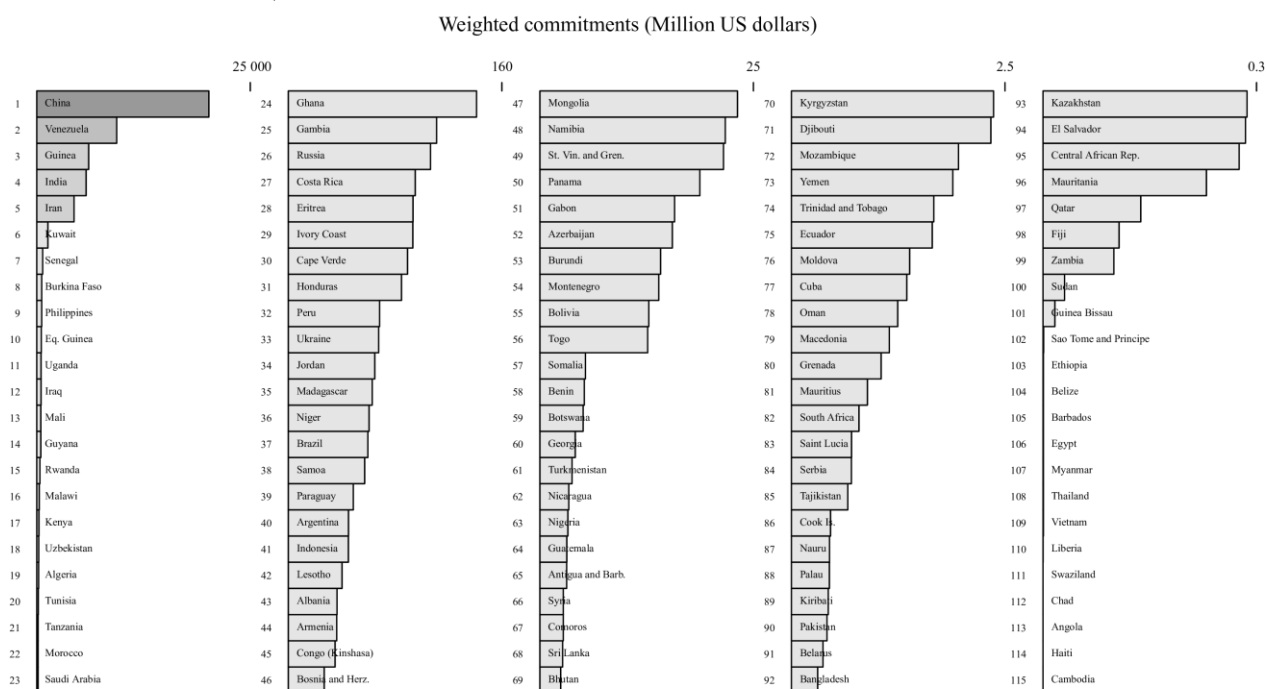


Figure 18
Overview of activities as reported by affected country Parties in 2012/13 (number of activities)



Figure 19
Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (number of activities)



Figure 20
Overview of activities as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (number of activities)

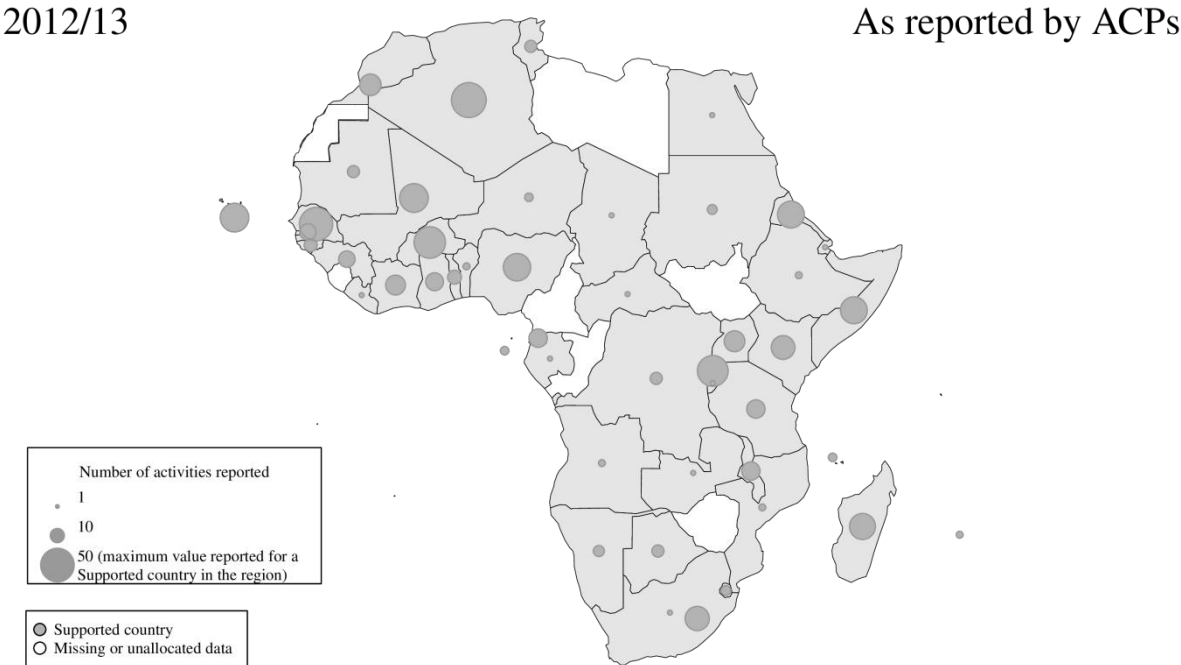


Figure 21
Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (number of activities)

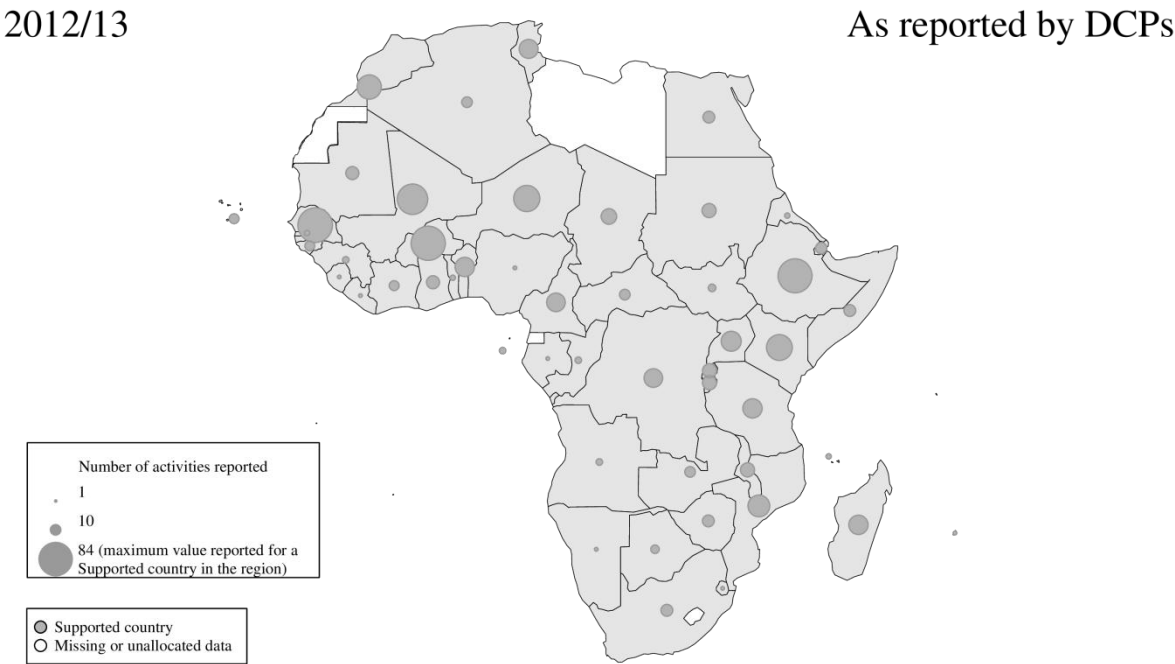


Figure 22
Overview of activities as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities)

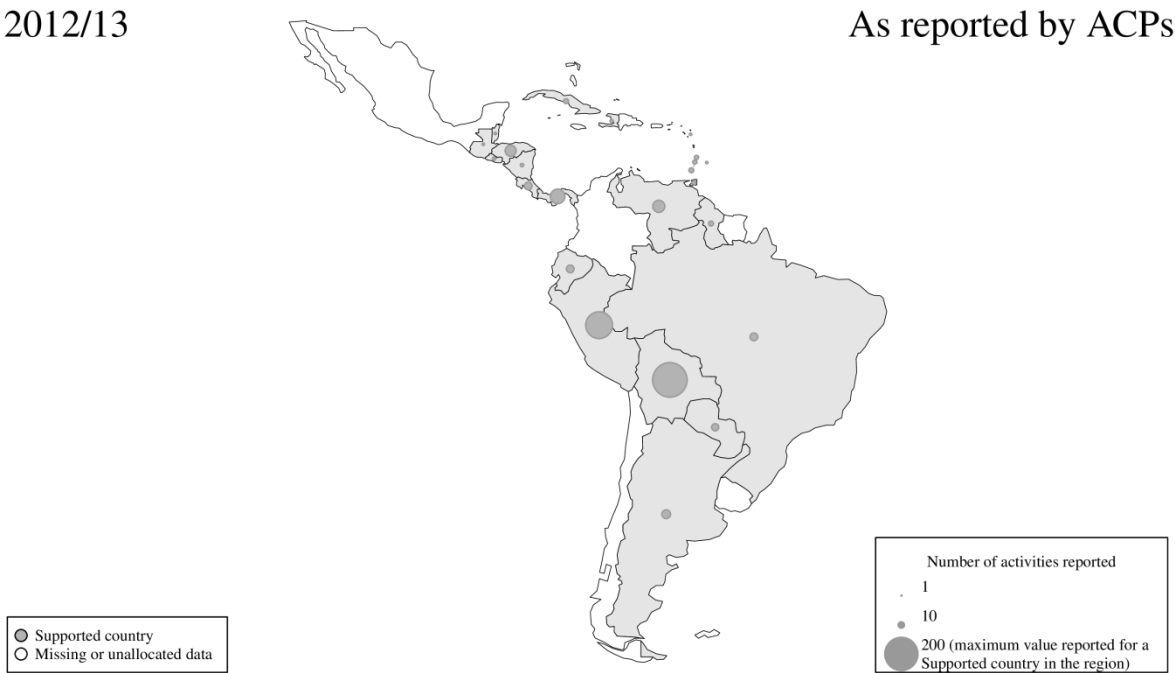


Figure 23

Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities)

2012/13

As reported by DCPs



Figure 24

Overview of activities as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (number of activities)

2012/13

As reported by ACPs

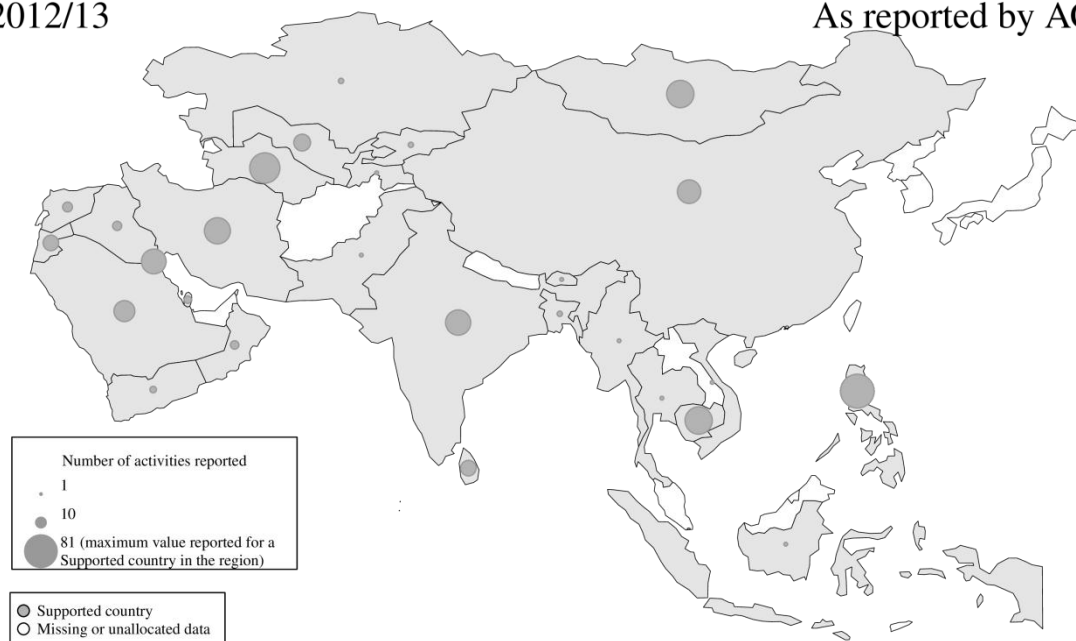


Figure 25

Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (number of activities)

2012/13

As reported by DCPs



Figure 26

Overview of activities as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities)

2012/13

As reported by ACPs



Figure 27

Overview of activities as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities)

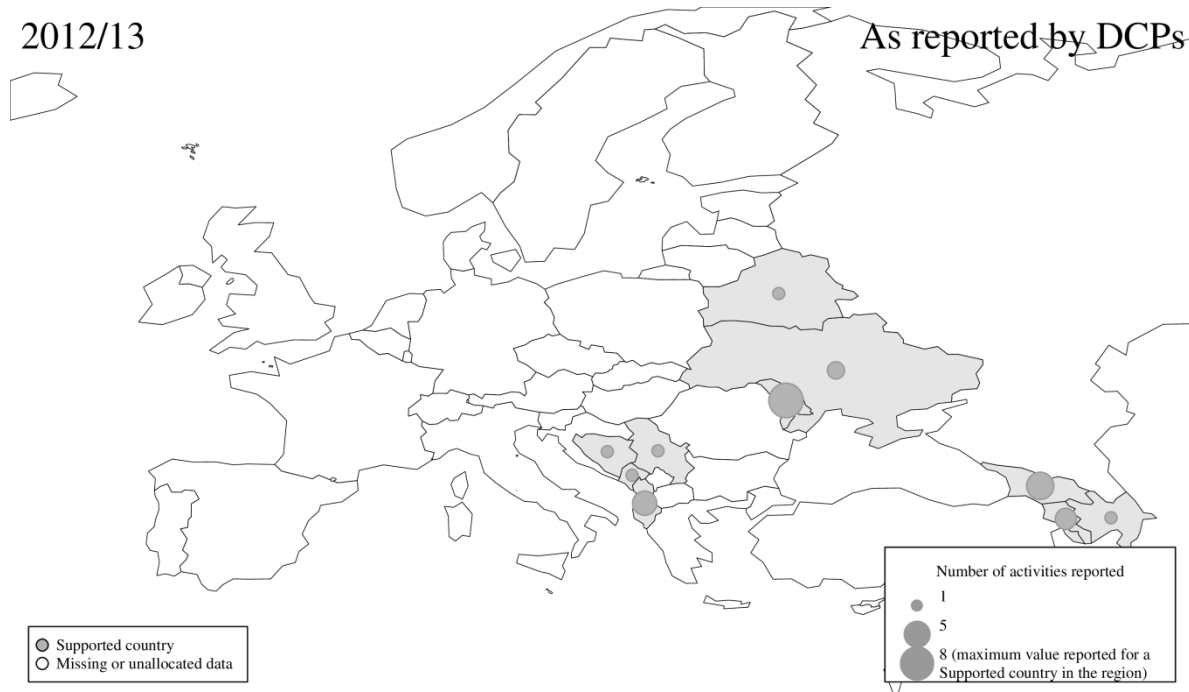


Figure 28

Overview of global nominal commitments as reported by affected country Parties in 2012/13 (in USD million)



Figure 29

Overview of global nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (in USD million)



Figure 30

Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (in USD million)

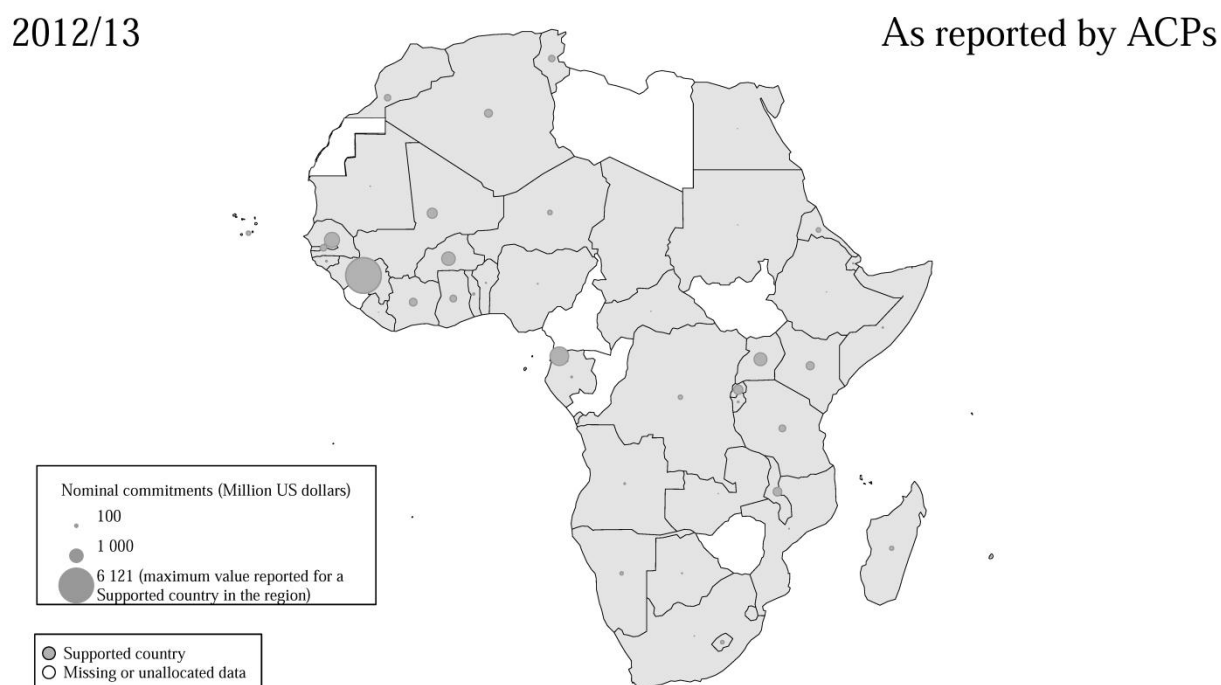


Figure 31
Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (in USD million)

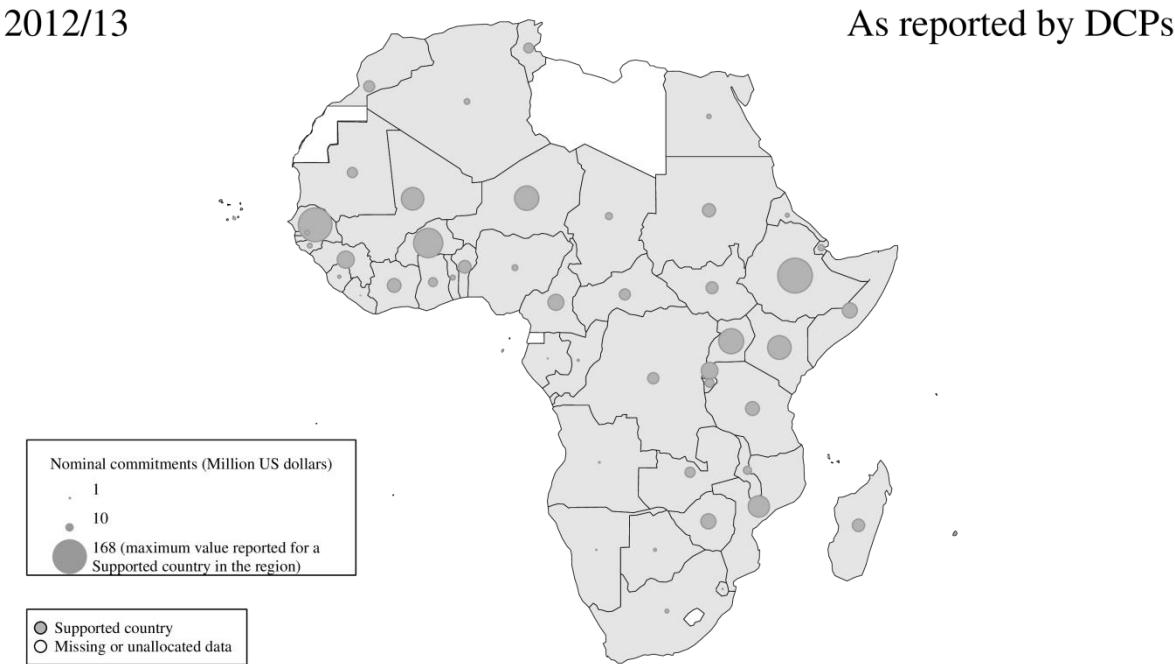


Figure 32
Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)



Figure 33

Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)

2012/13

As reported by DCPs



Figure 34

Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (in USD million)

2012/13

As reported by ACPs

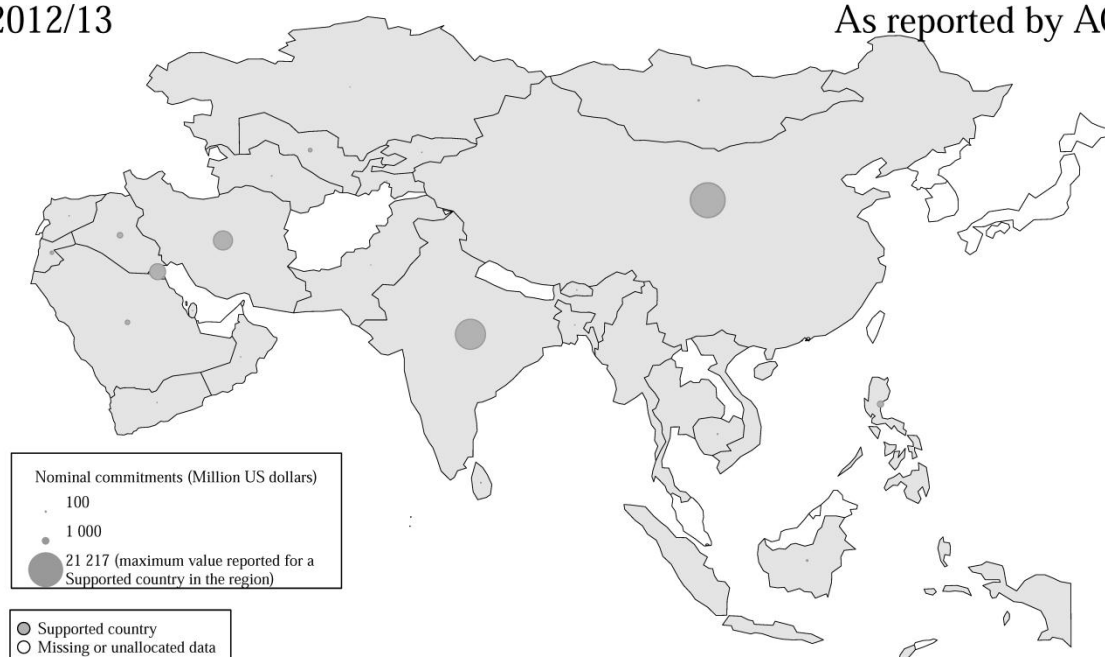


Figure 35

Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (in USD million)



Figure 36

Overview of nominal commitments as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)



Figure 37

Overview of nominal commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)

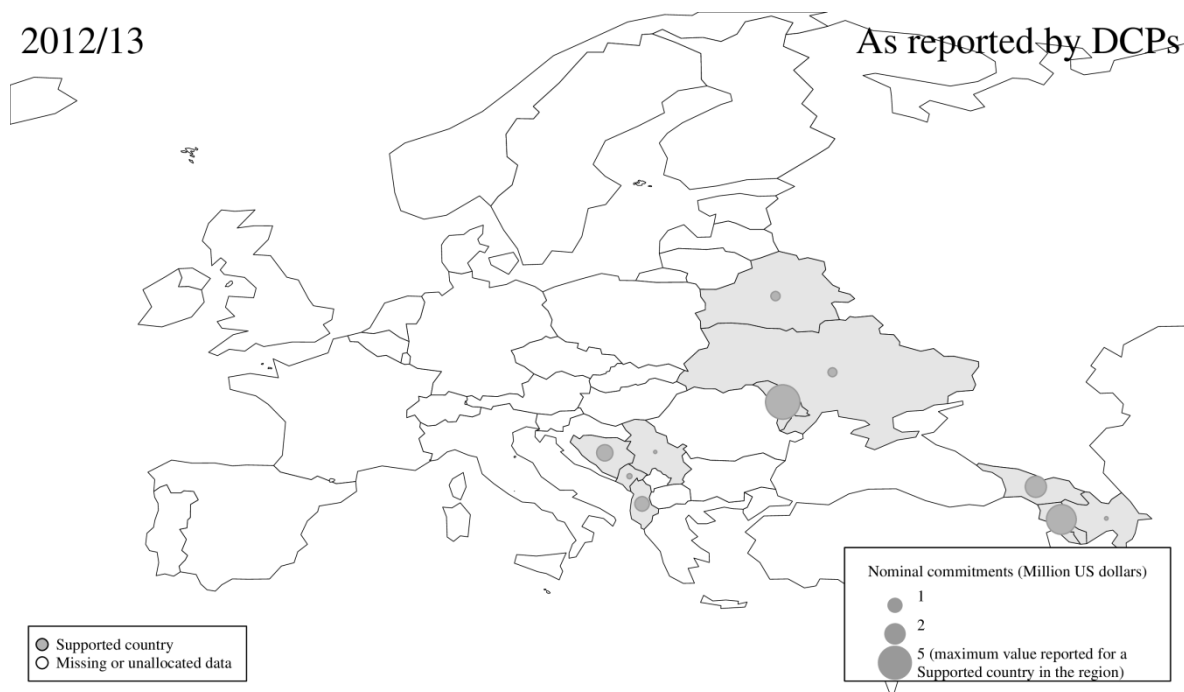


Figure 38

Overview of global weighted commitments as reported by affected country Parties in 2012/13 (in USD million)



Figure 39

Overview of global weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions in 2012/13 (in USD million)



Figure 40

Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Africa in 2012/13 (in USD million)

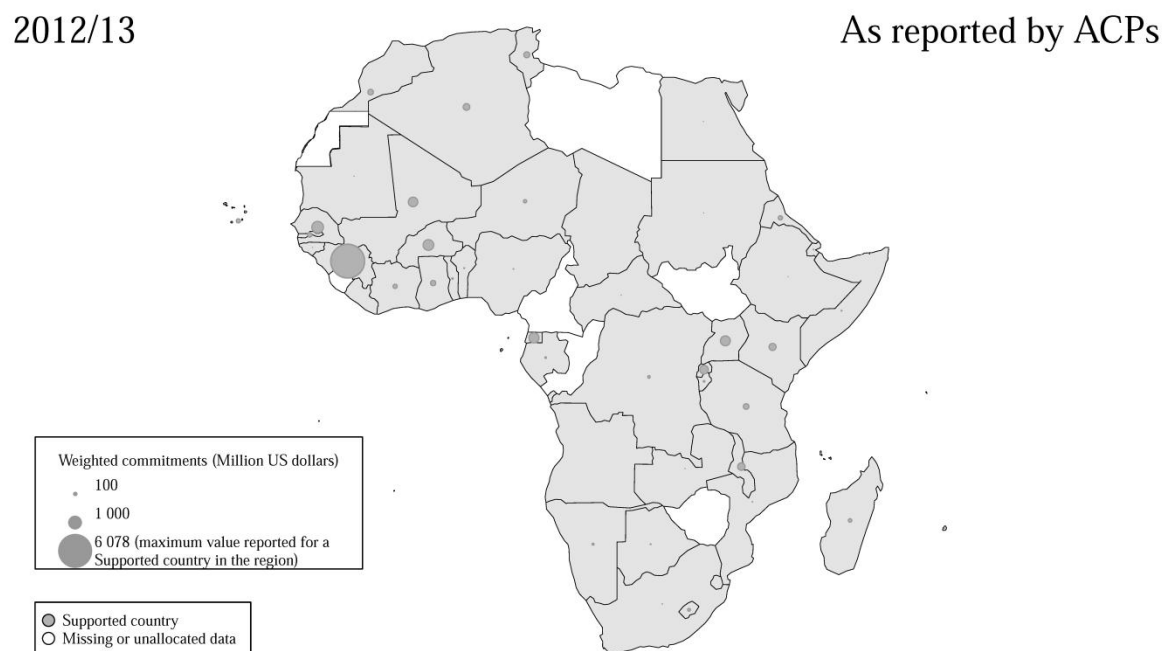


Figure 41

Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Africa in 2012/13 (in USD million)

2012/13

As reported by DCPs

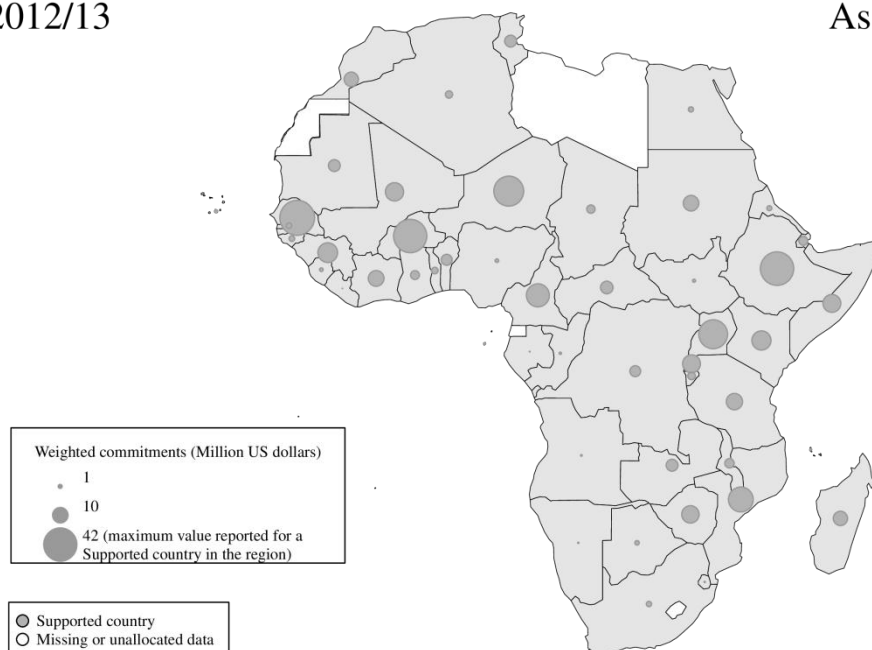


Figure 42

Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)

2012/13

As reported by ACPs



Figure 43
Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)

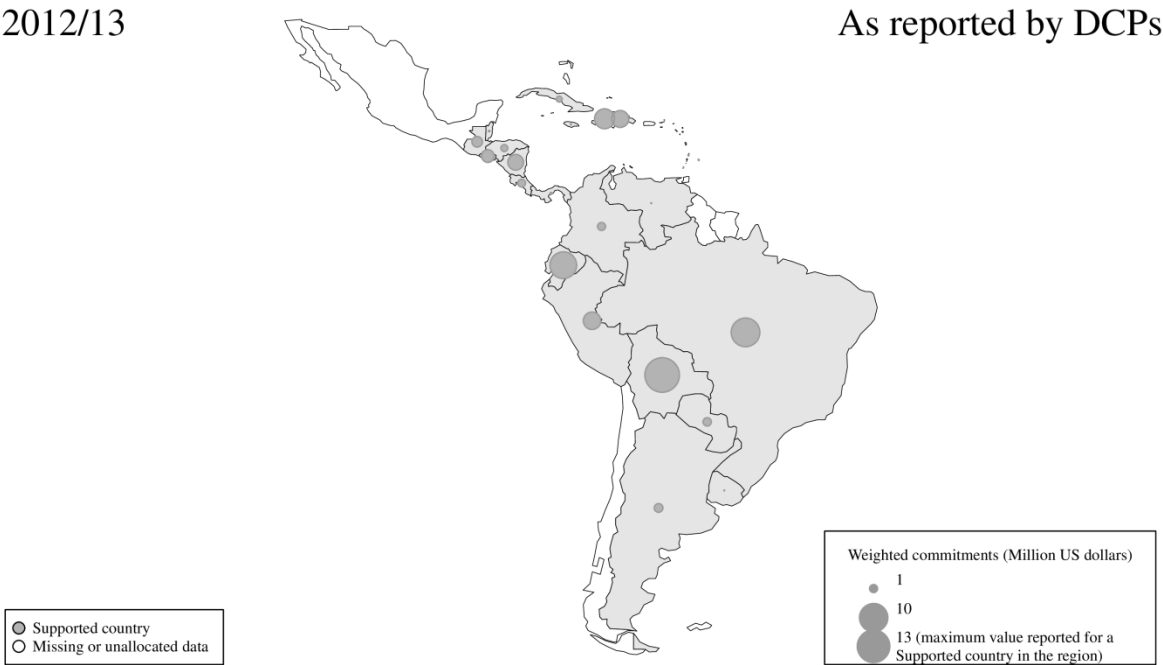


Figure 44
Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Asia in 2012/13 (in USD million)



Figure 45

Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Asia in 2012/13 (in USD million)



Figure 46

Overview of weighted commitments as reported by affected country Parties for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)



Figure 47
Overview of weighted commitments as reported by developed country Parties and multilateral institutions for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)



Table 4

Overview of number of activities, nominal and weighted commitments (USD) by recipient subregion as reported by affected developing country Parties (Global 2012/13)*

Region	Subregion	Number of activities	Nominal commitments	Weighted commitments
Africa		416	14 148 582 013	11 360 947 965
	Central Africa	59	2 122 696 422	974 065 646
	Eastern Africa	44	1 178 529 267	863 816 761
	Northern Africa	25	674 009 662	581 700 547
	Southern Africa	78	786 132 637	594 341 144
	Western Africa	210	9 387 214 024	8 347 023 867
Asia		341	49 194 373 657	33 303 348 411
	Central Asia	25	247 409 922	242 603 815
	East Asia	24	21 251 770 953	20 177 240 951
	Pacific	22	87 493 144	59 080 230
	South Asia	41	15 344 025 119	5 787 555 594
	South East Asia	96	711 655 345	628 208 780
	West Asia	133	11 552 019 173	6 408 659 039
Central and Eastern Europe		41	449 896 579	274 529 948
Latin America and the Caribbean		436	29 527 354 970	10 308 703 682
	Andean	325	28 231 754 828	9 445 236 751
	Caribbean	14	752 225 812	504 549 746
	Mesoamerica	70	336 614 922	205 487 276
	South Cone	27	206 759 408	153 429 909
Northern Mediterranean		6	59 261 499	36 527 166
Total		1 240	93 379 468 716	55 284 057 172

* Excluding countries which have status of affected and developed country parties as recipients.

Table 5

Overview of number of activities, nominal and weighted commitments (USD) by recipient subregion as reported by all developed country Parties (Global 2012/13)*

Region	Subregion	Number of activities	Nominal commitments	Weighted commitments
Africa		887	1 314 373 838	386 424 928
	Central Africa	108	127 503 496	44 557 908
	Eastern Africa	197	417 430 744	104 826 435
	Northern Africa	96	51 163 968	19 784 555
	Southern Africa	138	170 085 334	58 720 788
	Western Africa	348	548 190 296	158 535 242
Asia		345	750 931 707	359 442 761
	Central Asia	20	7 630 069	2 831 347
	East Asia	130	102 801 469	38 581 677
	Pacific	1	56 139	18 713
	South Asia	68	237 595 784	109 393 963
	South East Asia	77	383 336 938	200 175 083
	West Asia	49	19 511 308	8 441 978
Central and Eastern Europe		23	12 790 153	5 395 959
Latin America and the Caribbean		320	160 122 270	51 270 646
	Andean	118	91 923 121	25 356 295
	Caribbean	35	22 273 097	8 065 727
	Mesoamerica	70	18 265 044	7 128 460
	South Cone	97	27 661 008	10 720 164
Northern Mediterranean		4	891 914	569 671
Total		1 579	2 239 109 882	803 103 965

* Excluding countries which have status of affected and developed country parties as recipients.

IV. Tables and figures on estimated national commitments by affected country Parties in their own country

Figure 48

Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries globally in 2012/13 (in USD million)

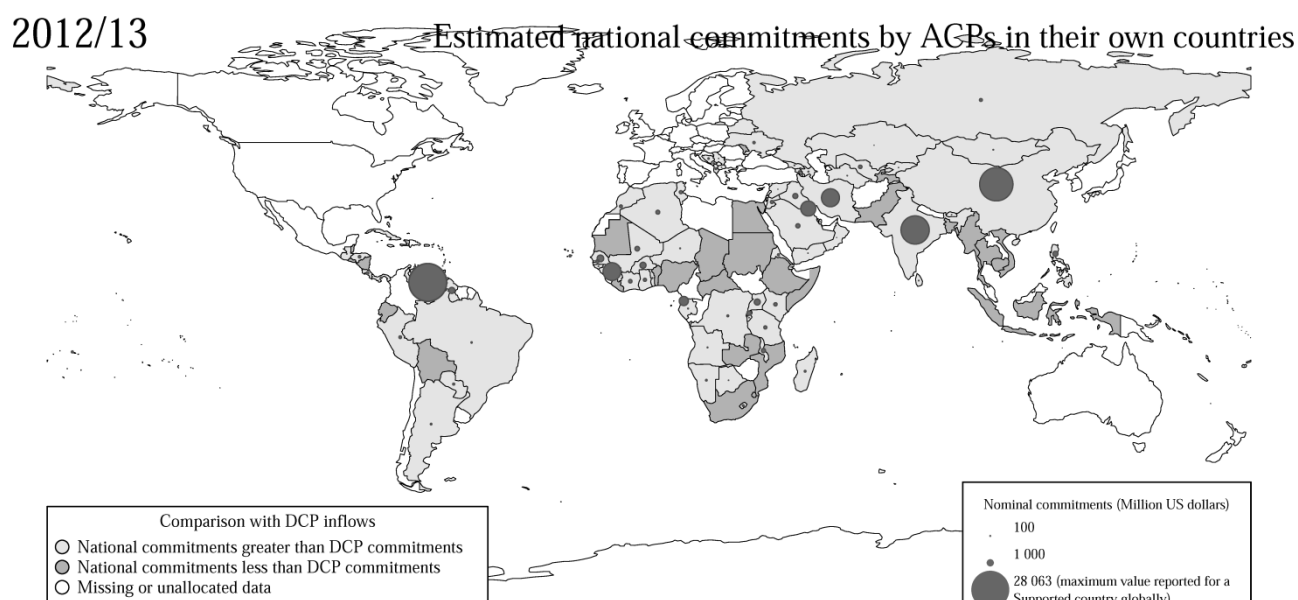


Figure 49

Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries globally in 2012/13 (in USD million)

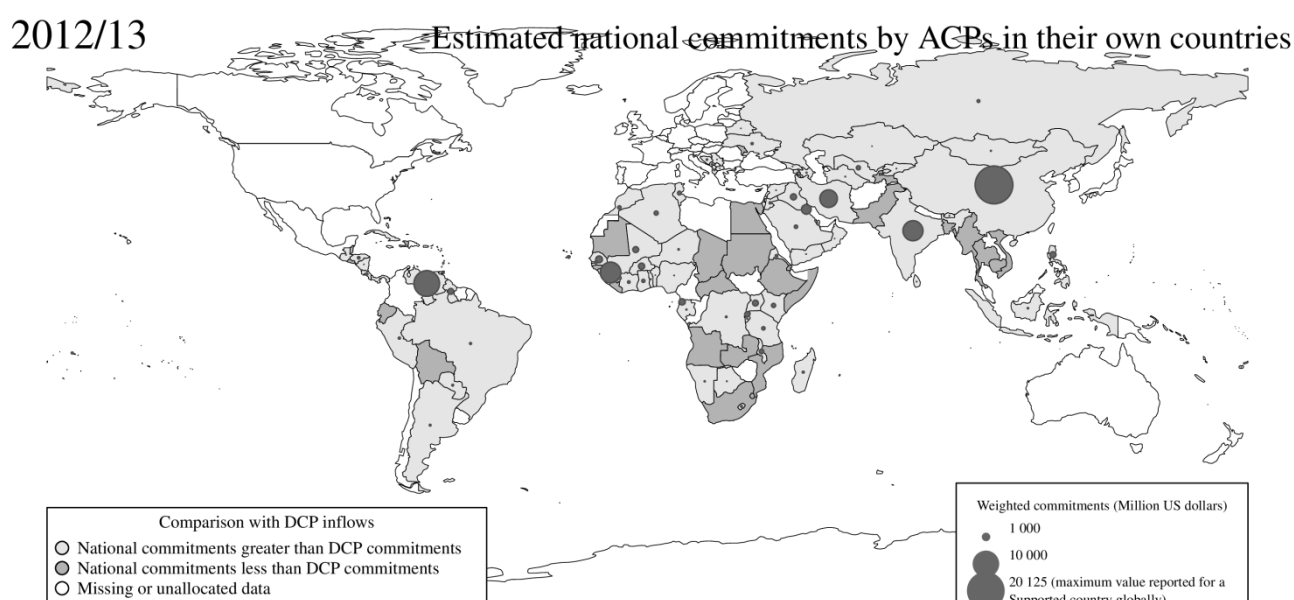


Figure 50
Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Africa in 2012/13 (in USD million)

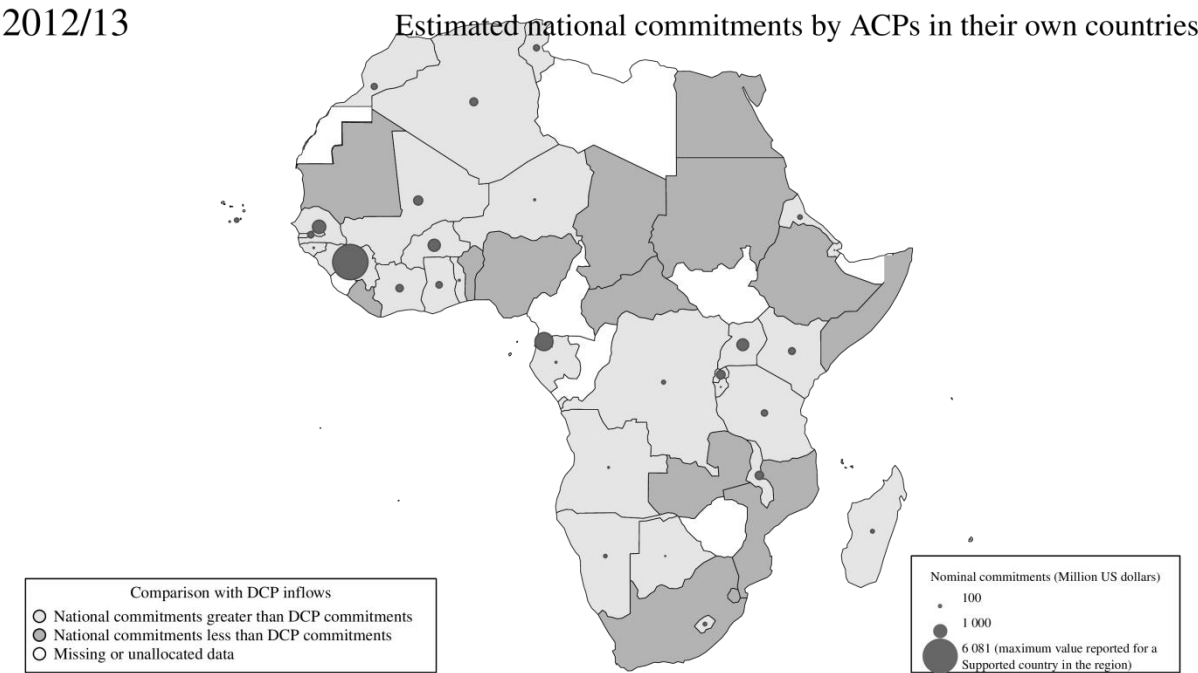


Figure 51
Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Africa in 2012/13 (in USD million)

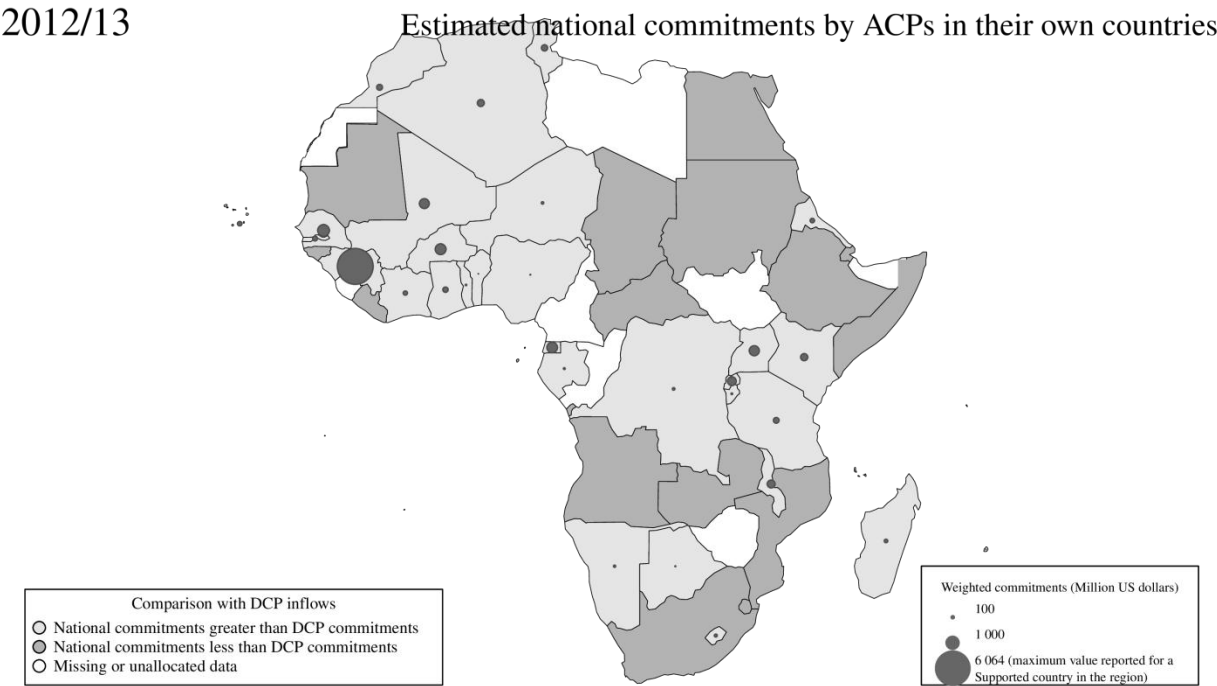


Figure 52

Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)

2012/13



Figure 53

Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (in USD million)

2012/13



Figure 54
Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Asia in 2012/13 (in USD million)

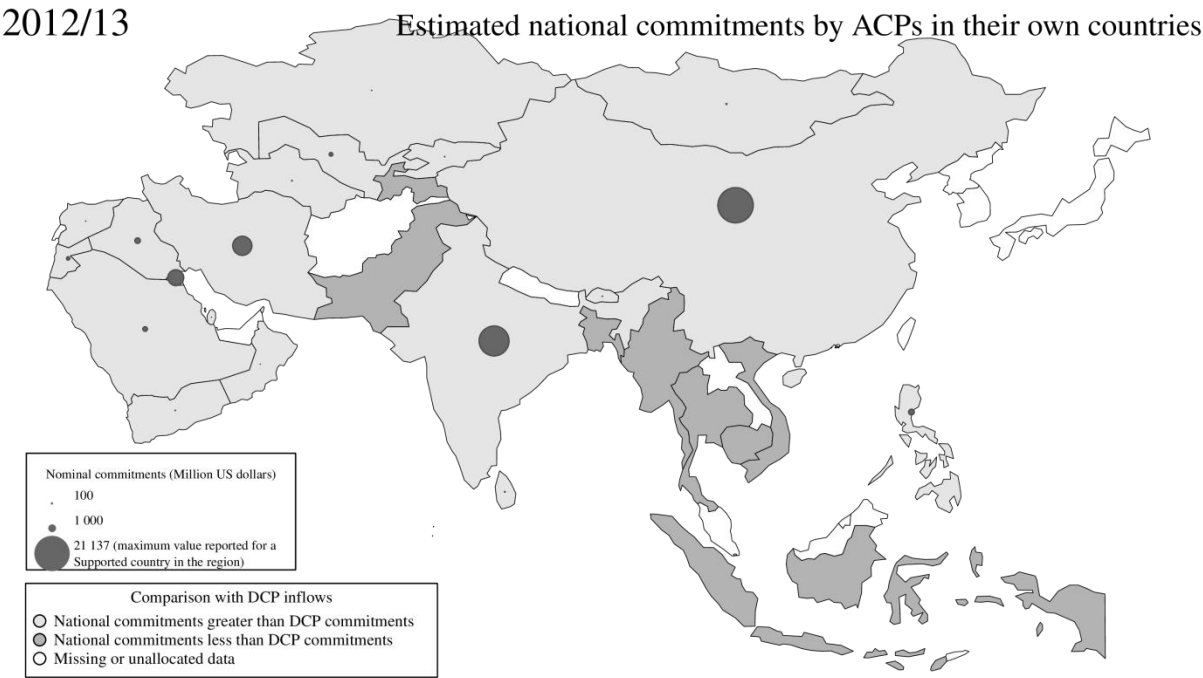


Figure 55
Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Asia in 2012/13 (in USD million)

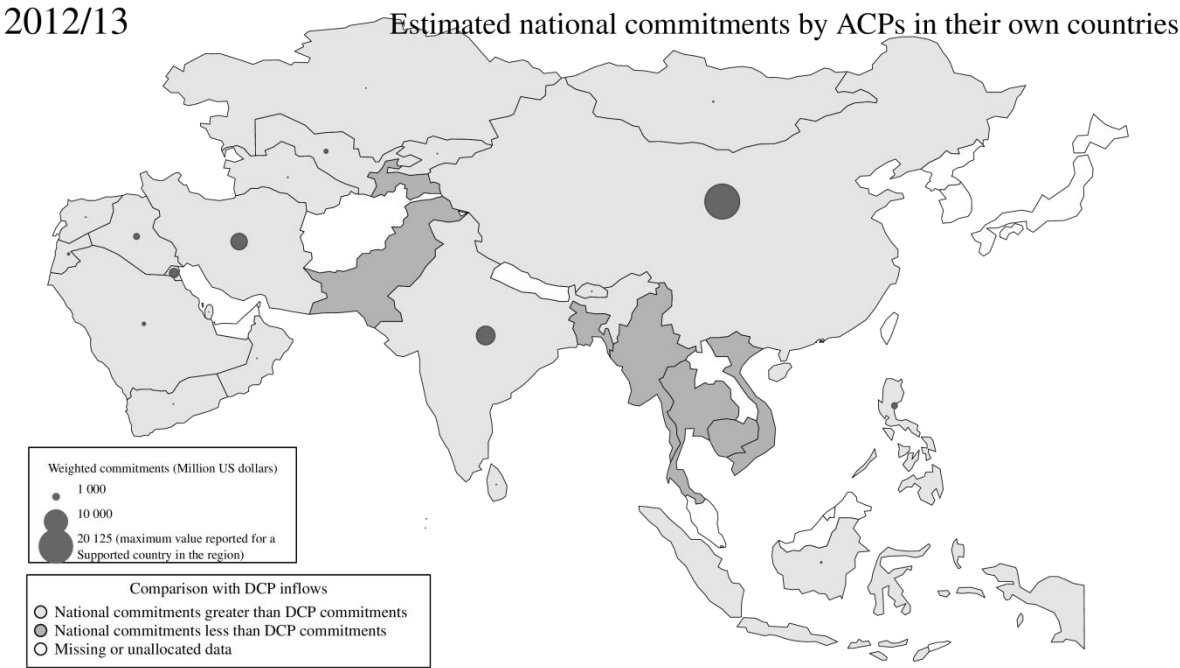


Figure 56

Estimated national nominal commitments by affected country Parties in their own countries for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)

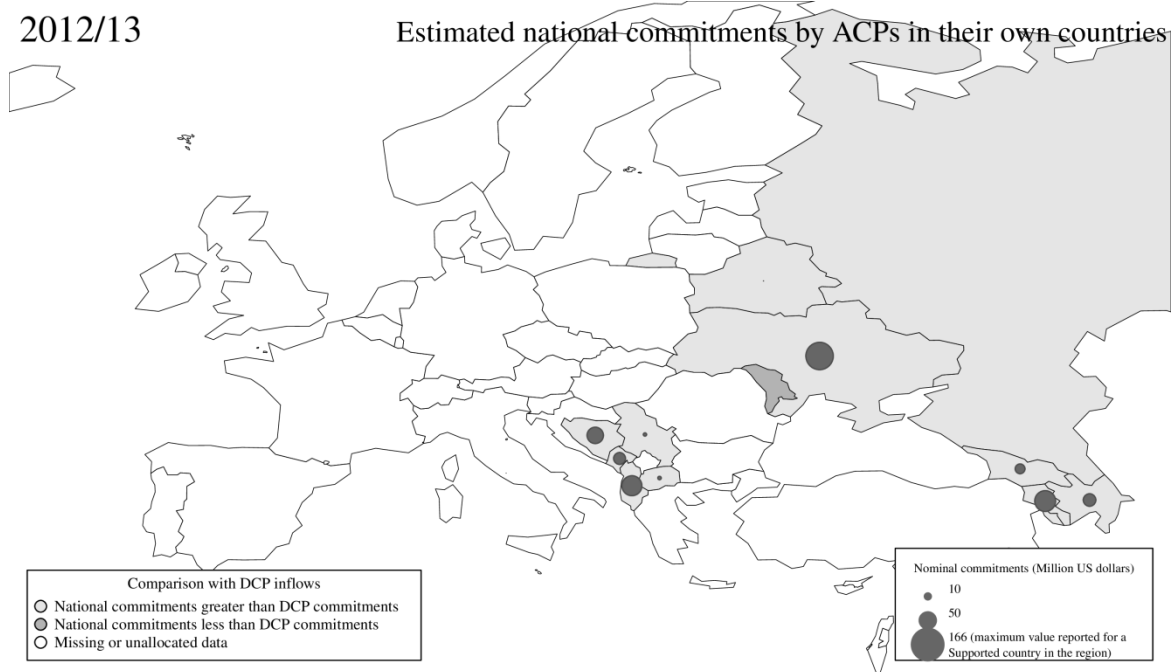


Figure 57

Estimated national weighted commitments by affected country Parties in their own countries for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (in USD million)

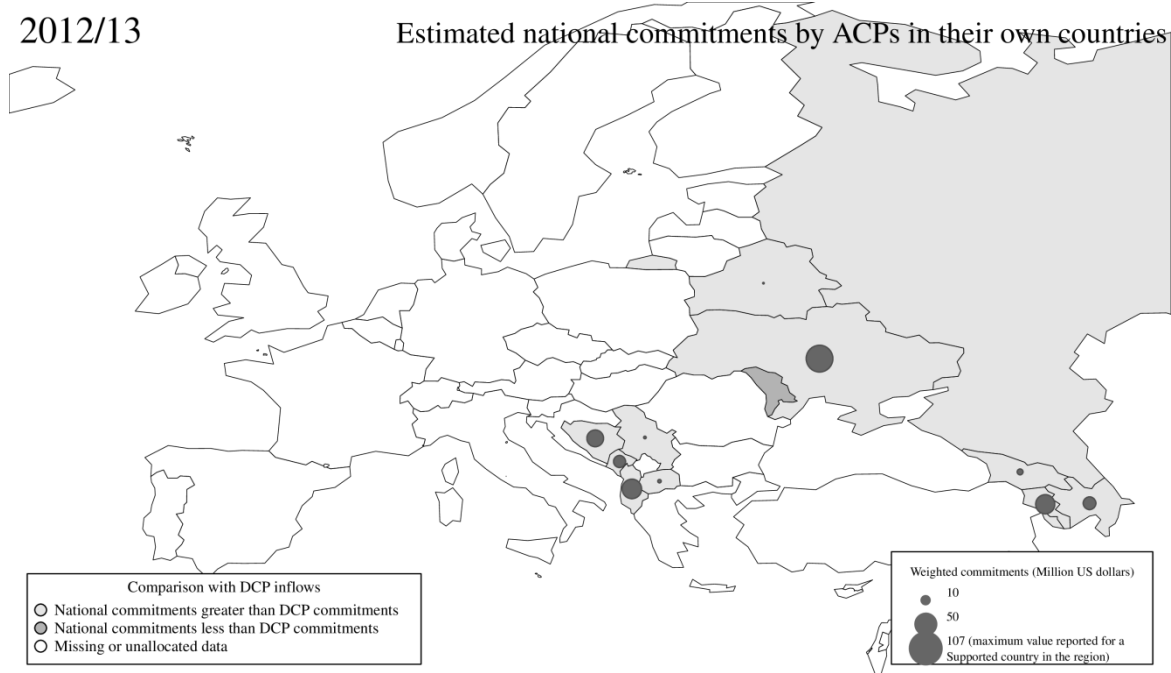


Table 6
**Estimated national nominal and weighted commitments by affected country Parties in
 their own countries (in USD) (Global, 2012/13)***

Region	Subregion	Nominal commitments	Weighted commitments
Africa		12 923 225 310	11 004 679 345
	Central Africa	2 031 696 916	948 389 815
	Eastern Africa	780 742 527	759 308 177
	Northern Africa	622 845 694	561 915 991
	Southern Africa	647 652 023	546 155 263
	Western Africa	8 840 288 151	8 188 910 099
Asia		48 545 932 035	32 983 442 355
	Central Asia	239 779 853	239 772 468
	East Asia	21 149 394 714	20 138 801 017
	Pacific	87 493 144	59 080 230
	South Asia	15 189 638 508	5 710 808 623
	South East Asia	344 942 840	433 575 176
	West Asia	11 534 682 977	6 401 404 841
Central and Eastern Europe		437 106 426	269 133 989
Latin America and the		29 379 006 838	10 261 393 836
	Andean	28 141 861 904	9 420 591 737
	Caribbean	739 669 742	499 723 028
	Mesoamerica	318 349 878	198 358 817
	South Cone	179 125 313	142 720 254
Northern Mediterranean		58 369 584	35 957 495
Total		91 343 640 193	54 554 607 020

* Domestic flows by non-DCP affected country Parties.

V. Tables and figures on estimated financial flows between affected country Parties (South-South cooperation)

Figure 58

Overview of global activities between affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13).

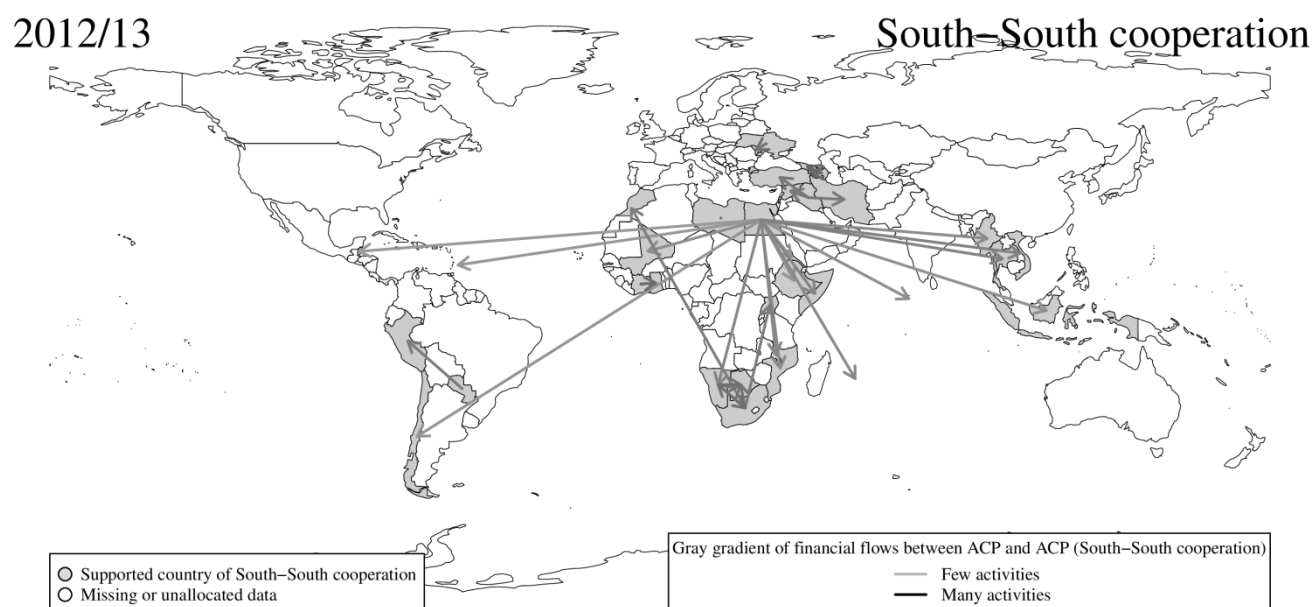


Figure 59

South-South cooperation globally in 2012/13 (number of activities)

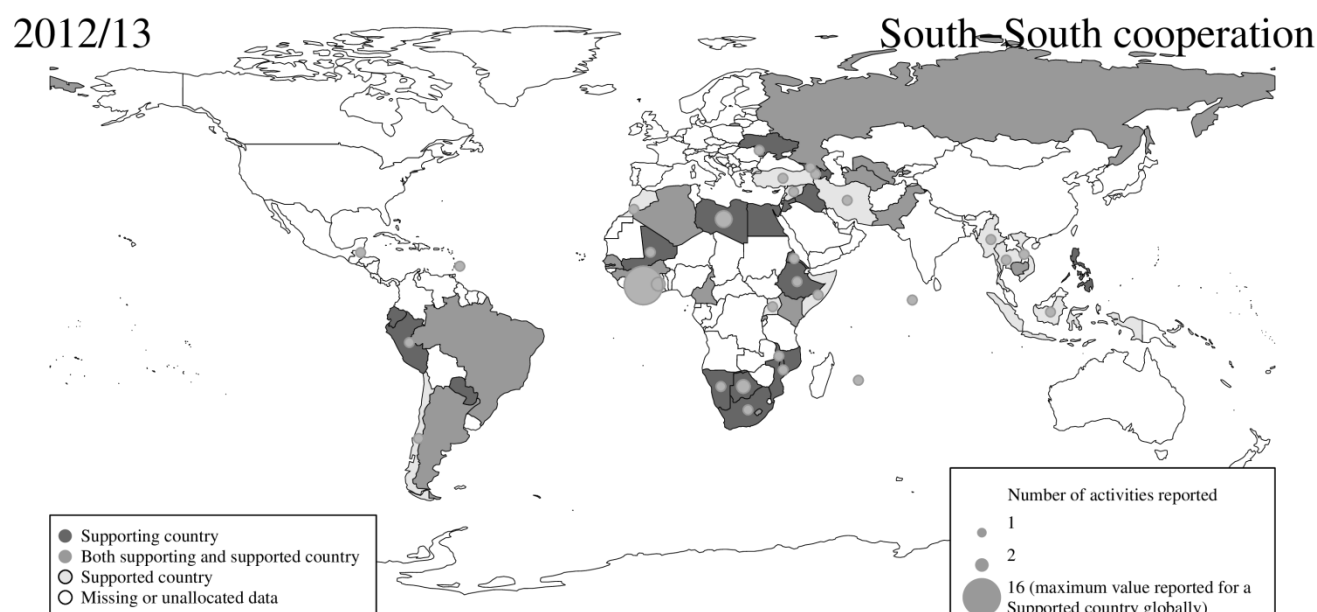


Figure 60
Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13).

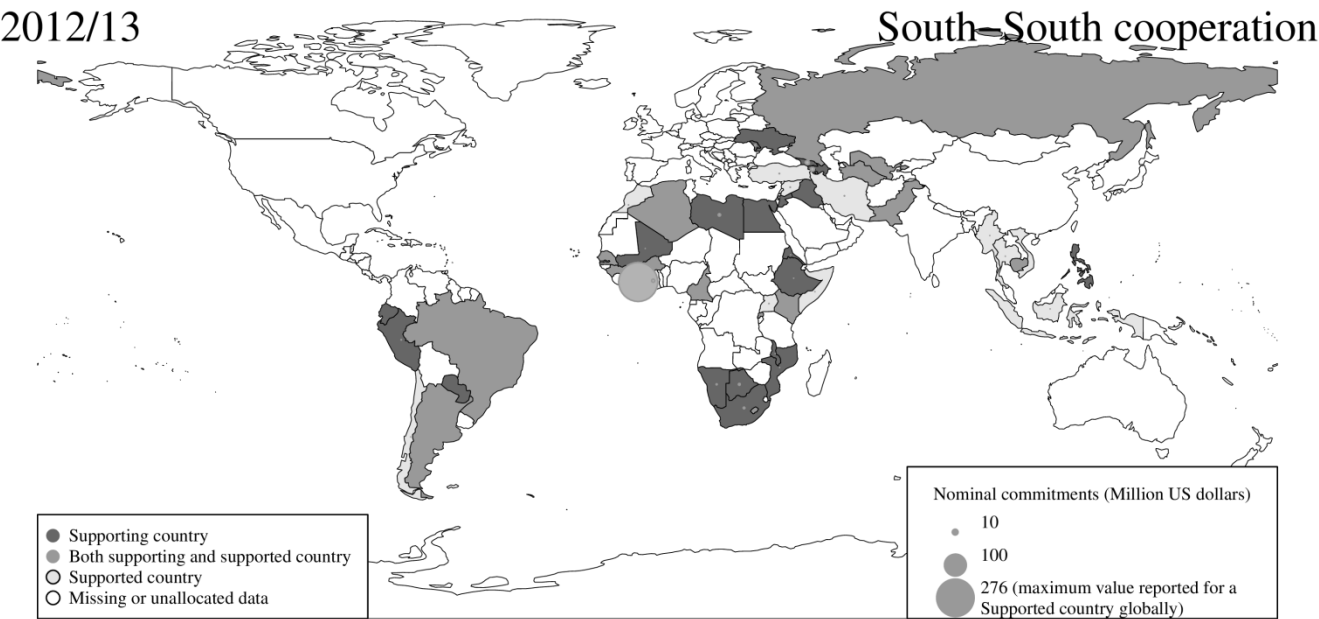


Figure 61
Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Global, 2012/13)

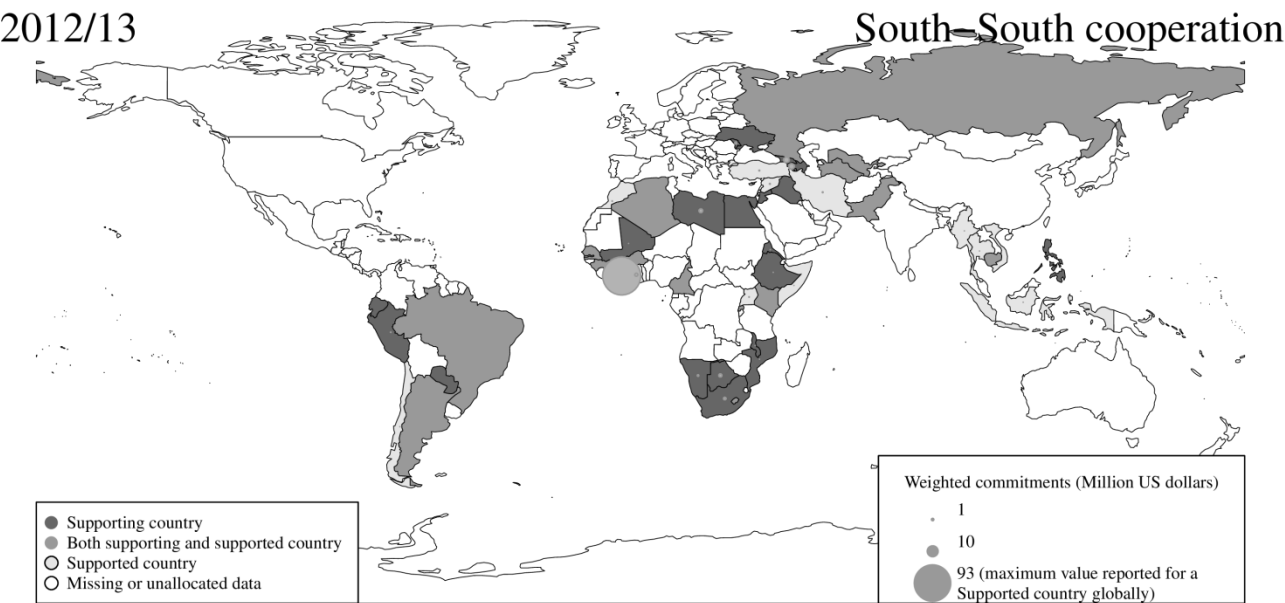


Figure 62
South-South cooperation for Africa in 2012/13 (number of activities)

2012/13

South–South cooperation

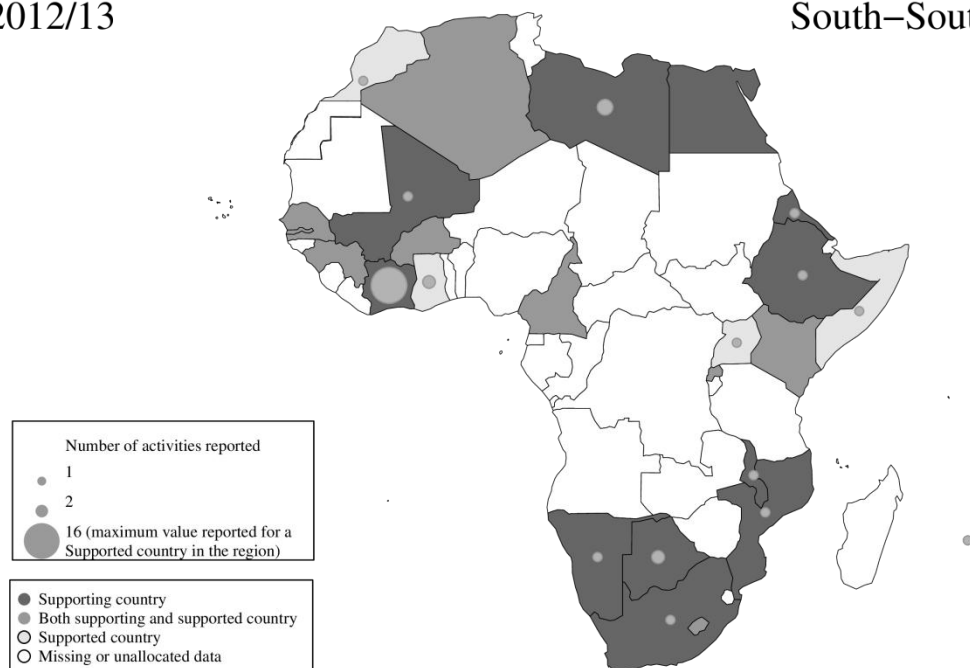


Figure 63
Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Africa, 2012/13).

2012/13

South–South cooperation

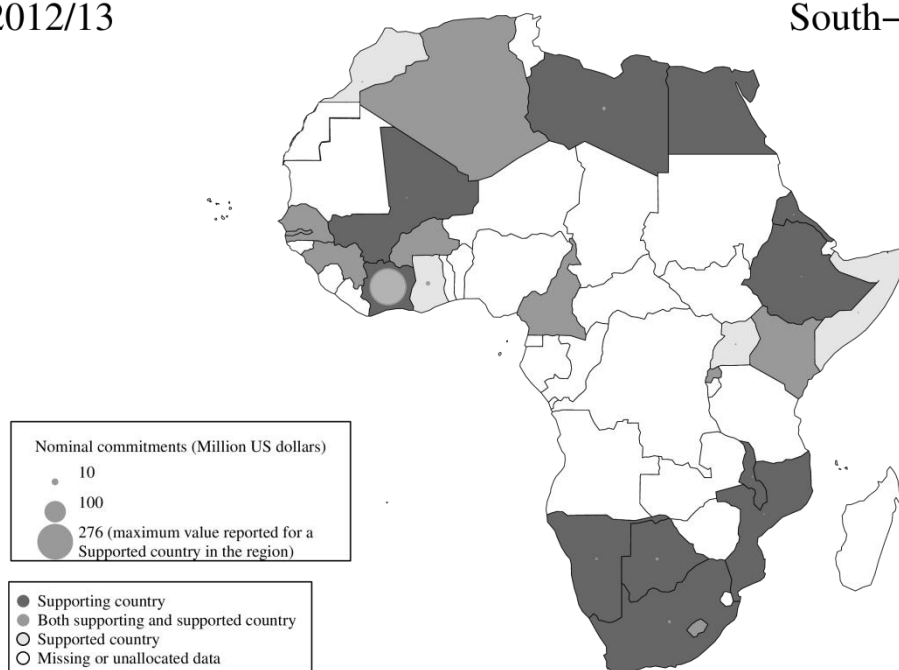


Figure 64

Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Africa, 2012/13).

2012/13

South–South cooperation

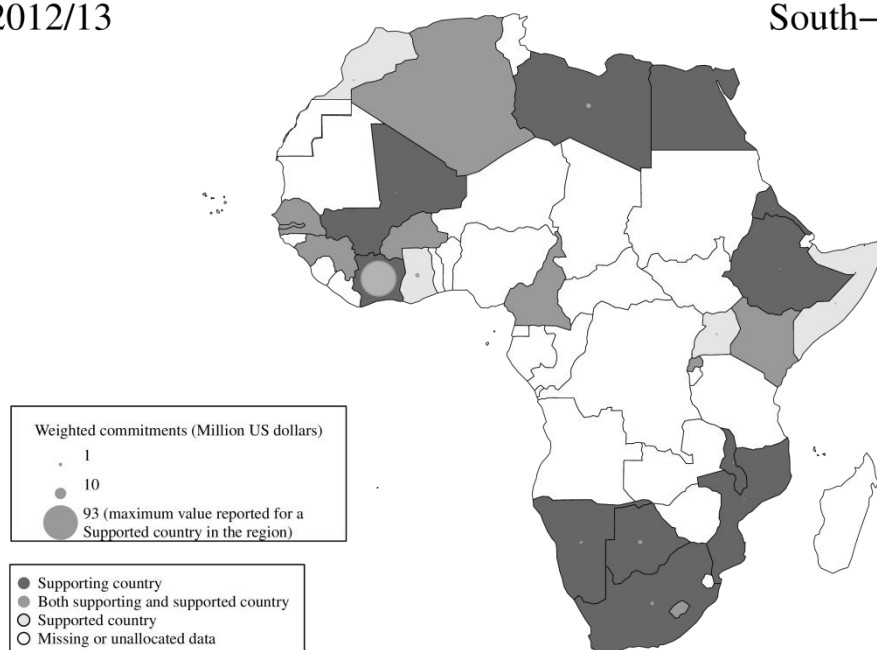


Figure 65

Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).

2012/13

South–South cooperation



Figure 66

Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).

2012/13

South–South cooperation



Figure 67

Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Latin America and the Caribbean, 2012/13).

2012/13

South–South cooperation



Figure 68
Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties
(South-South cooperation) (Asia, 2012/13).

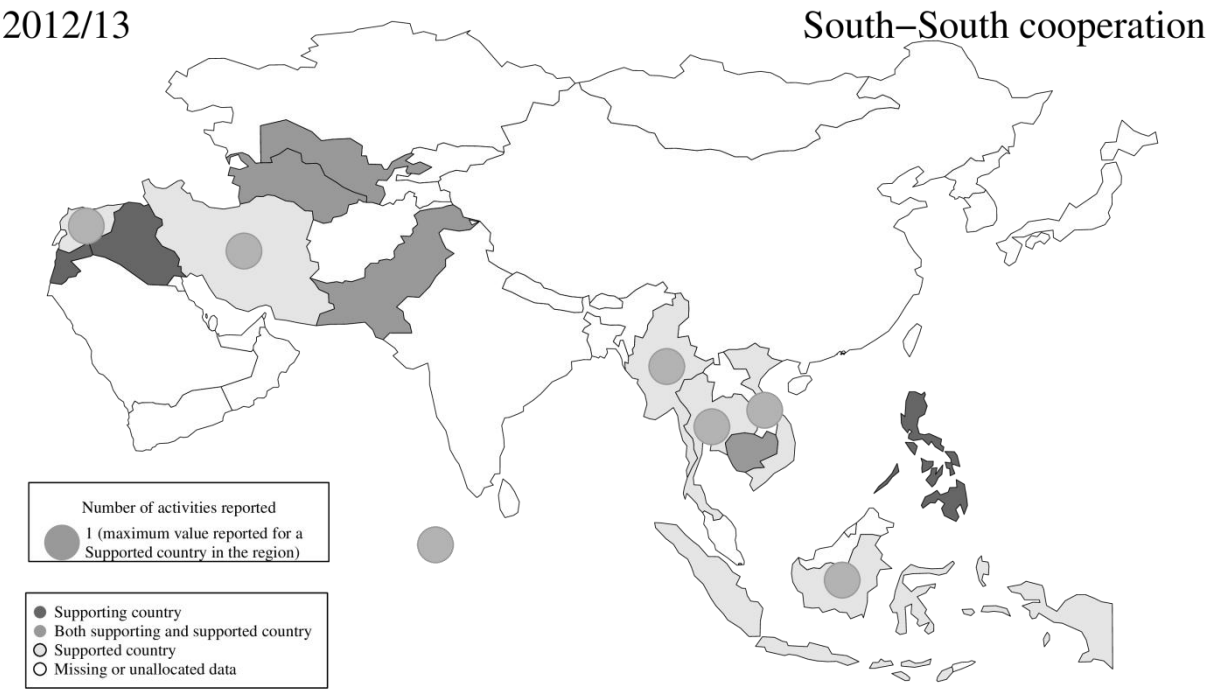


Figure 69
Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other
affected country Parties (South-South cooperation) (Asia, 2012/13).

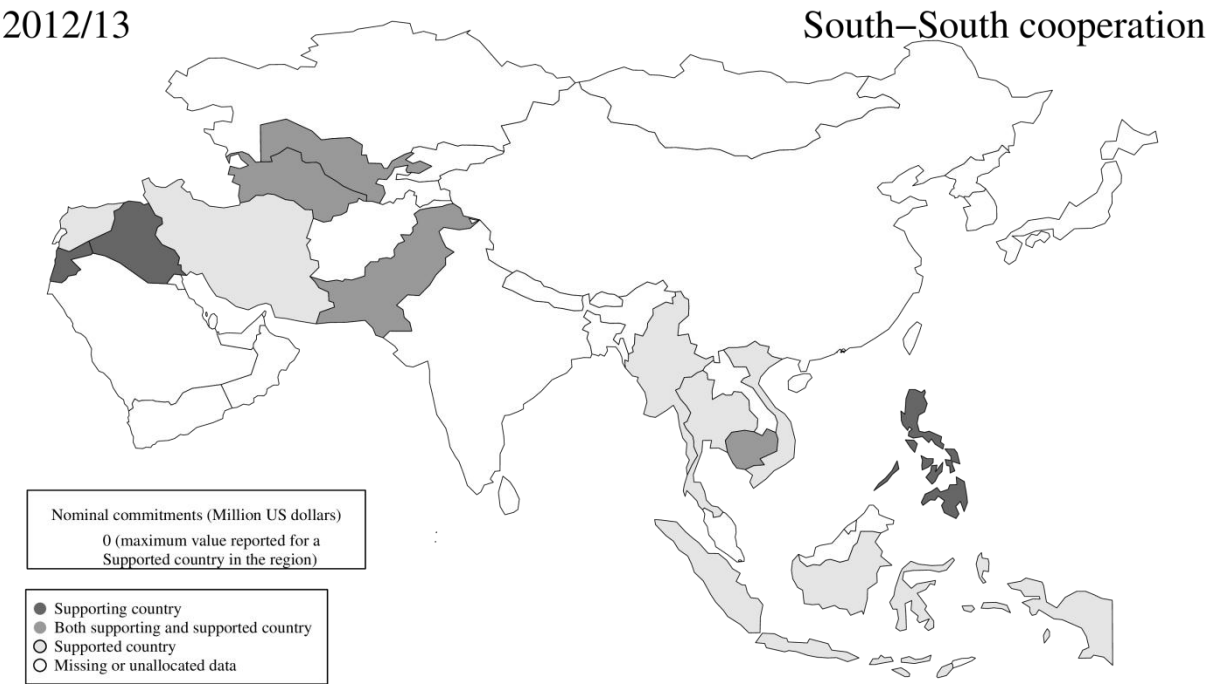


Figure 70
Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Asia, 2012/13).

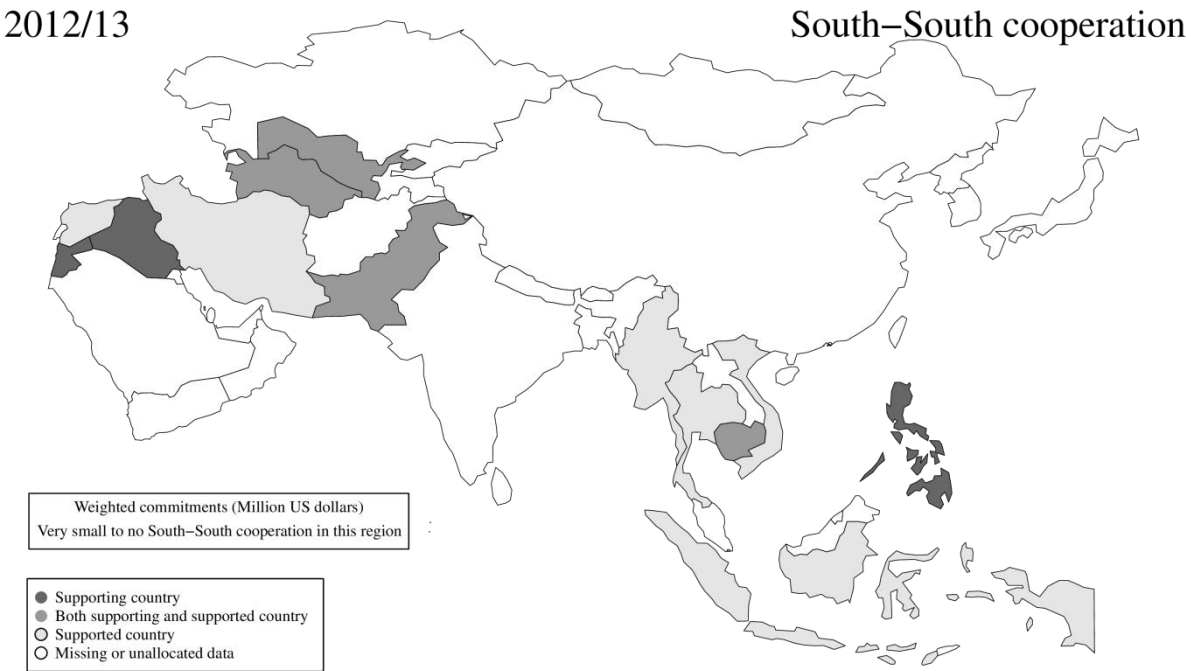


Figure 71
Overview of affected country Parties activities to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13).

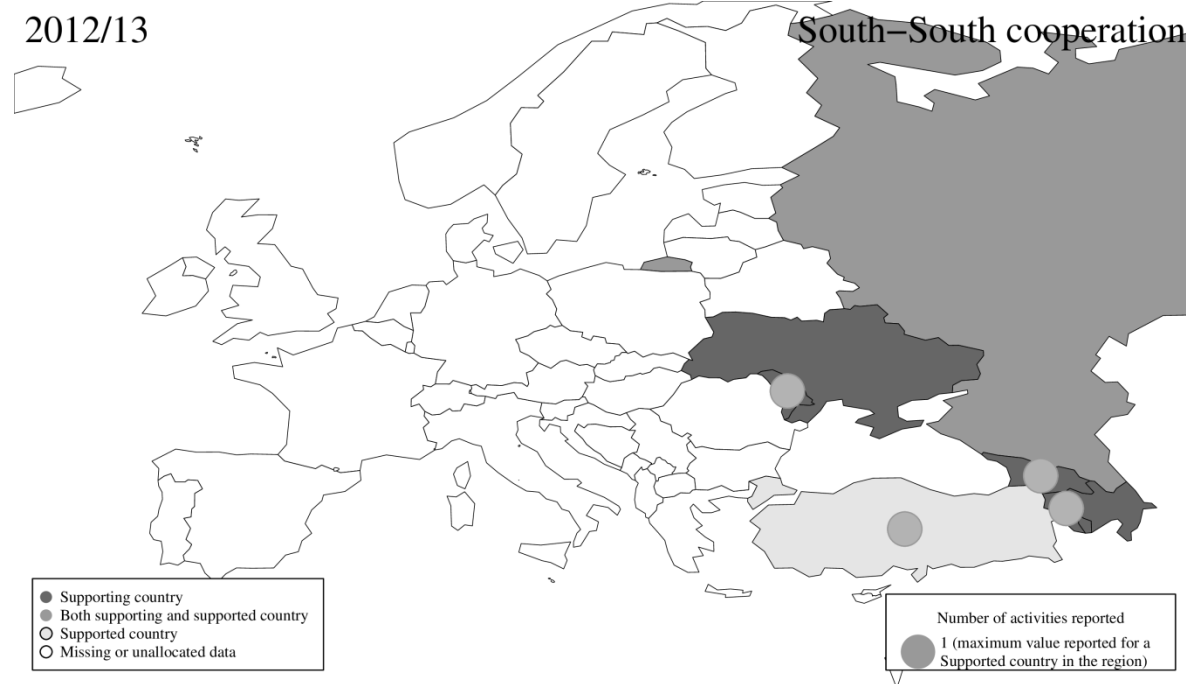


Figure 72
Overview of affected country Parties nominal commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)

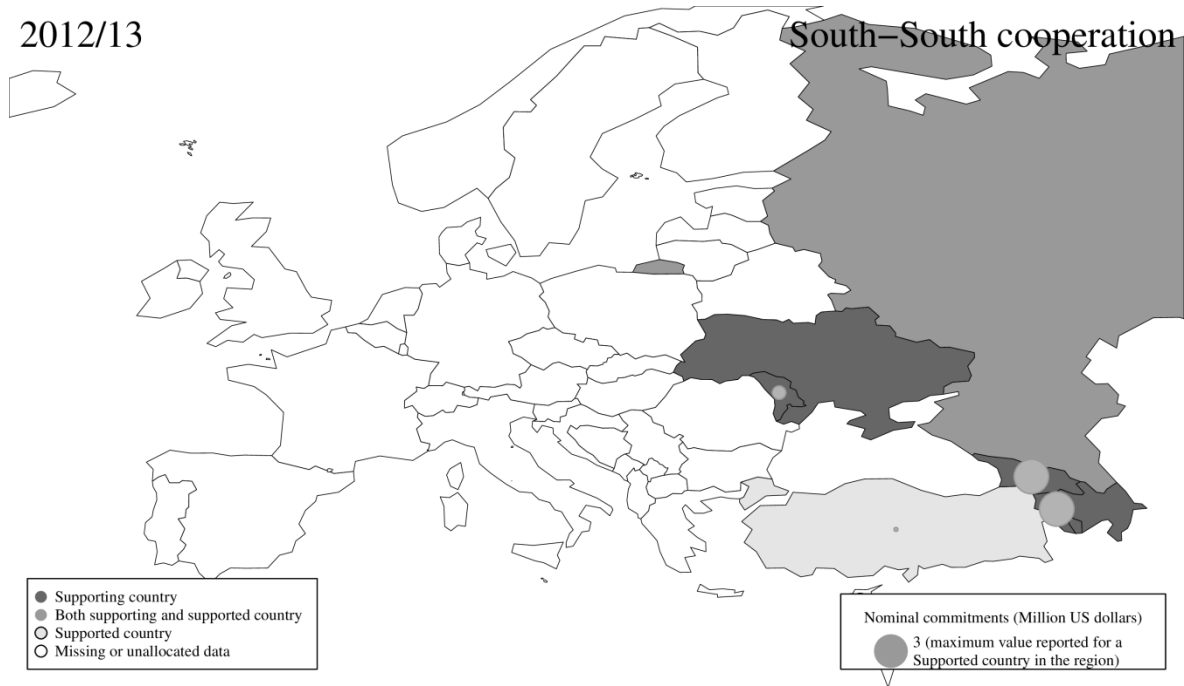


Figure 73
Overview of affected country Parties weighted commitments (USD million) to other affected country Parties (South-South cooperation) (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13).

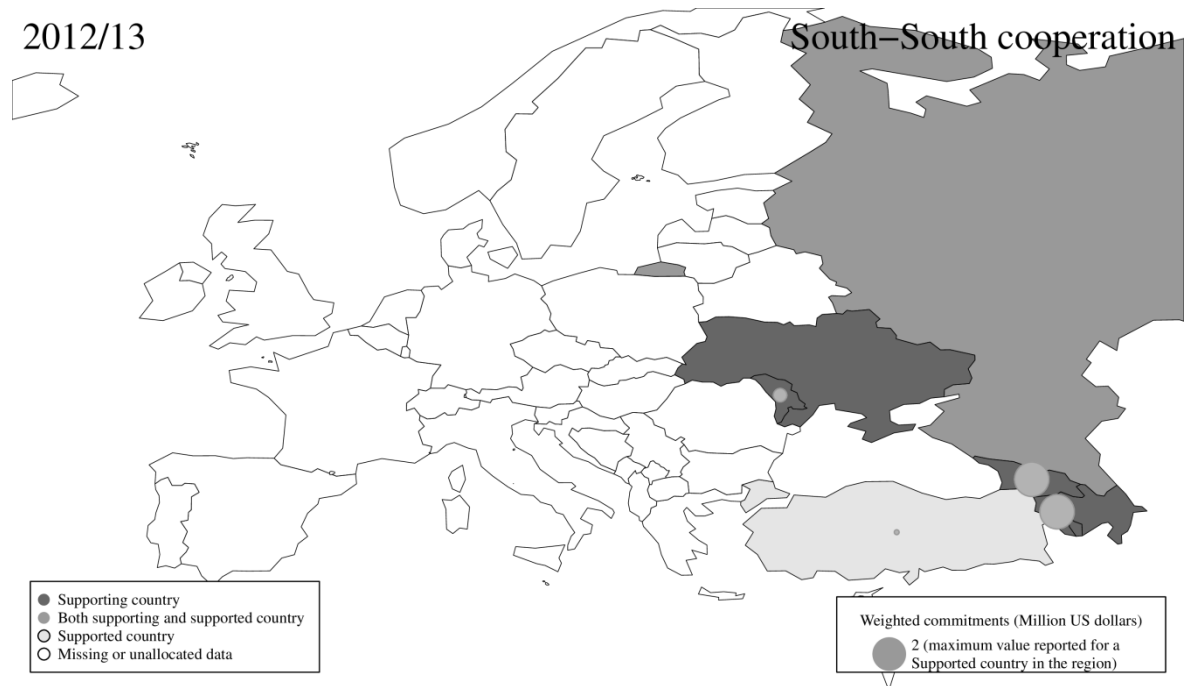


Table 7

Overview of South-South cooperation (number of activities, nominal and weighted commitments in USD) (Global, 2012/13)

Region	Subregion	Number of activities	Nominal commitments	Weighted commitments
Africa		34	280 272 826	96 069 834
	Central Africa	0	0	0
	Eastern Africa	4	13 434	13 434
	Northern Africa	4	1 083 800	895 749
	Southern Africa	7	1 225 728	1 225 728
	Western Africa	19	277 949 864	93 934 923
Asia		6	85 364	85 364
	Central Asia	0	0	0
	East Asia	0	0	0
	Pacific	0	0	0
	South Asia	0	0	0
	South East Asia	4	2 031	2 031
	West Asia	2	83 333	83 333
Central and Eastern Europe		3	6 635 778	4 423 852
Latin America and the Caribbean		13	4	49 023
	Andean	1	47 500	15 833
	Caribbean	1	508	508
	Mesoamerica	1	508	508
	South Cone	1	508	508
Northern Mediterranean		1	41 667	41 667
Total		48	287 084 658	100 638 074
Additional contributions not included in regions above				
	Global	95	113 135 402	22 568 989
	Africa	103	3 174 897 288	2 223 490 286
	Asia	12	20 566 443	16 575 825
	Central and Eastern Europe	27	94 469 455	54 194 476
	Latin America and the Caribbean	9	31 503 860	20 203 752

VI. Tables and figures on funding instruments and innovative funding sources

Figure 74

Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13

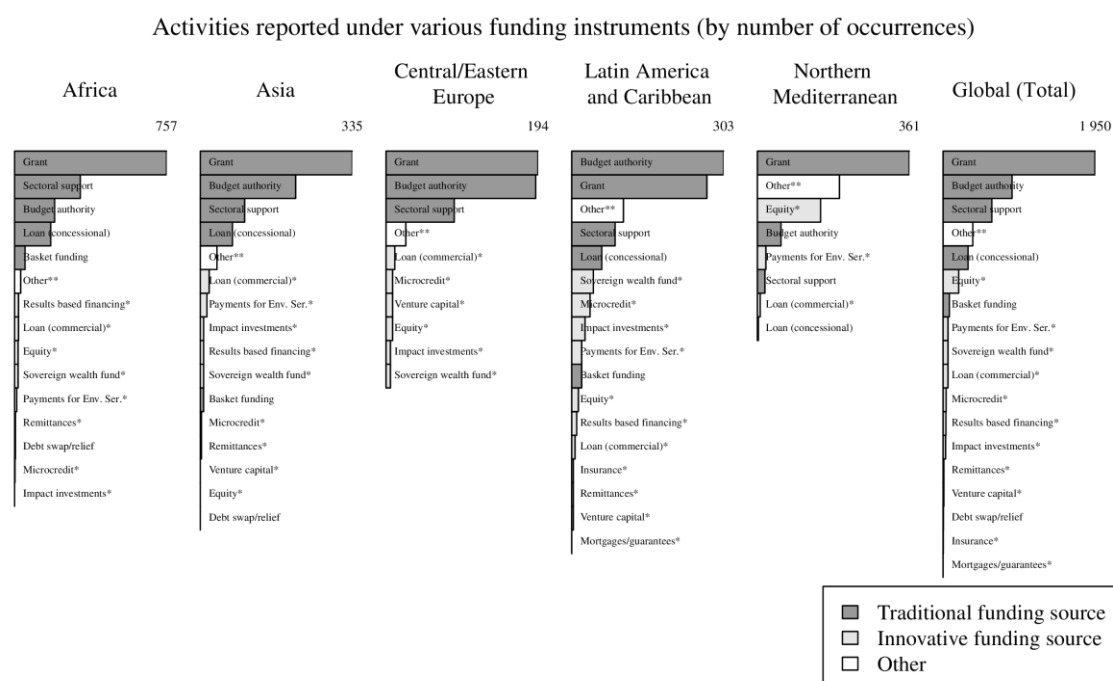


Figure 75

Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (in USD million)

Nominal commitments reported under various funding instruments (Million US dollars)

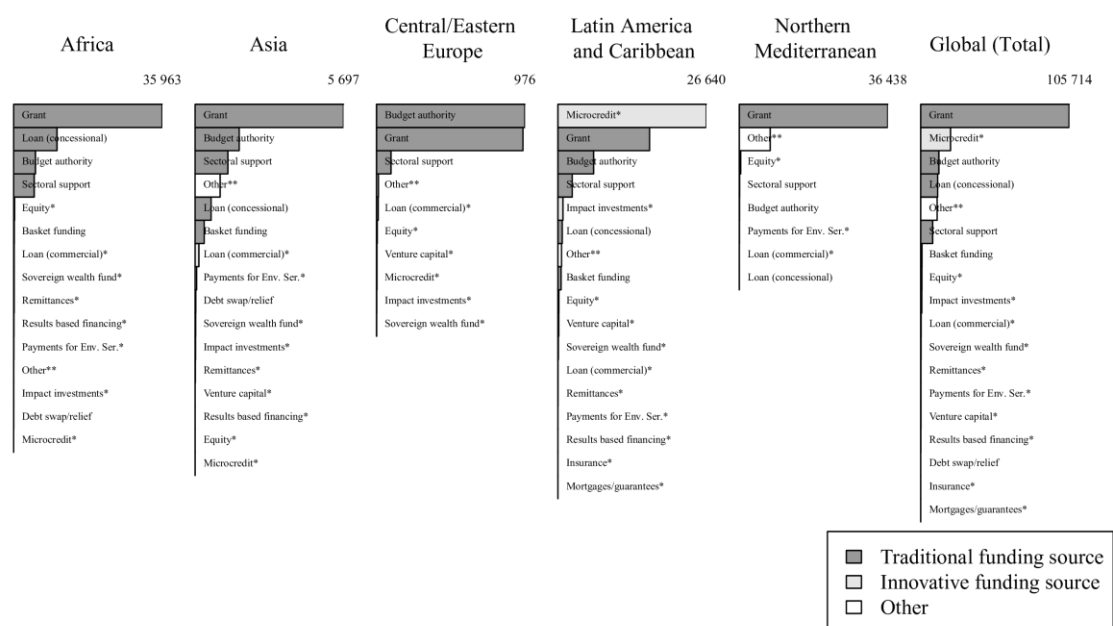


Figure 76

Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (in USD million)

Weighted commitments under various funding instruments (Million US dollars)

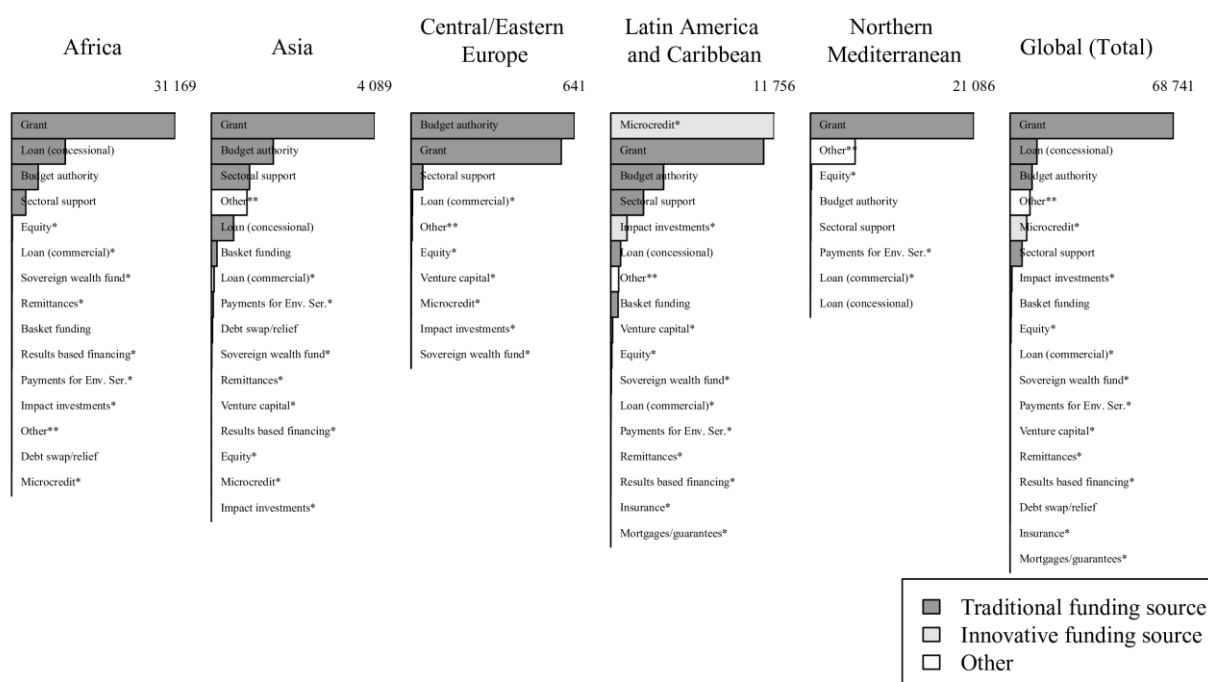


Table 8
Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13

Row Labels	Subregion	Grant	Loan	Loan (concessional)	Budget	Debt	Basket	Sectoral	Sovereign	Payments
Africa		349	9	83	92	2	24	151	8	5
	Central Africa	42		3	31		3	3	2	
	Eastern Africa	58	0	3	14		4	50		
	Northern Africa	27	3	6	22		17	89	0	
	Southern Africa	80	1	7	13		0	4	6	4
	Western Africa	142	5	64	12	2	0	5		1
Asia		137	8	29	86	0	3	40	3	6
	Central Asia	18	3	1	8	0		2	3	3
	East Asia	3	2		1			2		
	Pacific	60	3	6	15		3	6		3
	South Asia	19			0			0		
	South East Asia	21		17	31			1		
	West Asia	16		5	31		0	29		
Central and Eastern		69	4		68			31	2	
Latin America and the Caribbean		81	2	18	91		6	26	13	6
	Andean	46		5	46		1	15	11	1
	Caribbean	9		0	2			1		0
	Mesoamerica	7	2	11	37		5	5	1	5
	South Cone	19		2	6		0	5	1	
Northern Mediterranean		161	3	1	25			8		9
Total (affected country Parties)		797	26	131	362	2	33	256	26	26

Table 9
Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13

Row Labels	Subregion	Results based financing*	Equity*	Venture capital*	Remittances*	Impact investments	Microcredit*	Insurance*	Mortgages/ guarantees*	Other**	Total
Africa		9	8		2	0	1			14	757
	Central Africa	1					1			0	86
	Eastern Africa										129
	Northern Africa	6	8		1						179
	Southern Africa										115
	Western Africa	2			1	0				14	248
Asia		3	0	0	1	3	1			15	335
	Central Asia		0	0	1		1			3	43
	East Asia										8
	Pacific	3				3				3	105
	South Asia										19
	South East Asia										70
	West Asia									9	90
Central and Eastern Europe			3	3		2	3			9	194
Latin America and the Caribbean		3	4	1	1	8	11	1	0	31	303
	Andean	1	3				3			6	138
	Caribbean					3					15
	Mesoamerica	0	1	1	1		8	1	0	21	106
	South Cone	2				5				4	44
Northern Mediterranean			67							87	361
Total		15	82	4	4	13	16	1	0	156	1 950

* = Innovative funding instruments.

** = The following funding instruments were listed as "Other": 40 per cent of agricultural institutions' profit; bilateral funding grant; co-financing between Kuwait Gulf Oil Company and Saudi Arabian Chevron; co-financing by Government of Albania; compensation payment; concessional grant; consolidated investment budget; credit support; Department for International Development (DIFID); domestic credit; donation; European Union budget; fondos propios por cobro de tarifas de electricidad; funded by the members of the cooperative; Government funding and foreign loans; green fee departure tax; Morrison Center Endowment Foundation; Gulf crisis UNCC compensation for restoring the affected ecosystem in eastern Jordan; internal financing; loan for strengthening productive and sustainable rural development (MIDA); Multi-Donor Trust Fund grant; multilateral funding grant; national financing; National Forest Company budget; National Science Foundation of the United States and own funds of the university; own funds; partnership grant; State funds and collaboration with the mine Cerro Quema; technical cooperation and support; training costs by The Ministry/expert costs by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/transportation and equipment costs by Turkish Cooperation and Coordination Agency.

Table 10
Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (USD million)

Row Labels	Subregion	Grant	Loan	Loan (concessional)	Budget	Debt	Basket	Sectoral	Sovereign	Payments
Africa		22 442	75	6 554	3 299	11	93	3 110	74	20
	Central Africa	130		3	72		1	10	20	
	Eastern Africa	570	1	13	129		13	542		
	Northern Africa	172	14	45	233		67	2 470	4	
	Southern Africa	20 539	0	7	2 583		1	48	49	20
	Western Africa	1 031	61	6 486	282	11	11	40		0
Asia		2 987	76	323	888	14	183	661	12	31
	Central Asia	36	10	1	45	14		12	12	26
	East Asia	45	63		39			90		
	Pacific	247	4	195	525		181	8		5
	South Asia	2 472			28			0		
	South East Asia	103		49	210			19		
	West Asia	84		78	42		3	530		
Central and Eastern		454	5		460			45	1	
Latin America and the Caribbean		7 902	11	377	3 078		278	1 237	42	6
	Andean	3 655		28	111		246	1 198	42	0
	Caribbean	25		5	32			0		1
	Mesoamerica	3 665	11	344	2 935		5	32	0	5
	South Cone	557		0	1		27	6	0	
Northern Mediterranean		29 800	10	0	53			65		23
Total		63 584	177	7 254	7 779	24	554	5 118	129	80

Table 11

Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, nominal commitments (USD million)

Row Labels	Subregion	Results based financing*	Equity*	Venture capital*	Remittances*	Impact investments	Microcredit*	Insurance*	Mortgages/ guarantees*	Other**	Total
Africa		40	144		68	14	0			17	35 963
	Central Africa	0					0			0	237
	Eastern Africa										1 268
	Northern Africa	39	144		4						3 192
	Southern Africa										23 248
	Western Africa	1			64	14				17	8 018
Asia		1	1	1	5	10	0			504	5 697
	Central Asia		1	1	5		0			18	180
	East Asia										237
	Pacific	1				10				412	1 588
	South Asia										2 500
	South East Asia										381
	West Asia									74	811
Central and Eastern Europe			2	2		1	1			6	976
Latin America and the Caribbean		3	86	74	8	434	12 789	0	0	314	26 640
	Andean	0	12				12			24	5 328
	Caribbean					1					64
	Mesoamerica	2	73	74	8		12 778	0	0	253	20 186
	South Cone	1				433				36	1 063
Northern Mediterranean			281							6 207	36 438
Total		45	513	77	81	458	12 791	0	0	7 047	105 714

* = Innovative funding instruments.

** = The following funding instruments were listed as "Other": 40 per cent of agricultural institutions' profit; bilateral funding grant; co-financing between Kuwait Gulf Oil Company and Saudi Arabian Chevron; co-financing by Government of Albania; compensation payment; concessional grant; consolidated investment budget; credit support; Department for International Development (DIFID); domestic credit; donation; European Union budget; fondos propios por cobro de tarifas de electricidad; funded by the members of the cooperative; Government funding and foreign loans; green fee departure tax; Morrison Center Endowment Foundation; Gulf crisis UNCC compensation for restoring the affected ecosystem in eastern Jordan; internal financing; loan for strengthening productive and sustainable rural development (MIDA); Multi-Donor Trust Fund grant; multilateral funding grant; national financing; National Forest Company budget; National Science Foundation of the United States and own funds of the university; own funds; partnership grant; State funds and collaboration with the mine Cerro Quema; technical cooperation and support; training costs by The Ministry/expert costs by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/transportation and equipment costs by Turkish Cooperation and Coordination Agency.

Table 12
Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (USD million)

Row Labels	Subregion	Grant	Loan	Loan (concessional)	Budget	Debt	Basket	Sectoral	Sovereign	Payments
Africa		19 548	54	6 420	3 170	7	37	1 690	51	17
	Central Africa	77		2	35		1	9	15	
	Eastern Africa	319	1	6	116		6	357		
	Northern Africa	102	5	19	212		25	1 273	2	
	Southern Africa	18 266	0	4	2 566		0	25	34	17
	Western Africa	784	49	6 388	241	7	5	26		0
Asia		2 003	33	273	759	14	69	469	5	23
	Central Asia	18	3	0	33	14		9	5	22
	East Asia	21	26		29			39		
	Pacific	140	4	195	524		67	6		2
	South Asia	1 703			19			0		
	South East Asia	61		32	130			13		
	West Asia	60		46	25		3	402		
Central and Eastern Europe		293	3		318			23	0	
Latin America and the Caribbean		4 016	7	260	1 389		193	860	16	5
	Andean	2 519		18	46		164	831	16	0
	Caribbean	14		4	21			0		1
	Mesoamerica	944	7	238	1 321		1	25	0	4
	South Cone	538		0	1		27	4	0	
Northern Mediterranean		16 393	10	0	48			43		14
Total		42 253	107	6 953	5 684	21	299	3 085	72	59

Table 13

Activities reported under various funding instruments (by number of occurrences) in 2012/13, weighted commitments (USD million)

Row Labels	Subregion	Results based financing*	Equity*	Venture capital*	Remittances*	Impact investments	Microcredit*	Insurance*	Mortgages/ guarantees*	Other**	Total
Africa		33	80		43	9	0			9	31 169
	Central Africa	0					0			0	138
	Eastern Africa										805
	Northern Africa	33	80		3						1 752
	Southern Africa										20 913
	Western Africa	1			41	9				9	7 561
Asia		1	0	1	2	0	0			437	4 089
	Central Asia		0	1	2		0			6	112
	East Asia										116
	Pacific	1				0				371	1 308
	South Asia										1 723
	South East Asia										235
	West Asia									60	595
Central and Eastern Europe			1	1		0	0			2	641
Latin America		2	29	49	3	427	4 290	0	0	209	11 756
	Andean	0	4				4			20	3 624
	Caribbean					0					40
	Mesoamerica	2	24	49	3		4 286	0	0	160	7 065
	South Cone	1				427				29	1 027
Northern Mediterranean			94							4 485	21 086
Total		36	203	51	48	437	4 291	0	0	5 141	68 741

* = Innovative funding instruments.

** = The following funding instruments were listed as "Other": 40 per cent of agricultural institutions' profit; bilateral funding grant; co-financing between Kuwait Gulf Oil Company and Saudi Arabian Chevron; co-financing by Government of Albania; compensation payment; concessional grant; consolidated investment budget; credit support; Department for International Development (DIFID); domestic credit; donation; European Union budget; fondos propios por cobro de tarifas de electricidad; funded by the members of the cooperative; Government funding and foreign loans; green fee departure tax; Morrison Center Endowment Foundation; Gulf crisis UNCC compensation for restoring the affected ecosystem in eastern Jordan; internal financing; loan for strengthening productive and sustainable rural development (MIDA); Multi-Donor Trust Fund grant; multilateral funding grant; national financing; National Forest Company budget; National Science Foundation of the United States and own funds of the university; own funds; partnership grant; State funds and collaboration with the mine Cerro Quema; technical cooperation and support; training costs by The Ministry/expert costs by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/transportation and equipment costs by Turkish Cooperation and Coordination Agency.

VII. Tables and figures on the Rio marker on desertification

Figure 77

Degree of interaction of UNCCD objectives in projects and programmes (based on Rio marker coding) globally in 2012/13

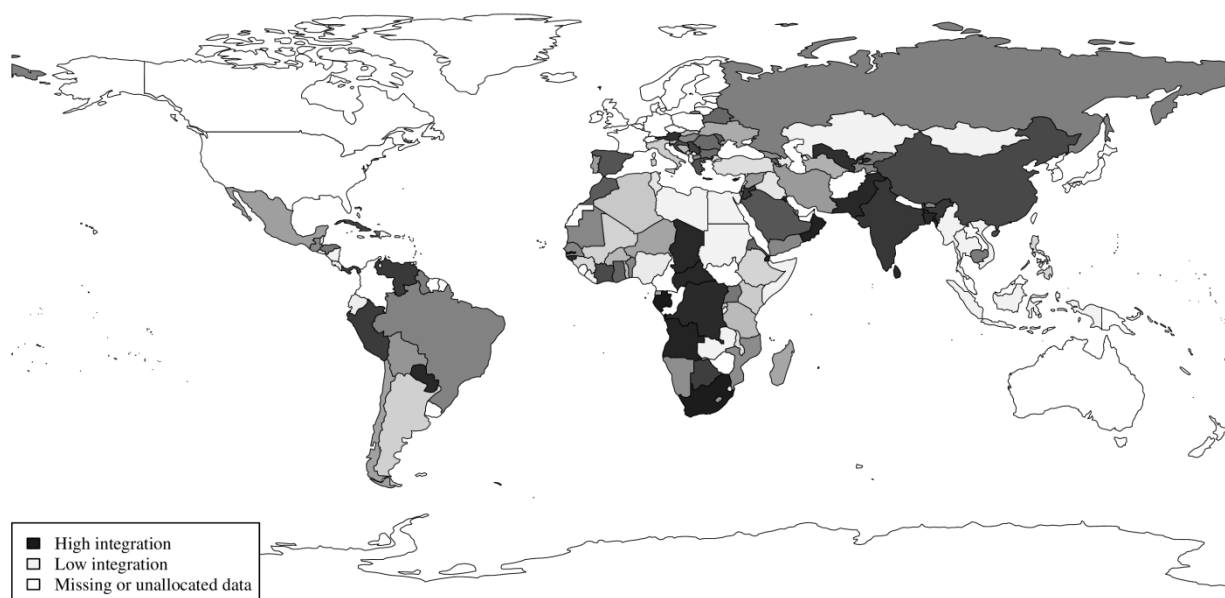


Figure 78

Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 globally in 2012/13 (number of activities)

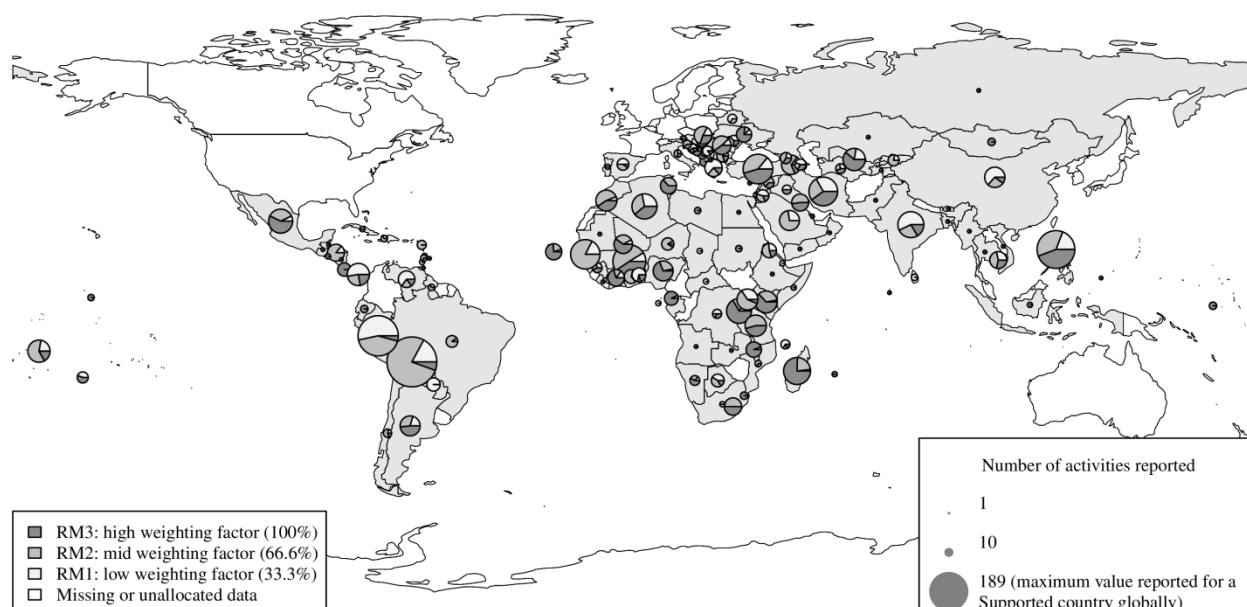


Figure 79

Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Africa in 2012/13 (number of activities)

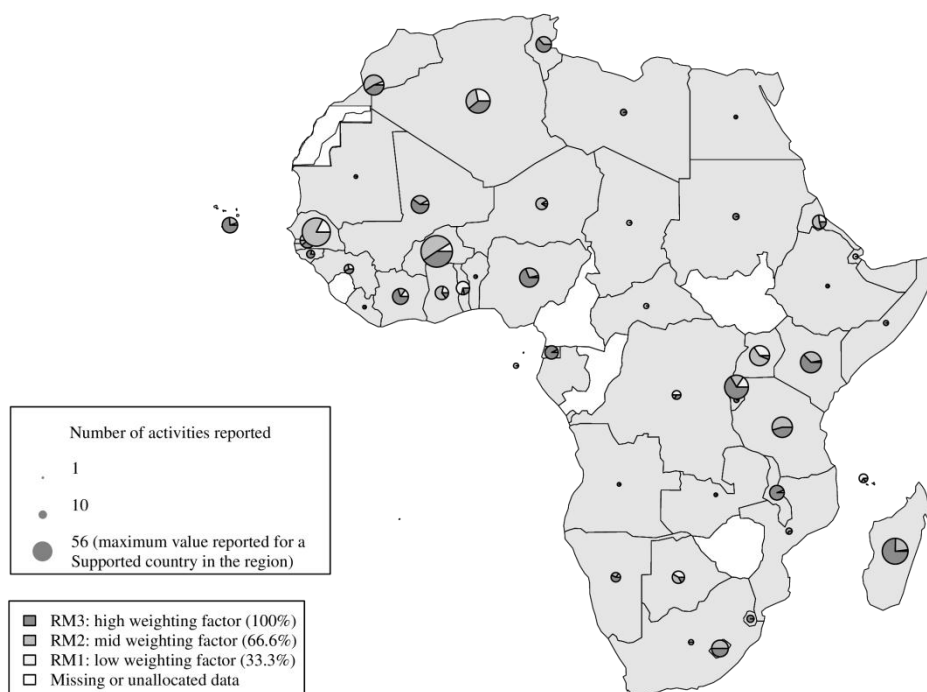


Figure 80

Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Latin America and the Caribbean in 2012/13 (number of activities)



Figure 81
Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Asia in 2012/13 (number of activities)



Figure 82
Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 for Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean in 2012/13 (number of activities)

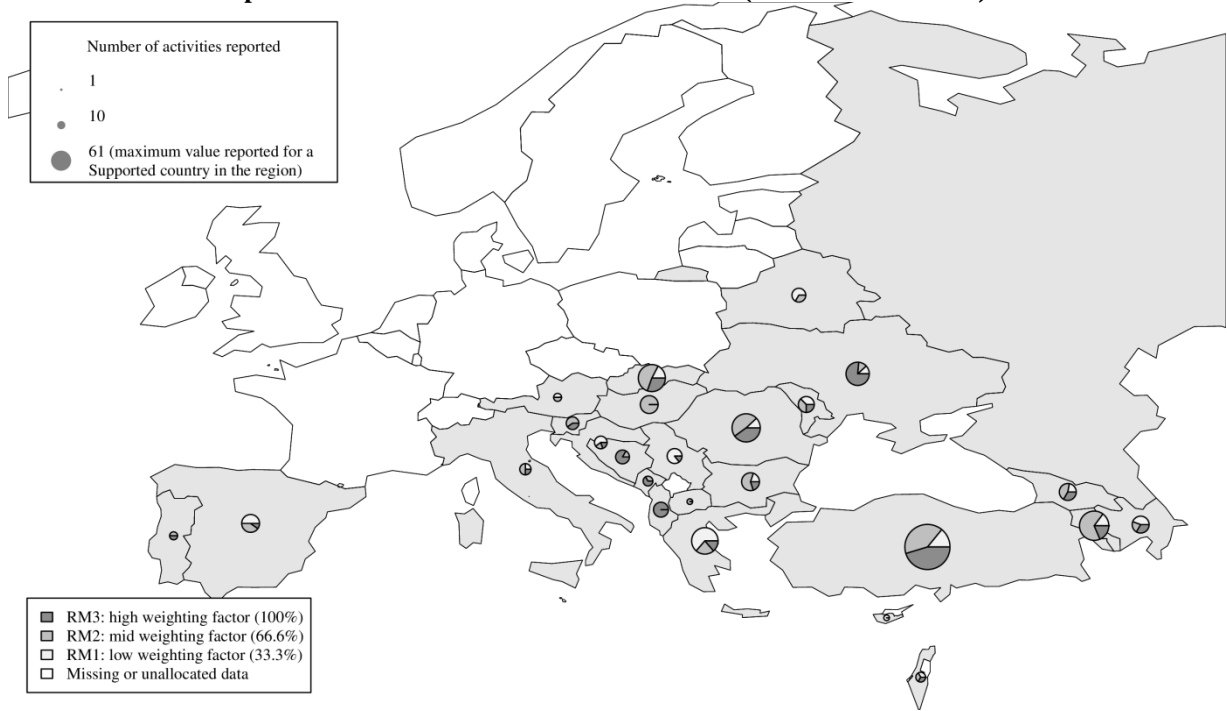


Table 14

Degree of interaction of UNCCD objectives in projects and programmes (based on Rio marker coding) globally in 2012/13, number of activities

Region	Subregion	RM1	RM2	RM3	Total
Africa		149	370	463	982
	Central Africa	20	12	43	75
	Eastern Africa	18	39	122	179
	Northern Africa	43	73	89	205
	Southern Africa	9	64	102	175
	Western Africa	59	182	107	348
Asia		107	179	202	488
	Central Asia	3	21	35	59
	East Asia		8	24	32
	Pacific	16	49	18	83
	South Asia	31	19	7	57
	South East Asia	12	50	46	108
	West Asia	45	32	72	149
Central and Eastern Europe		66	99	29	194
Latin America and the Caribbean		195	274	64	533
	Andean	132	198	4	334
	Caribbean	3	10	8	21
	Mesoamerica	51	42	22	115
	South Cone	9	24	30	63
Northern Mediterranean		34	60	42	136
Total		551	982	800	2 333

Table 15

Overview of activities associated with UNCCD Rio markers 1, 2 and 3 globally in 2012/13, nominal commitment and weighted commitment (USD million) and weighting factor (100% = all commitments were allocated to Rio marker 3)

Region	Subregion	Nominal	Weighted	Weighting Factor
Africa		17 334	13 593	78%
	Central Africa	2 149	991	46%
	Eastern Africa	1 389	1 063	77%
	Northern Africa	1 266	1 037	82%
	Southern Africa	822	626	7%
	Western Africa	11 708	9 876	84%
Asia		49 282	33 329	68%
	Central Asia	249	244	98%
	East Asia	21 251	20 176	95%
	Pacific	117	81	69%
	South Asia	15 345	5 788	38%
	South East Asia	764	628	82%
	West Asia	11 556	6 411	55%
Central and Eastern Europe		661	378	57%
Latin America and the Caribbean		50 794	25 563	50%
	Andean	28 238	9 448	33%
	Caribbean	752	505	67%
	Mesoamerica	21 282	15 240	72%
	South Cone	522	371	71%
Northern Mediterranean		4 977	3 588	72%
Global (Total)		123 049	76 451	62%

VIII. Tables and figures on synergistic effects of reported activities

Figure 83

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD objectives according to the Rio markers number of activities (Global 2012/13)

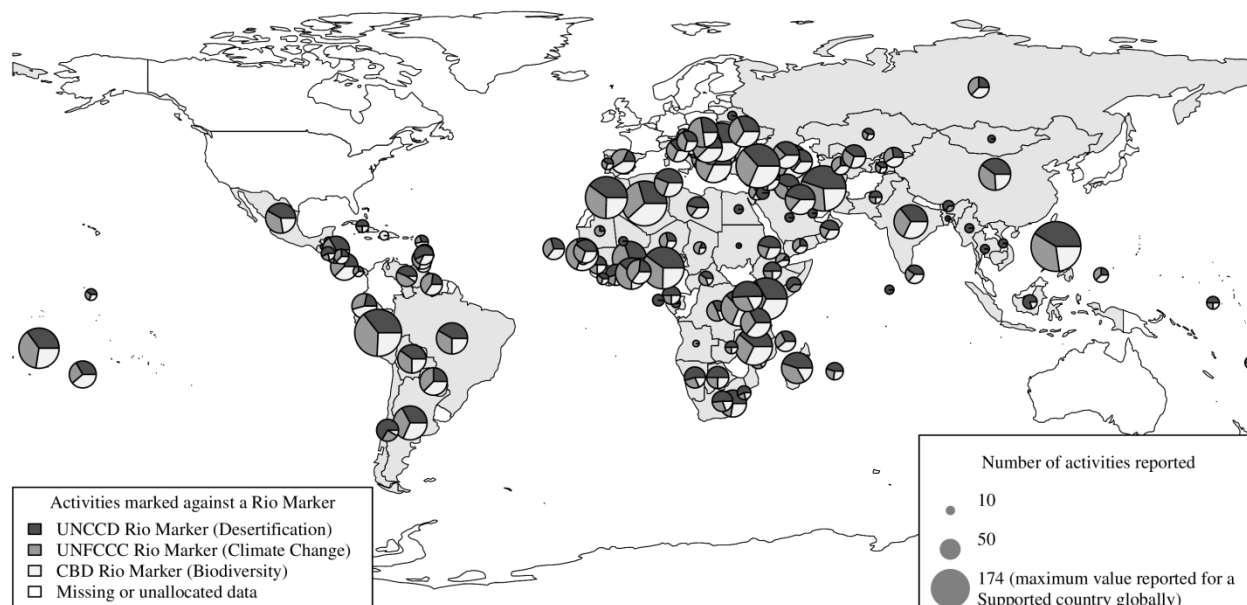


Figure 84

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD objectives according to the Rio markers, nominal commitments (Global, 2012/13)

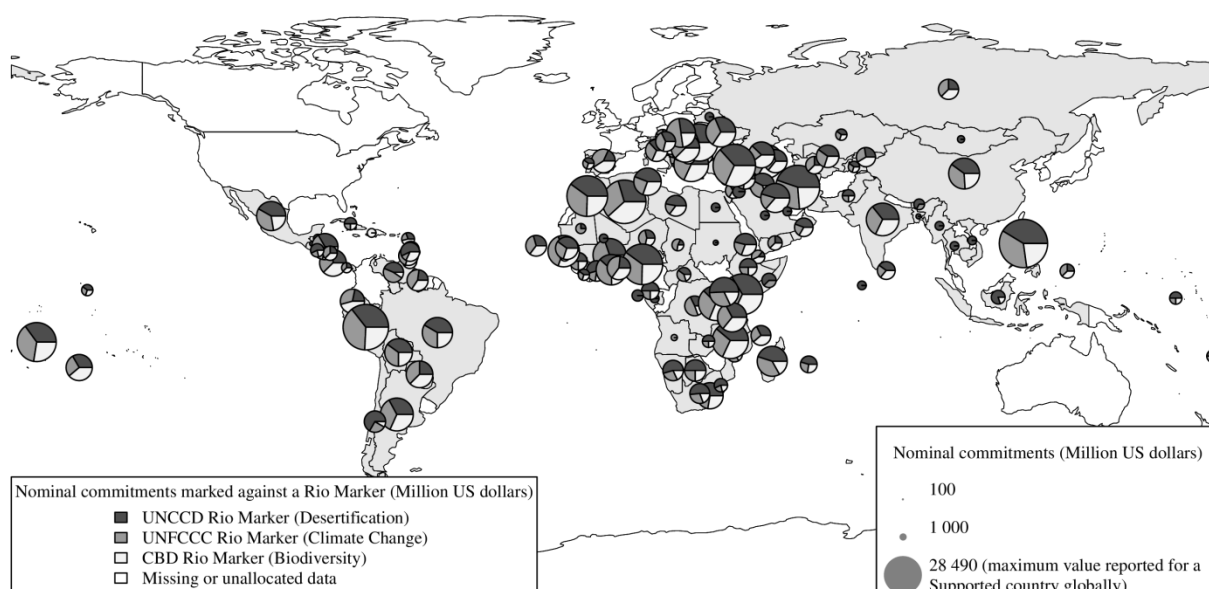


Figure 85
Percentage of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers (Global 2012/13)

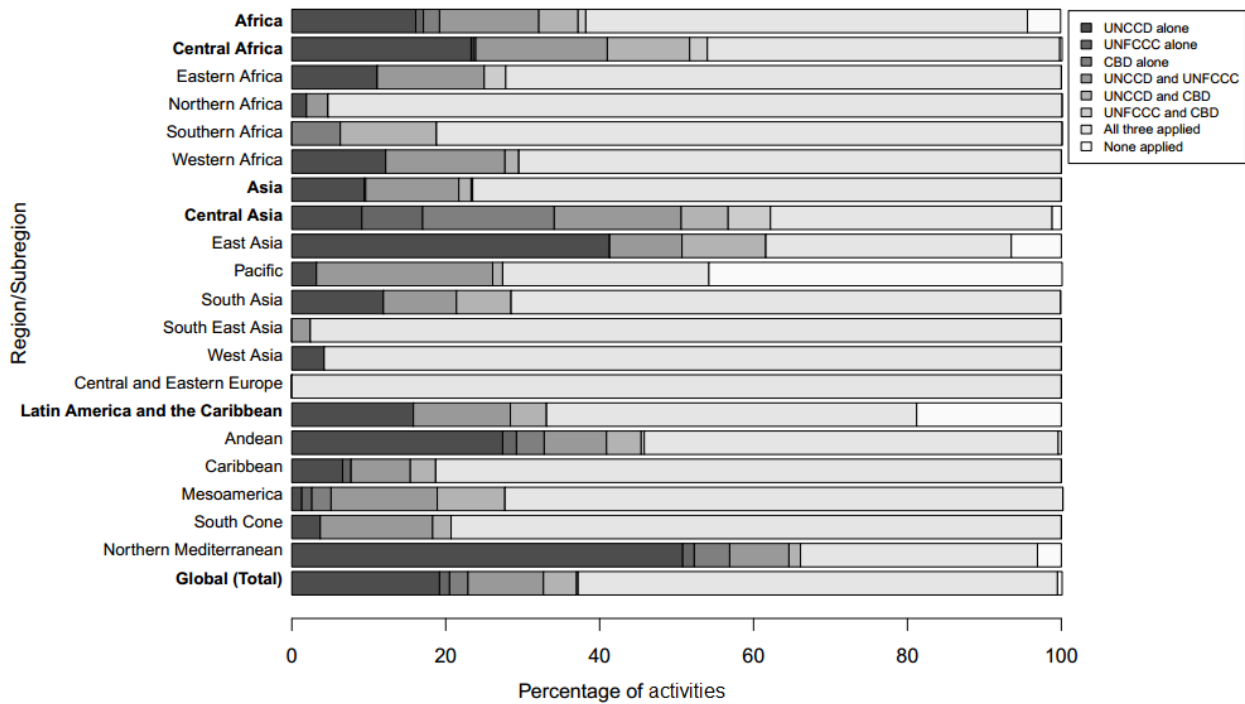


Figure 86
Overview of number of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, (Africa, 2012/13)

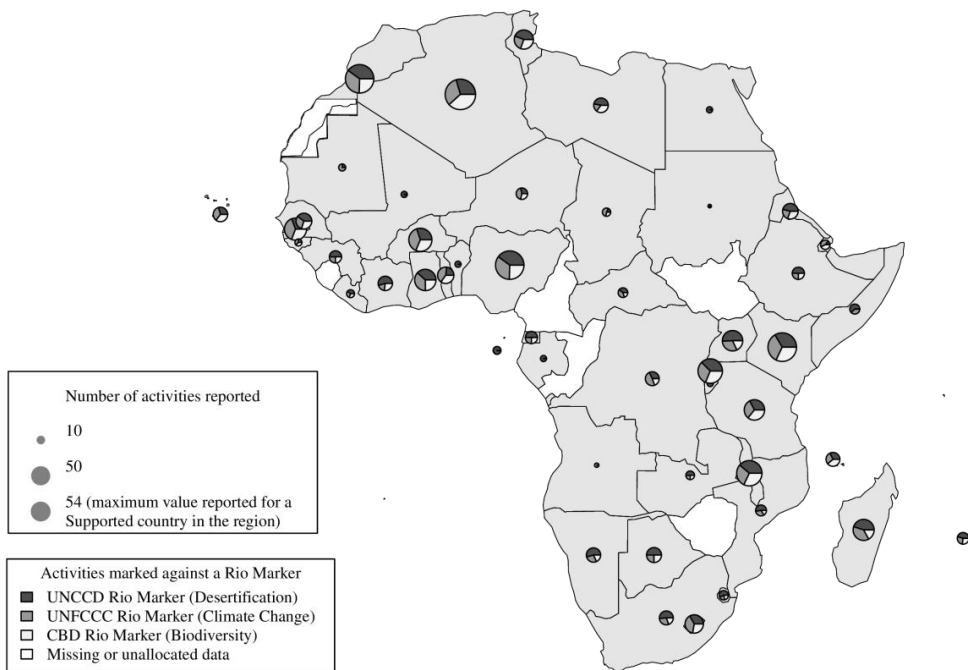


Figure 87

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Africa, 2012/13)

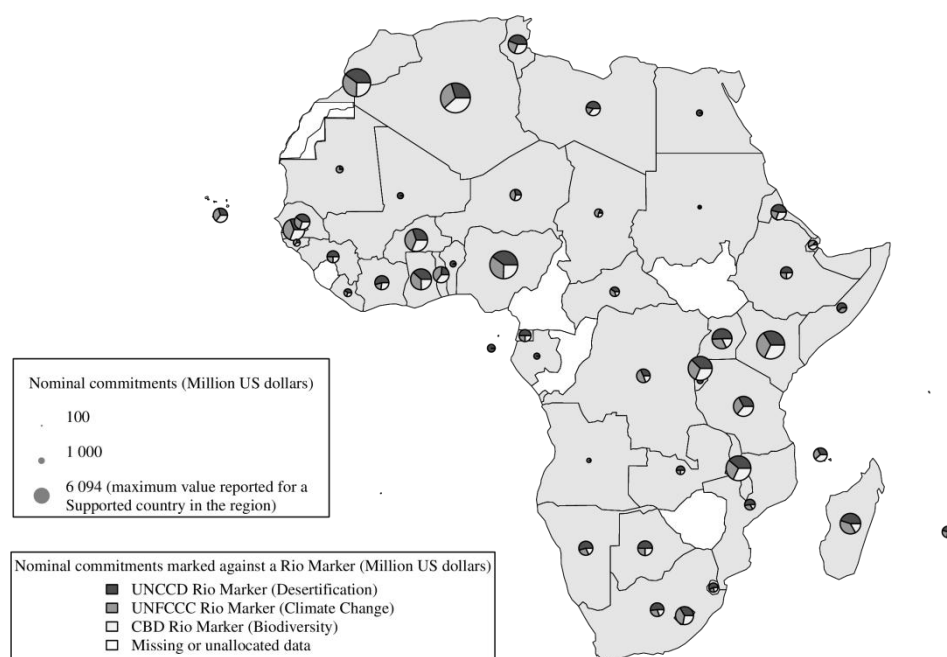


Figure 88

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Africa, 2012/13)

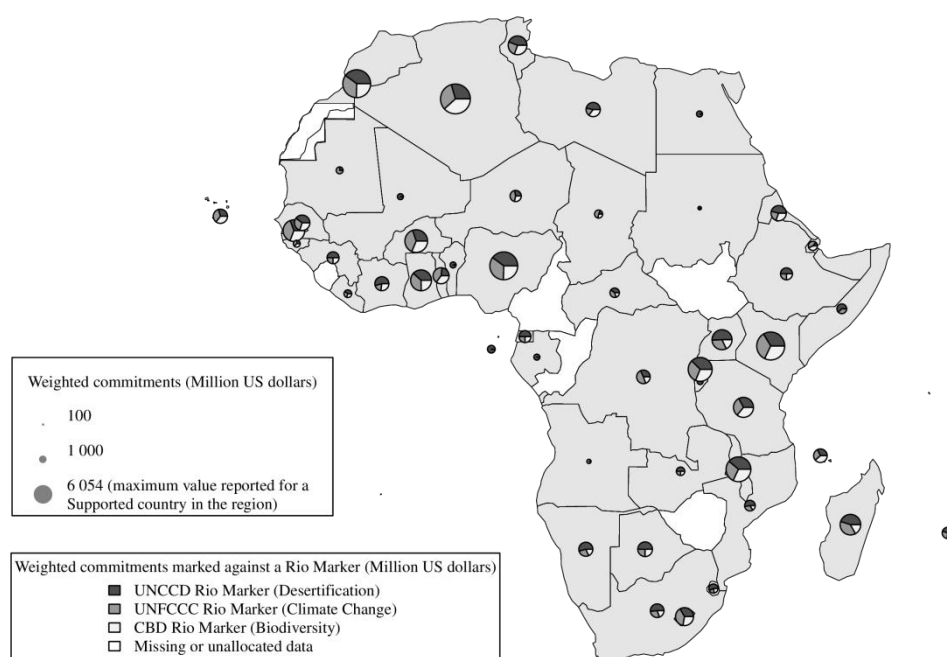


Figure 89
Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Latin America and the Caribbean, 2012/13)

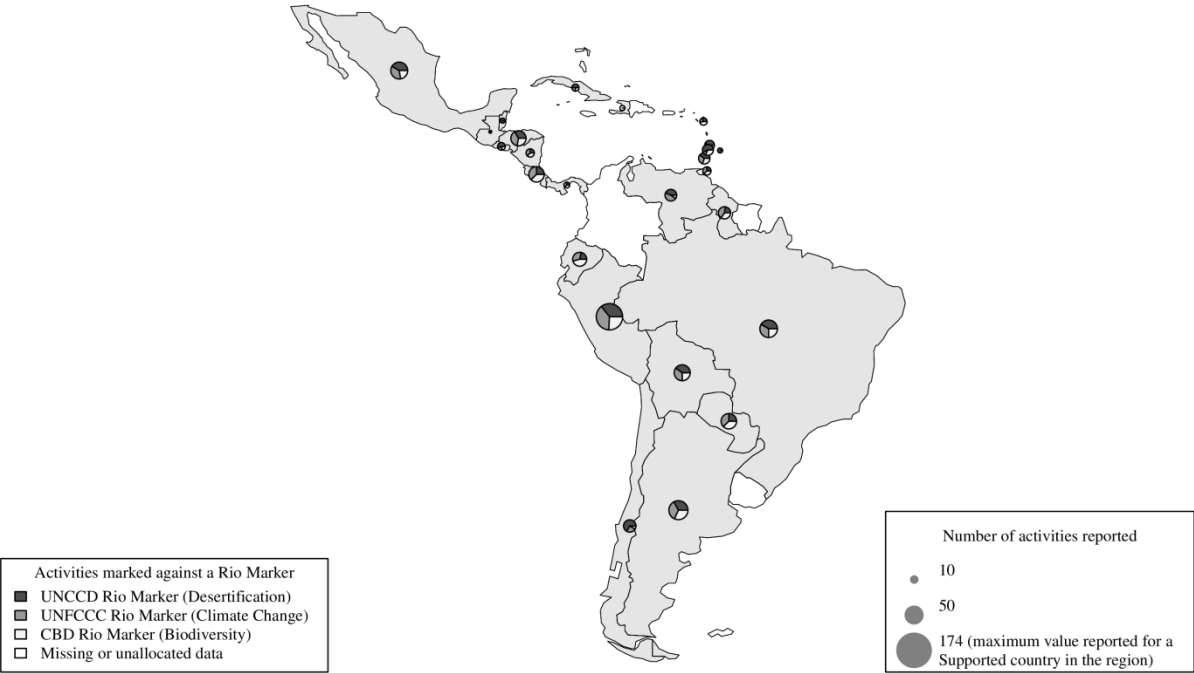


Figure 90
Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Latin America and the Caribbean, 2012/13)

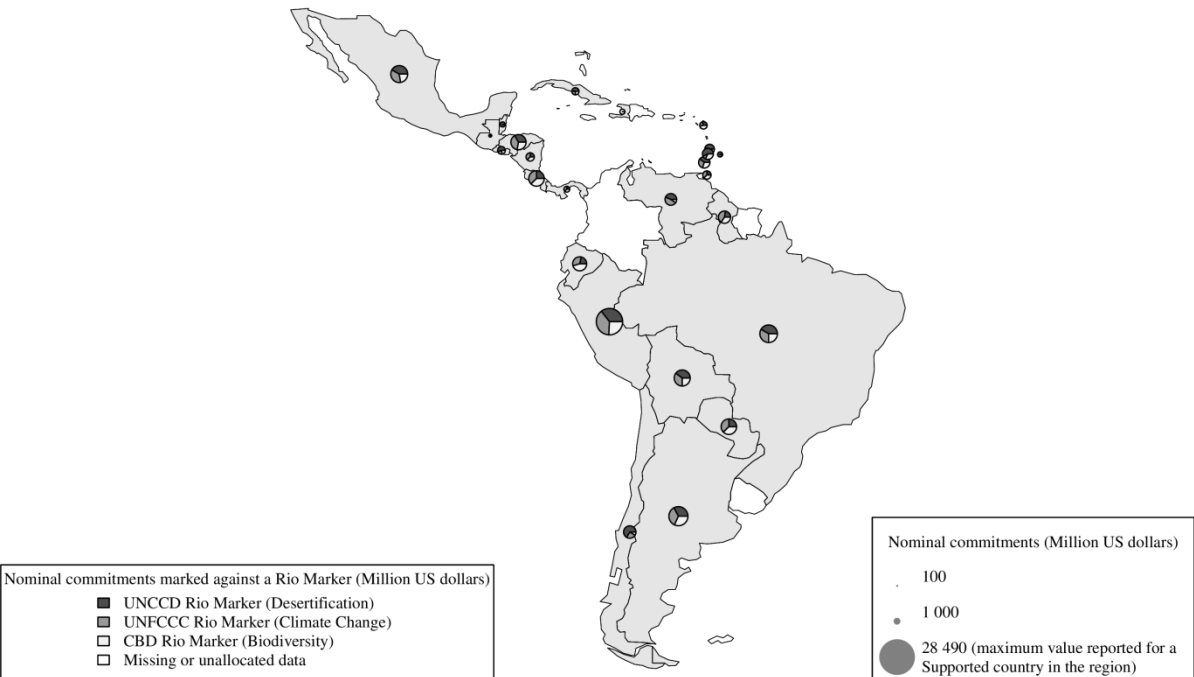


Figure 91

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Latin America and the Caribbean, 2012/13)

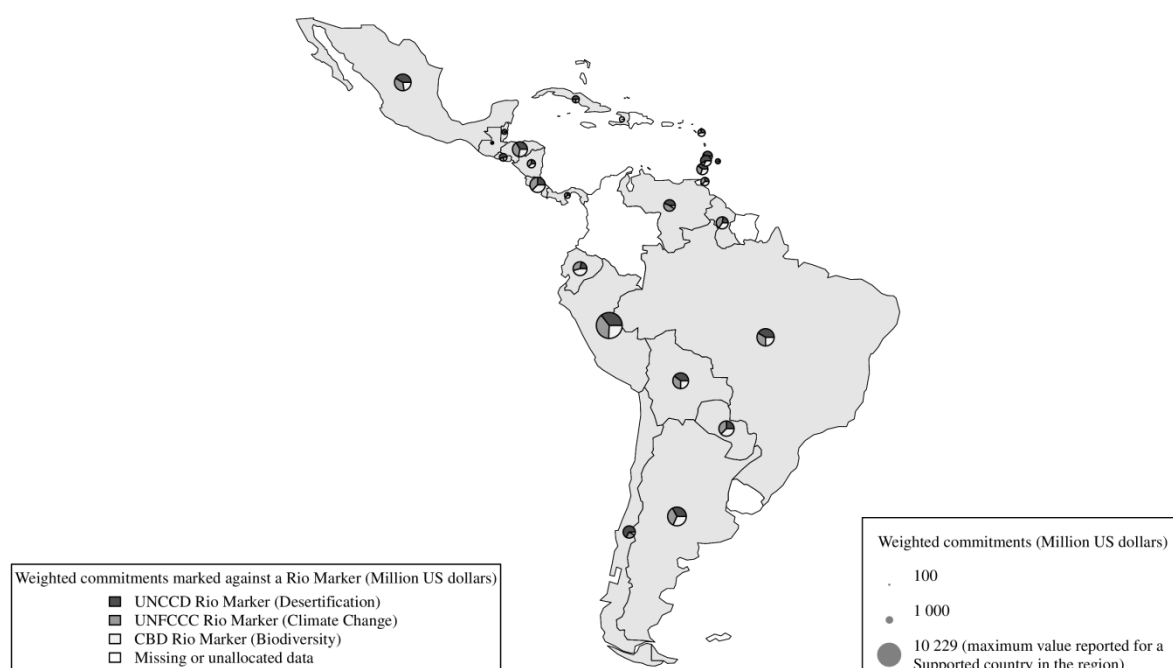


Figure 92

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Asia, 2012/13)

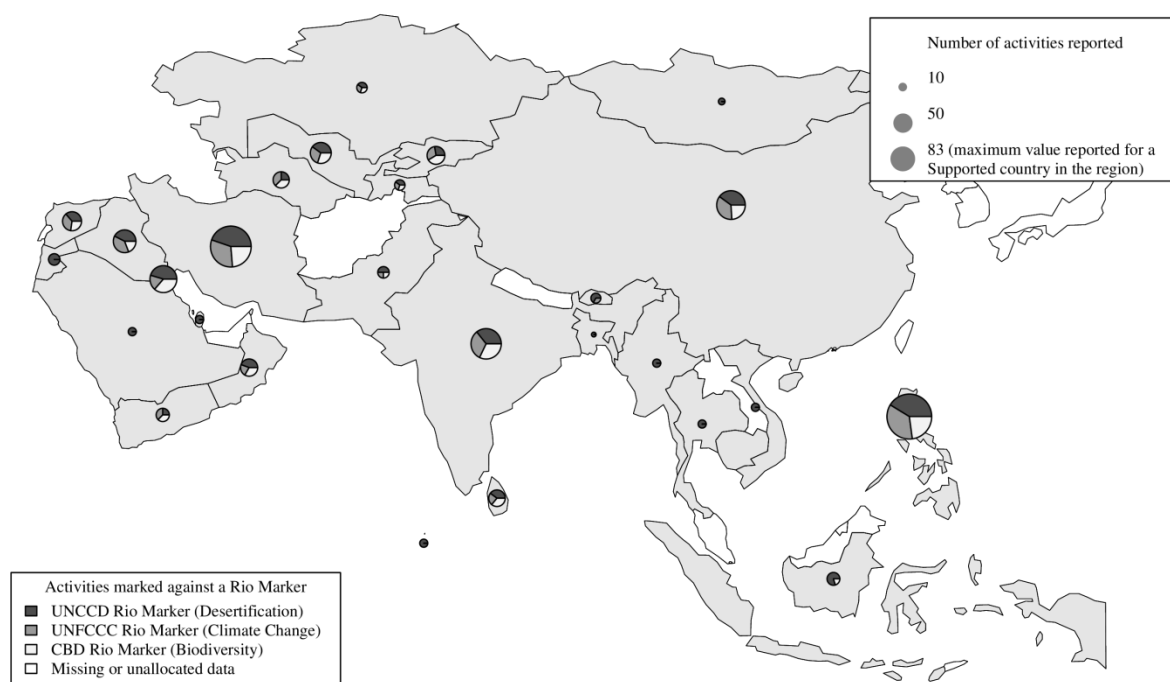


Figure 93
Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Asia, 2012/13)

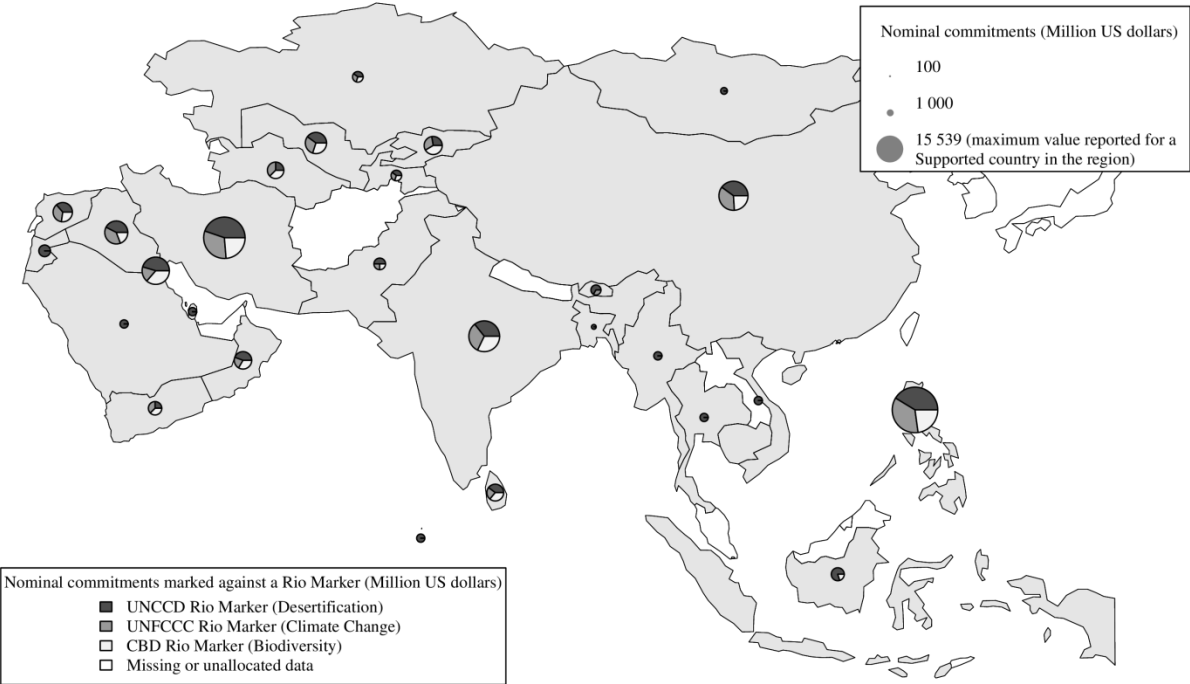


Figure 94
Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Asia, 2012/13)

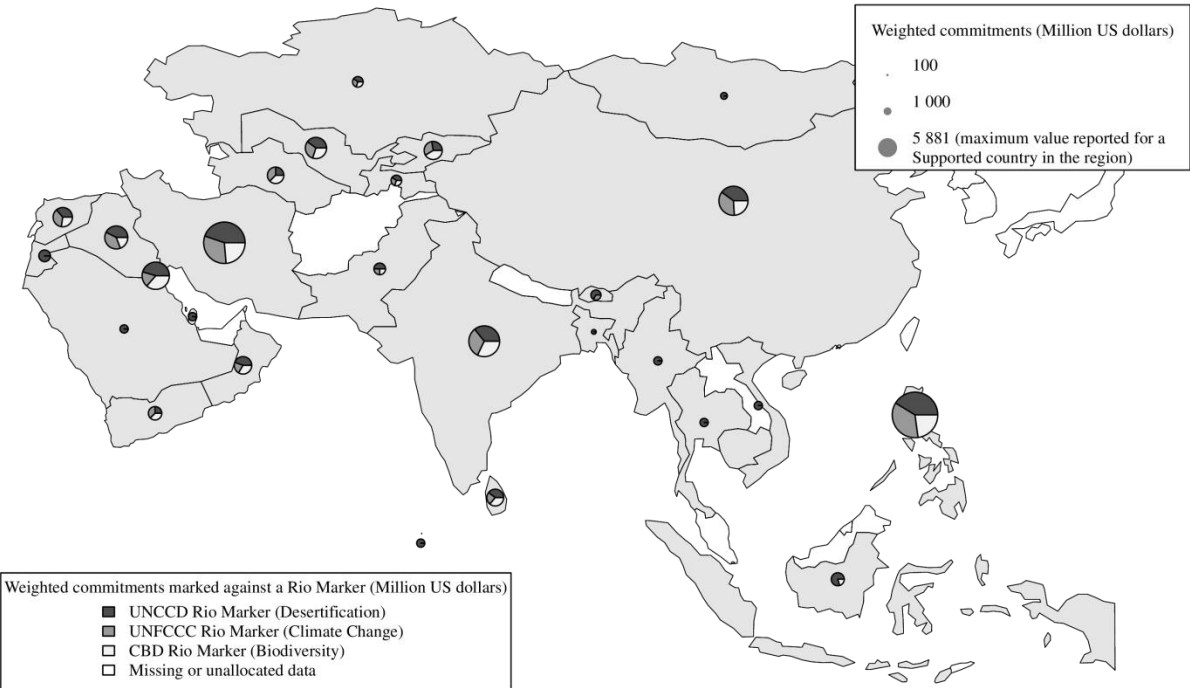


Figure 95

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, number of activities (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)

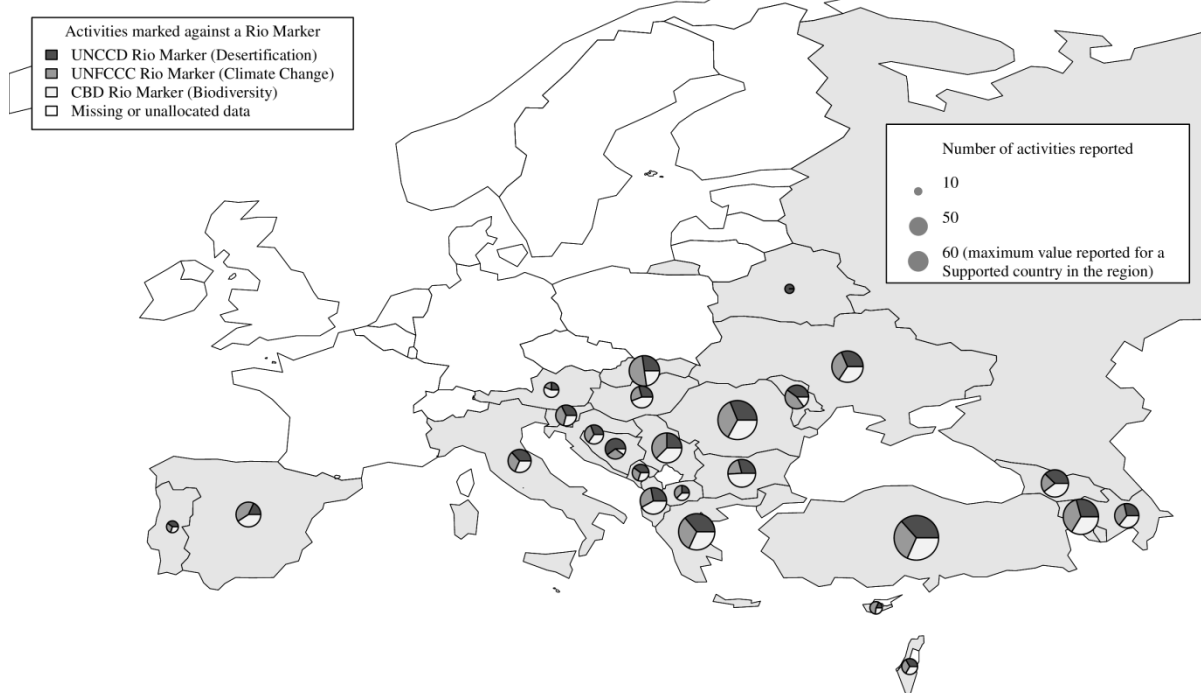


Figure 96

Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, nominal commitments (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)

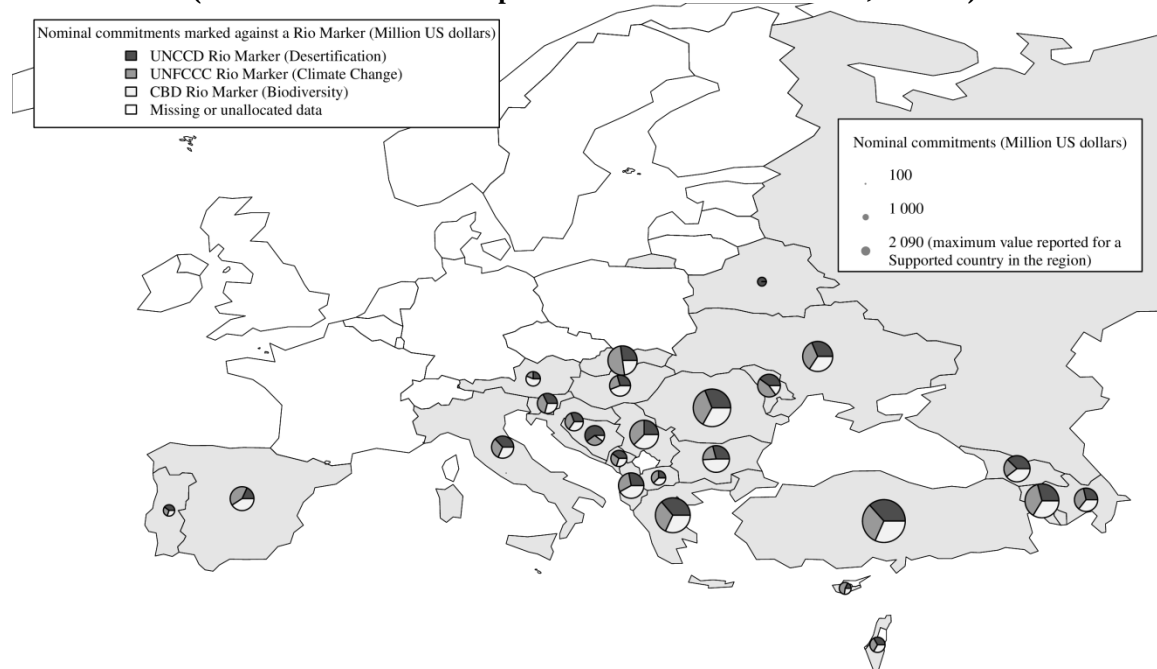


Figure 97
Overview of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers, weighted commitments (Central and Eastern Europe and Northern Mediterranean, 2012/13)

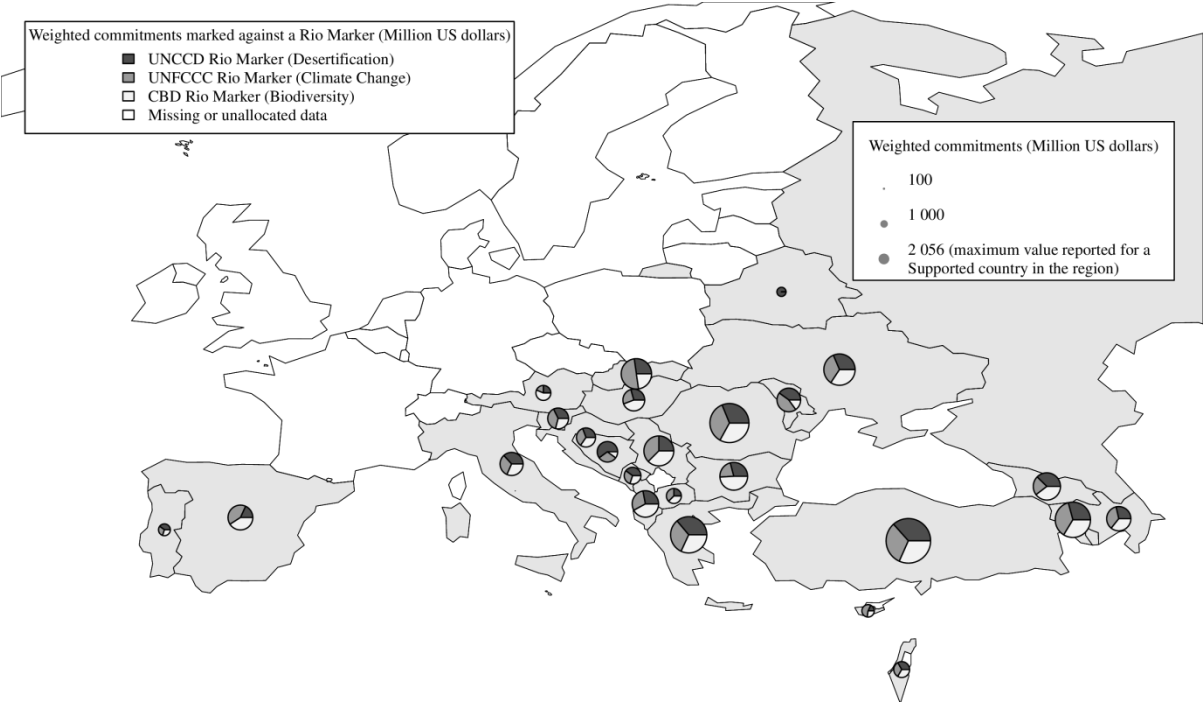


Table 16
Number of activities targeting UNCCD, UNFCCC and CBD Rio markers (Global, 2012/13)

	1 Rio marker applied			2 Rio markers applied			All 3 Rio markers applied	No Rio markers applied	Total
	UNCCD	UNFCCC	CBD	UNCCD/UNFCCC	UNCCD/CBD	UNFCCC/CBD			
Africa	104	7	13	53	23	1	337	3	541
Central Africa	33	1	3	5	1		20	2	65
Eastern Africa	3			12	2		65		82
Northern Africa	1	1	2	11	7		58		80
Southern Africa	6	1		7	3		74		91
Western Africa	61	4	8	18	10	1	120	1	223
Asia	68			54	20		207	81	430
Central Asia							27		27
East Asia	1						23		24
Pacific				1			41		42
South Asia	5			4	3		30		42
South East Asia	5			36	2		42	72	157
West Asia	57			13	15		44	9	138
Central and Eastern Europe	15	13	28	27	10	9	60	2	164
No subregion	15	13	28	27	10	9	60	2	164
Latin America and the Caribbean	46		1	59	8	1	374		489
Andean	40			51	6		232		329
Caribbean			1		2		13		16
Mesoamerica	2			3			103		108
South Cone	4			5		1	26		36
Northern Mediterranean	91	1	1	67	42	9	179	1	391
No subregion	91	1	1	67	42	9	179	1	391
Grand Total	324	21	43	260	103	20	1157	87	2015
Percentage	16.1	1	2.1	12.9	5.1	1	57.4	4.3	100

IX. Tables and figures on relevant activity codes

Figure 98
Relevant activity codes reported (by number of occurrences, activities)

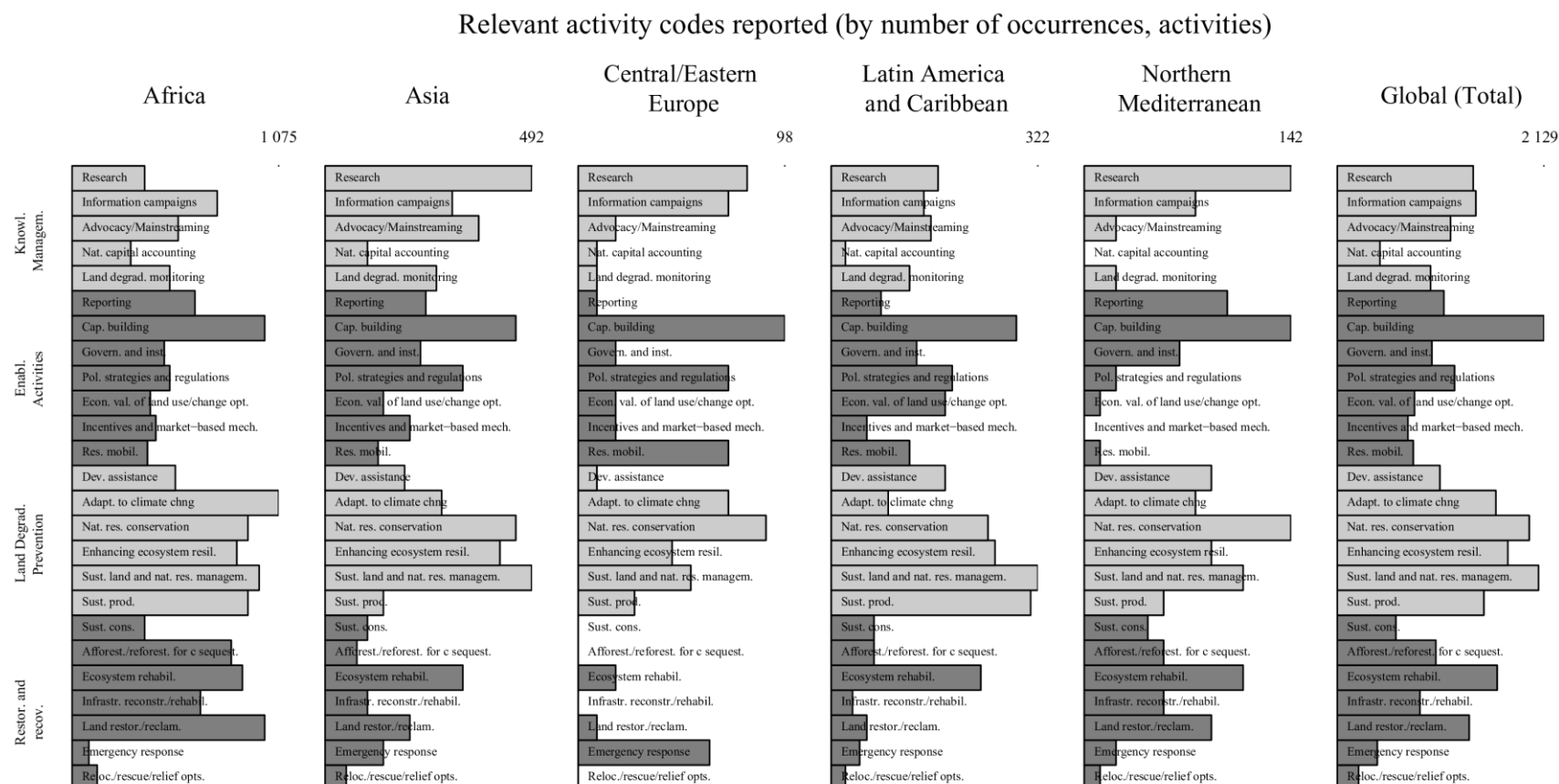


Figure 99
Relevant activity codes reported (by number of occurrences), nominal commitments (USD million)

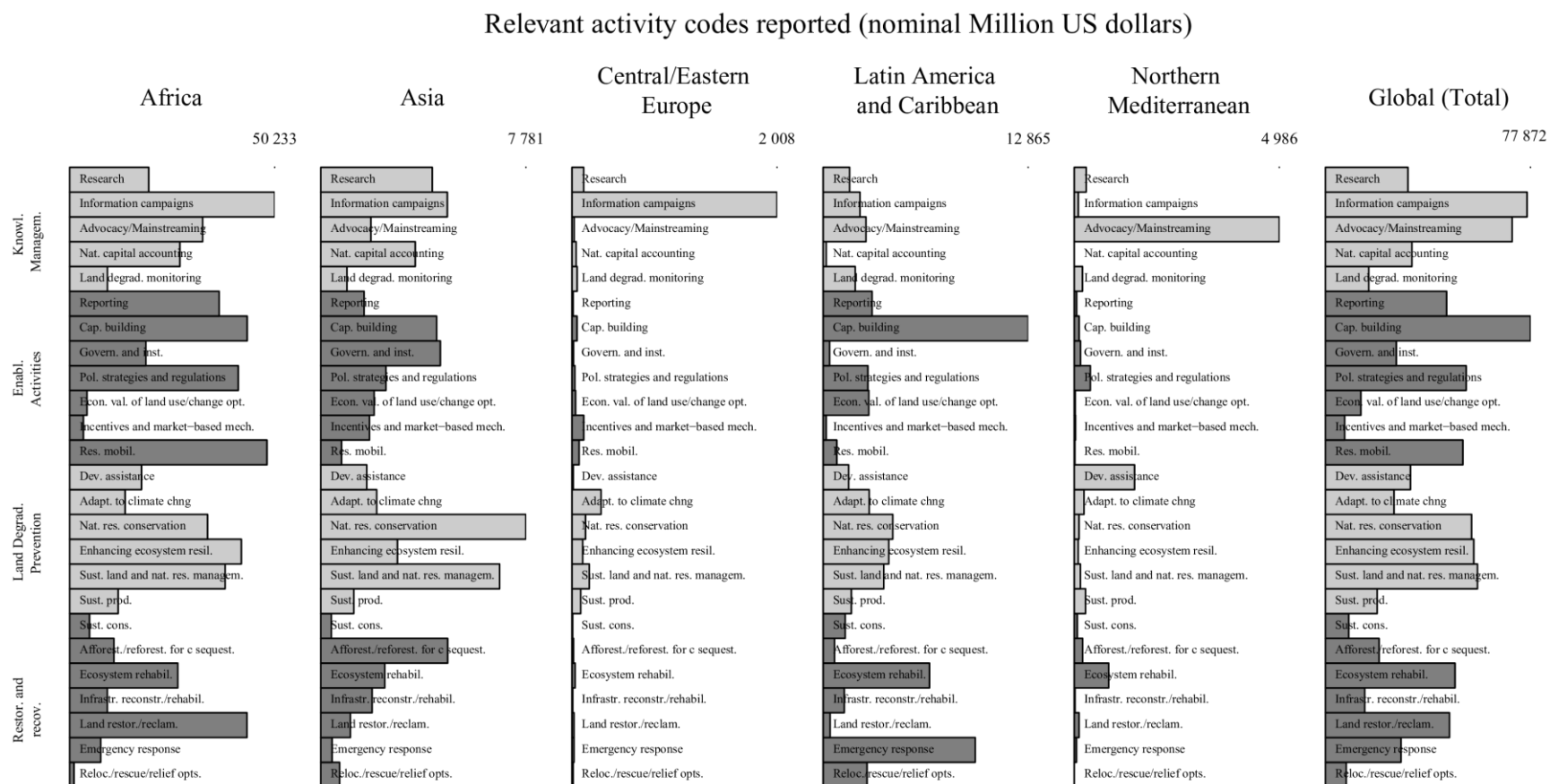


Figure 100
Relevant activity codes reported (by number of occurrences), weighted commitments (USD million)

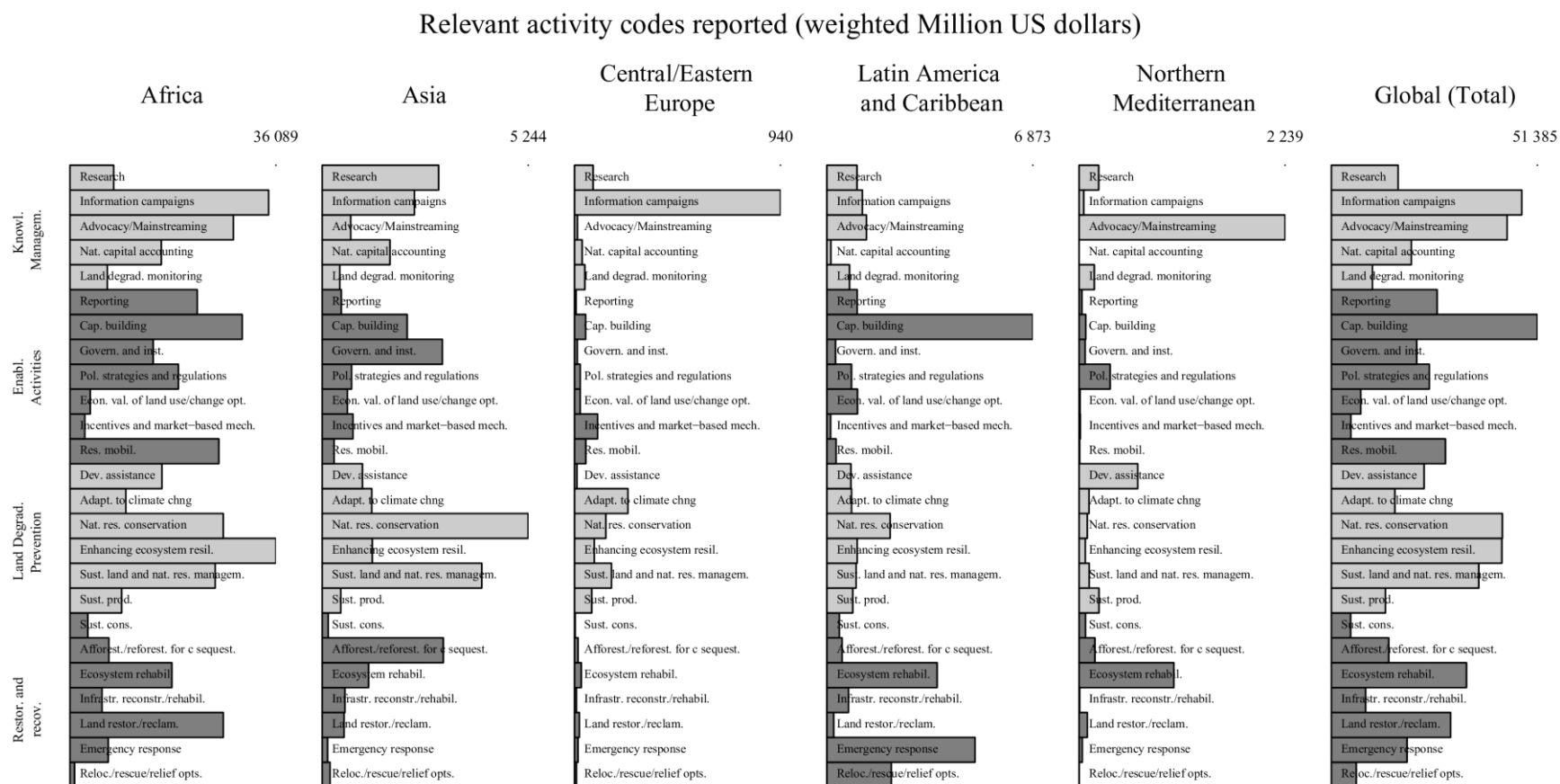


Table 17

Overview of activities, nominal and weighted commitments associated with relevant activity codes, (Global, 2012/13)

Region	Subregion	Activity	Nominal	Weighted
Africa		1075	50 233	36 089
	Central Africa	266	457	213
	Eastern Africa	230	4 811	3 841
	Northern Africa	237	16 829	6 729
	Southern Africa	124	19 351	18 074
	Western Africa	218	8 784	7 232
	Central Asia	111	1 605	709
	East Asia	36	247	185
	Pacific	217	801	449
	South Asia	13	1 001	845
	South East Asia	5	224	107
	West Asia	110	3 902	2 949
Central and Eastern Europe		98	2008	940
Latin America and the Caribbean		322	12 865	6 873
	Andean	202	4 883	2 068
	Caribbean	16	504	466
	Mesoamerica	59	2 543	1 501
	South Cone	45	4 934	2 838
Northern Mediterranean		142	4 986	2 239
Total		2 129	77 872	51 385

X. Tables and figures on strategic and operational objectives

Figure 101

Overview of activities associated with strategic and operational objectives, number of occurrences (Global 2012/13)

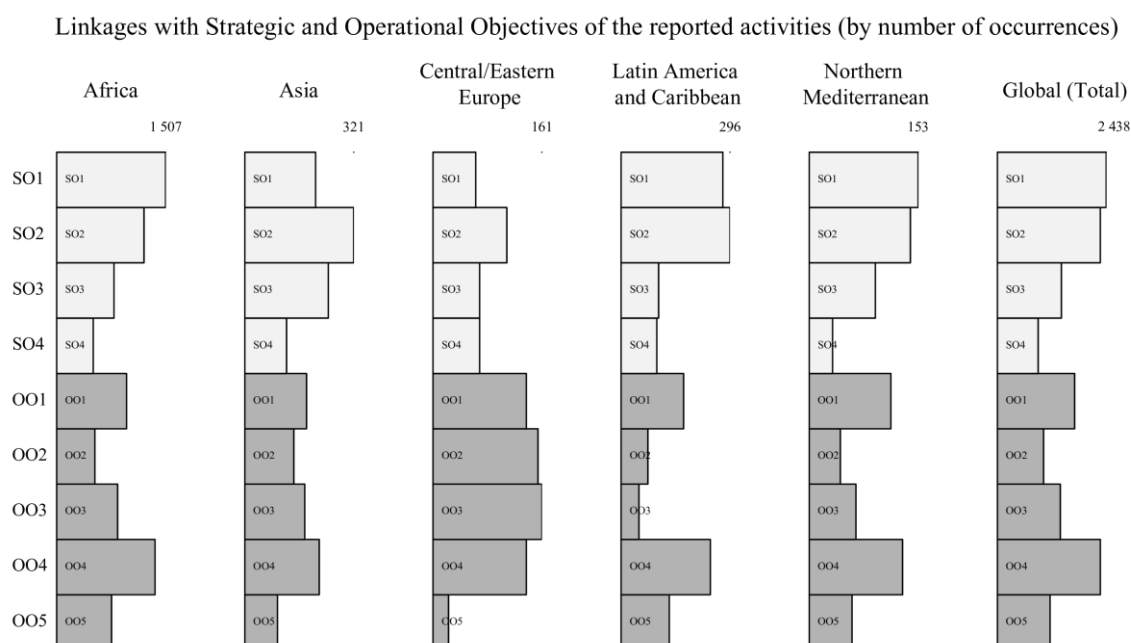


Figure 102

Overview of activities associated with strategic and operational objectives, nominal commitments (USD million) (Global 2012/13)

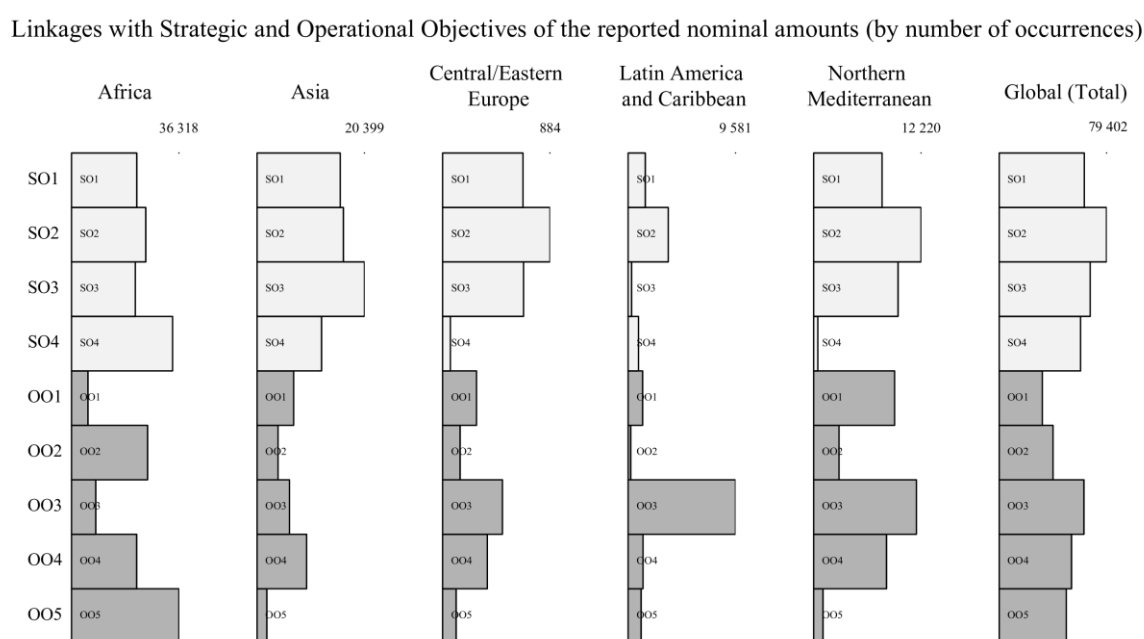


Figure 103

Overview of activities associated with strategic and operational objectives, weighted commitments (USD million) (Global 2012/13)

Linkages with Strategic and Operational Objectives of the reported weighted amounts (by number of occurrences)

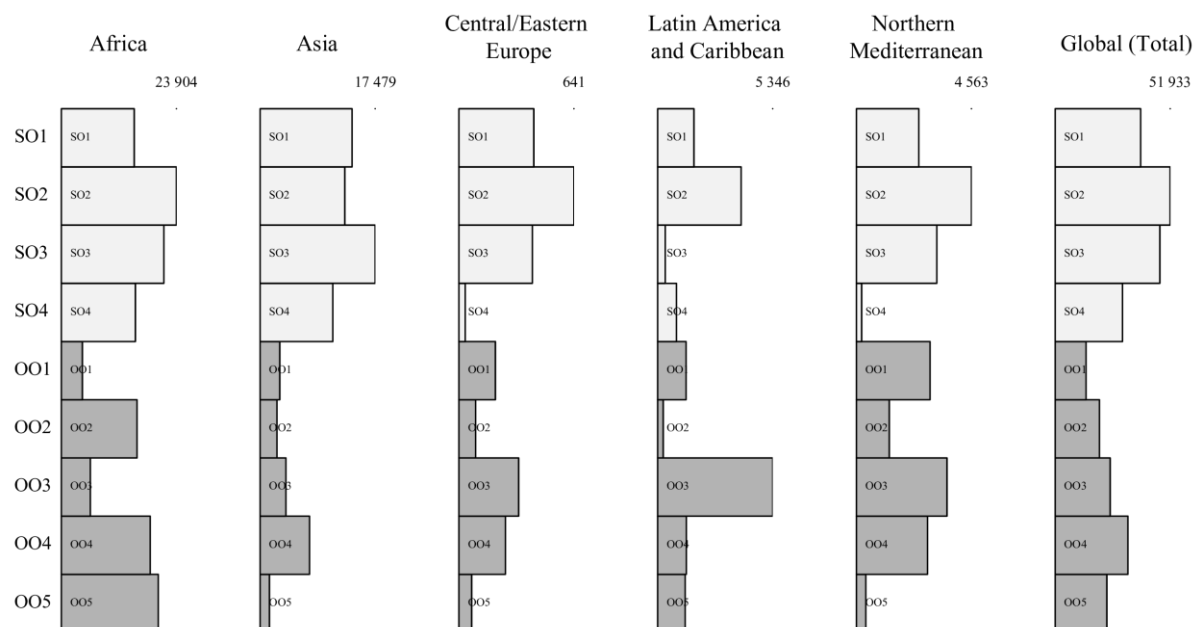


Table 18

Number of activities associated to strategic objectives (SO) and operational objectives (OO) (Global 2012/13)

Region	Subregion	SO1	SO2	SO3	SO4	OO1	OO2	OO3	OO4	OO5	Total
Africa		268	215	141	90	172	94	150	242	135	1 507
	Central Africa	44	38	18	9	41	17	22	44	19	252
	Eastern Africa	39	38	25	23	39	26	30	39	28	287
	Northern Africa	58	67	41	19	25	21	43	33	23	330
	Southern Africa	47	44	40	24	49	18	39	45	38	344
	Western Africa	80	28	17	15	18	12	16	81	27	294
Asia		39	60	46	23	34	27	33	41	18	321
	Central Asia	4	6	7	5	4	4	2	1	2	35
	East Asia	0	0	0	1	1	0	1	0	1	4
	Pacific	15	21	20	13	19	16	15	23	7	149
	South Asia	0	0	1	0	1	1	0	1	0	4
	South East Asia	0	6	0	1	3	2	2	2	0	16
	West Asia	20	27	18	3	6	4	13	14	8	113
Central and Eastern Europe		11	19	12	12	24	27	28	24	4	161
Latin America and the Caribbean		57	61	21	20	35	15	10	50	27	296
	Andean	43	49	16	10	24	9	5	35	19	210
	Caribbean	0	0	1	1	1	0	0	0	0	3
	Mesoamerica	13	11	4	8	9	6	4	14	8	77
	South Cone	1	1	0	1	1	0	1	1	0	6
Northern Mediterranean		28	26	17	6	21	8	12	24	11	153
Total		403	381	237	151	286	171	233	381	195	2 438

Table 19

Overview of nominal commitments (USD million) associated to strategic objectives and operational objectives (Global 2012/13).

Region	Subregion	SO1	SO2	SO3	SO4	OO1	OO2	OO3	OO4	OO5	Total
Africa		3 992	4 542	3 903	6 184	1 005	4 655	1 482	3 985	6 571	36 318
	Central Africa	83	52	75	23	36	13	31	55	7	375
	Eastern Africa	1 032	153	1 021	786	111	197	136	1 025	503	4 964
	Northern Africa	359	548	312	5 030	82	2 707	326	155	87	9 607
	Southern Africa	1 095	3 161	287	131	242	635	535	1 885	1 529	9 499
	Western Africa	1 422	628	2 207	215	534	1 103	454	866	4 445	11 873
Asia		3 458	3 589	4 464	2 681	1 520	871	1 348	2 059	407	20 399
	Central Asia	1 023	820	2 345	459	183	13	15	107	30	4 994
	East Asia	52	20	47	11	19	43	29	20	15	257
	Pacific	90	45	425	144	187	39	23	117	99	1 169
	South Asia	908	106	39	10	784	7	36	71	1	1 961
	South East Asia	40	91	1	7	18	679	25	68	4	932
	West Asia	1 345	2 508	1 607	2 051	328	91	1 221	1 676	260	11 086
Central and Eastern Europe		159	213	160	15	67	35	119	89	27	884
Latin America and the Caribbean		737	1 720	150	445	621	113	4 601	638	557	9 581
	Andean	353	829	114	39	154	13	18	236	176	1 931
	Caribbean	51	13	0	4	13	6	16	19	20	143
	Mesoamerica	294	198	25	324	396	69	4 310	265	325	6 208
	South Cone	39	681	10	78	57	24	257	117	37	1 300
Northern Mediterranean		1 504	2 361	1 856	92	1 780	558	2 260	1 602	206	12 220
Total		9 850	12 425	10 533	9 418	4 993	6 232	9 810	8 373	7 768	79 402

Table 20

Overview of weighted commitments (USD million) associated to strategic objectives and operational objectives (Global 2012/13)

Region	Subregion	SO1	SO2	SO3	SO4	OO1	OO2	OO3	OO4	OO5	Total
Africa		2 578	4 068	3 625	2 618	744	2 677	1 025	3 142	3 427	23 904
	Central Africa	43	20	49	11	15	6	15	22	3	183
	Eastern Africa	989	122	990	528	84	152	92	978	339	4 274
	Northern Africa	253	367	210	1 786	59	1 811	240	107	68	4 902
	Southern Africa	905	3 083	256	111	149	494	375	1 669	1 458	8 501
	Western Africa	388	476	2 120	180	437	213	303	366	1 559	6 043
Asia		3 311	3 050	4 143	2 618	708	606	928	1 780	336	17 479
	Central Asia	1 008	542	2 326	448	169	5	9	96	11	4 615
	East Asia	38	10	42	9	16	40	23	16	12	207
	Pacific	41	32	281	110	181	21	12	46	60	784
	South Asia	891	78	38	4	18	5	24	61	1	1 118
	South East Asia	21	50	0	3	8	452	14	33	2	583
	West Asia	1 312	2 338	1 455	2 045	315	83	846	1 528	251	10 173
Central and Eastern Europe		109	167	107	9	53	24	87	67	19	641
Latin America and the Caribbean		552	1 270	116	286	432	85	1 750	436	418	5 346
	Andean	246	428	88	19	117	7	12	178	141	1 236
	Caribbean	49	9	0	3	8	5	12	14	14	113
	Mesoamerica	235	161	21	189	255	51	1 479	150	231	2 772
	South Cone	23	672	7	75	52	22	247	94	32	1 225
Northern Mediterranean		527	971	679	44	622	277	764	600	79	4 563
Total		7 077	9 525	8 669	5 575	2 559	3 669	4 554	6 025	4 279	51 933

XI. Sources of information

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
	10th Malaysia Plan	http://www.epu.gov.my/epu-theme/RMKE10/img/pdf/en/chapt6.pdf
CGIAR	A Global Agricultural Research Partnership	http://www.cgiar.org
MESA SDAC	African Monitoring of the Environment for Sustainable Development financial reports	http://www.mesasadc.org/
APIA	Agence de Promotion des Investissements Agricoles	http://www.apia.com.tn/
ANIP	Agencia Nacional de Inversiones Privados	http://www.anip.co.ao/
	Agrarian Sector Reform Programme	http://minagro.tj
	Agricultural and Forestry Academy of Science, Forestry Research Institute	
	Agriculture Department - Crop Development and SLM Division	
	Aid Policy Framework	http://www.regeringen.se/sb/d/108/a/242899
	Alternative Energy Promotion Centre, Khumaltar, Lalitpur	
ALNAP	Annual Innovation Fairs	http://www.alnap.org/ourwork/innovations/fair
	Annual Report of Department of Soil Conservation and Watershed Management, Nepal	
	Answers to the Questionnaire for Stakeholders (Government institutions)	http://www.midas.co.me/indexEn.htm
	Antigua Ministry of Agriculture	http://www.antiguanice.com/v2/client.php?id=1030
	Approved PIF titled Pakistan-National Action Programme Alignment and Strengthening of National Reporting Processes	
	Asamblea Nacional Poder Popular	
FUNDECI	Banco do Nordeste do Brasil	https://www.bnb.gov.br/content/aplicacao/sobre_nordeste/fundeci/gerados/fundeci_obtendo.asp
BARC	Bangladesh Agricultural Research Council	http://aas.cgiar.org/partners/bangladesh-agricultural-research-council-barc
	Bio charbon	http://www.peracod.sn/?Biocharbon-et-technologies&lang=fr
BIOFIN	Biodiversity Finance Initiative	http://www.biodiversityfinance.net/

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
	Botswana Millennium Development Goals Status Report	
	Cabinet of Ministers of Ukraine	
	Cabinet Secretary	
CSI/GDT	Cadre strategique d'investissement pour la gestion durable des terres (CSI/GDT)	
Camoes	Camões - Instituto da Cooperação e da Língua, I. P	http://www.instituto-camoes.pt/
CACILM	Central Asian Countries for Land Management	http://global-mechanism.org/platforms-and-initiatives/central-asian-countries-initiative-for-land-management-cacilm
CNR	Comision Nacional de Riego	http://www.cnr.gob.cl/Ley18450/Paginas/sistema18450.aspx
COMCURE	Comision para el ordenamiento y manejo de la cuenca del rio Reventazon	http://comcure.go.cr/
CNFL	Compania Nacional de Fuerza y Luz	https://www.cnfl.go.cr/
FDR	Compte d'Affectation Special- Fond National Forestier, Fonds de développement agricole et FDR (rural)	
	Concept to transfer to the green economy	http://strategy2050.kz/ru/news/1211/
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable	
COOPELESCA	Cooperativa de electrificacion de San Carlos	http://www.coopelesca.co.cr/
CONAF	Corporación Nacional Forestal	http://www.conaf.cl/nuestros-bosques/
GEDEFOR	Decentralised Forest Management Programme, Mali	
	Department of Agriculture and Cooperation	
DBM	Department of Budget and Management	
	Department of Environment	
	Department of Environmental Affairs	http://www.environment.gov.za
	Department of Forestry	
	Department of National Treasury	http://www.treasury.gov.za/
	Department of Science and Technology	
	Department of Waters, Forests and Fish-farming, National Environment Protection Agency	
DRC	Desert Research Center	http://www.gndri.net/institution_drc_cairo_egypt_gn.php?PHPSESSID=eolsrr36689h8qkm31d4ap5nb2
DBSA	Development Bank of Southern Africa	http://www.dbsa.org
	Development Cooperation Department of the MFA	

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
DIPRES	Direccion de Presupuestos	http://www.dipres.gob.cl/595/w3-propertyvalue-15401.html
DNTA	Direccion Nacional de Tecnologias Ambientas Direction des Eaux et Forets	
DGP	Direction General du Plan	
DGCOOP	Direction Générale de la Cooperation du Ministaire des Finance	http://www.finances.gov.bf/index.php/le-ministere/les-services-centraux/dgcoop
DGFF	Direction Generale des Forest et Faune Directions Générale des Etudes et des Statistiques	http://www.stat-gabon.org/
GDT	Document de Strategies de Financement Intégré pour la GDT	
CSI-GDT	Document du cadre strategique d'investissement en gestion durable des terres	
DSCR	Documents strategie de la Croissance pour la reduction de la pauverte	
DMCSEE	Drought Management Centre for Southeastern Europe	http://www.dmcsee.org/
DZGD	Dry Zone Greening Department Economic Planning & Statistics - Ministry of Agriculture	
ESPH	Empresa de Servicios Publicos de Heredia Environment and Conservation Division	https://www.esph-sa.com/site/
EMA	Environmental Management Agency Environmental Management Department Environmental Protection Agency	http://www.ema.co.zw/
BIOS	Environmental protection, sustainable agriculture and community development in the Republic of Moldova	http://bios.ong.md/en/?l=en
EI	Equator Initiative	http://www.equatorinitiative.org/
EARTH	Escuela de Agricultura de la Región Tropical Húmeda	http://www.earth.ac.cr/
GEO V CUBA	Estado del medio ambiente cubano Estrategia Ambiental Nacional	
EFI/GSS	Estrategia de financiacion integrada para la gestion sostenible de suelos Ethiopian Investment Agency Ethiopian Ministry of Agriculture Ethiopian Ministry of Environment and Forest	

Abbreviation	Entity	Homepage / web link
	Ethiopian Ministry of Finance and Economic Development	
ECBI	European Capacity Building Initiative	
	Federal Ministry of Agriculture	
	Federal Ministry of Environment	
	Financiadora de estudios e projects do Ministario da Ciencia, Tecnologia e Informacao	http://www.finep.gov.br/
	Financial Departement of the European Agriculture Fond for Rural Development	http://www.finprv.sk/index.php?p=2#os_4_realizacia_pristupu_leader
FONACIT	Fondo Nacional de Ciencia, Tecnologia e Innovacion	http://www.fonacit.gob.ve/
FONAFIFO	Fondo Nacional de Financiamiento Forestal	http://www.fonafifo.go.cr/
	Foreign Cooperation of the Ministry of Forestry	
	Forest and Wildlife Department	
FCPF	Forest Carbon Partnership	http://www.forestcarbonpartnership.org
	Forest Policy and Action Plan	
	Forestry Service, Ministry of Agro-Industry and Food Security	
IDEA	Fundacion Instituto de Estudios Avanzados	http://www.idea.gob.ve
FUNDECOR	Fundacion para el Desarrollo de la Cordillera Volcanica Central	http://www.fundecor.org/en
	Gastos de inversion para la proteccion del medio ambiente	
GIZ	German Federal Enterprise for International Cooperation	http://www.giz.de/en/
GEF	Global Environment Facility	
GEF SGP	Global Environment Facility Small Grant Programme UNDP	https://sgp.undp.org/
GEF SCCF	Global Environment Facility Special Climate Change Fund	http://www.thegef.org/gef/SCCF
GEF LDCF	Global Environment Facility Special Least Developed Country Fund	http://www.thegef.org/gef/LDCF
GEF Trust Fund	Global Environment Facility Trust Fund	http://www.thegef.org/gef/trust_funds
GM	Global Mechanism	http://global-mechanism.org/
GM IFS	Global Mechansim Integrated Financing Strategy	http://www.global-mechanism.org/dynamic/documents/document_file/ifs_eweb.pdf
	Gobiernos Autonomo Descentralizados Provinciales, Cantonales y Parroquiales	

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
GORTT	Government of the Republic of Trinidad and Tobago	http://www.ttconnect.gov.tt/gortt/portal/ttconnect
GFC	Guyana Forestry Commission	www.forestry.gov.gy
GRIF	Guyana REDD+ Investment Fund	www.guyanareddfund.org
HC3N	Haut Commissariat à l'initiative 3N Indian Council of Agricultural Research Indian Council of Forestry Research and Education Indian Council of Forestry Research and Education	
MAGAP, SENAGUA	Informacion reportada por instituciones gubernamentales Iniciativa Latinoamericana y Caribeana para el desarrollo Sostenible CUBA Institut National de Pedologie Institute of Pedology, Agrochemistry and Soil Protection	http://www.agua.gob.ec/
INDAP	Instituto de Desarrollo Agropecuario	http://indap.gob.cl/programas/sistema-de-incentivos-para-la-sustentabilidad-agroambiental-de-los-suel
INTA	Instituto de Innovacion y Transferencia de Tecnologia Agropecuaria Instituto Interamericano de Cooperacion para la Agricultura en Paraguay	http://www.inta.go.cr/
IMN	Instituto Meteorologico Nacional	http://www.imn.ac.cr/
IVIC	Instituto Venezolano de Investigaciones Cientificas	http://www.ivic.gob.ve/
IFS	Integrated Financing Strategy for Sustainable Land Management Integrated Watershed Management Approach - Poverty Alleviation Project Document	
IADB	Inter-American Development Bank Project Document on Environmental Policy	http://www.iadb.org/
IFAD	International Fund for Agricultural Development	
IIED	International Institute for Environment and Development	
ITP	International Training Programme in West Africa	
MFA	Israel Ministry of Foreign Affairs	http://mfa.gov.il/MFA/Pages/default.aspx
MASHAV	Israel's Agency for International Development Cooperation	http://mfa.gov.il/MFA/mashav/AboutMASHAV/Pages/default.aspx

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
MASHAV	Israel's Agency for International Development Cooperation	http://mfa.gov.il/mfa/mashav/Pages/default.aspx
	Kenya National Bureau of Statistics	
	Kenya Revenue Authority	
METTELSAT	L'organisation national de meteorologie par detection satellitaire	http://www.meteo-congo-kinshasa.net/
	La Direction Générale de l'Environnement	
	Labores Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	
CCMRD	Land and Water Resources Sub-committees	
	Land Development Department	
	Land Resource Planning & Development Division - Ministry of Agriculture	
	Law on Forest	
	Law on Soil Protection and Coping with Desertification	
	Le Point focal national de la convention de la lutte contre la désertification	
MDE/PNUD	Le Programme des Nations unies pour le développement	
	Livelihood improvement strategy 2020	
LCDS	Low Carbon Development Strategy	www.lcds.gov.gy
	Luz para todos - Programa de Electrificação para o Sector Rural	
	Ministère chargé des nouvelles technologies	http://www.cgtee.gov.br/sitenovo/index.php?secao=103&periodico=13
	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Amenagement du Territoire et de l'Urbanisme	
	Ministère de l'enseignement superieur, universitaire et recherche scientifique	http://www.burundi-gov.bi/Burundi-Politique-Ministere-de-l
MESU/DD	Ministère de l'Environnement de la Salubrite Urbaine et du Développement Durable	http://www.enseignement.gouv.ci/
	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	
MPAT/DC	Ministère du Plan de l'Amenagement du Territoire et du Développement Communautaire	http://www.enseignement.gouv.ci/
	Ministère de l'enseignement superieur et de de la recherche scientifique	

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
MAEDI	Ministère des Affaires étrangères et du Développement international	http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/annuaire-et-adresses-du-maedi/adresses-du-ministere-des-affaires/
	Ministère en charge de l'Environnement	
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganaderia	http://www.mag.go.cr/
	Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Alimentacion	
MAGAP	Ministerio de Agricultura, Ganaderia, Acuicultura y Pesca	
MINAE	Ministerio de Ambiente y Energia	http://www.minae.go.cr/
	Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras	http://www.agroboivia.gob.bo/
MGAP-RENARE	Ministerio de Ganderia, Agricultura y Pesca de la Republica Oriental del Uruguay	http://www.mgap.gub.uy/portal/page.aspx
	Ministerio de Hacienda y Presupuesto	
	Ministerio de las Comunas	
	Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino	
	Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	
	Ministerio de Planificacion del Desarrollo	http://www.planificacion.gob.bo/
	Ministerio del Ambiente - Coordinacion General de Planificacion e Informacion	
	Ministerio del Ambiente - Subsecretaria de Cambio Climatico	
	Ministerio del Ambiente - Subsecretaria de Patrimonio Natural	
	Ministerio del Poder Popular para el Ambiente	http://www.minamb.gob.ve
	Ministerio del Poder Popular para la Agricultura y Tierras	http://www.mat.gob.ve/
	Ministerio del Poder Popular para la Alimentacion	http://www.minpal.gob.ve
	Ministerio del Poder Popular para la Ciencia, Tecnologia e Innovacion	http://www.mcti.gob.ve
	Ministerio del Poder Popular para la Energia Electrica	http://www.mppee.gob.ve
	Ministerio del Poder Popular para la Salud	http://www.mpps.gob.ve/
	Ministerio del Poder Popular para las Finanzas	
MMA	Ministerio do Meio Ambiente - Departamento de Combate a Desertificacion	
	Ministries for Agriculture, Environment and Foreign Affairs	

Abbreviation	Entity	Homepage / web link
	Ministry Of Minerals / Environment	
	Ministry for Foreign Affairs, Department for Multilateral Development Cooperation, Section for Global Environment and Climate Change	http://www.government.se/sb/d/2059
	Ministry of Agriculture	
FDA	Ministry of Agriculture - Agriculture Development Fund	
MINAGRI	Ministry of Agriculture and Animal Resources	http://www.minagri.gov.rw/
	Ministry of Agriculture and Environment Protection	
	Ministry of Agriculture and Fisheries	
	Ministry of Agriculture and Forests Department of Agriculture	
MOAI	Ministry of Agriculture and Irrigation	http://www.modins.net/myanmarinfo/ministry/agriculture.htm
	Ministry of Agriculture and Land Reclamation	
	Ministry of Agriculture and Livestock	
	Ministry of Agriculture and Rural Development	http://www.mpsr.sk/index.php?navID=1&sID=43&navID2=280
	Ministry of Agriculture and Rural Development	http://www.mard.gov.vn
	Ministry of agriculture and rural development	http://www.madr.ro/ro/
AFIR	Ministry of agriculture and rural development	http://www.apdrp.ro/
	Ministry of agriculture and rural development	http://www.mpsr.sk/
	Ministry of Agriculture Food Security and Cooperatives	
	Ministry of Agriculture livestock and fisheries	
MAAIF	Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries SLM Programme	
	Ministry of Agriculture, Food and Water Administration	http://www.bujqesia.gov.al/
	Ministry of Agriculture, Lands, Forestry, Fisheries and the Environment	
	Ministry of Agriculture, Ministry of Environment and Forest	
	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment	
	Ministry of Animal Resources and Fisheries	
	Ministry of Development	http://www.mod.gov.tr/Pages/index.aspx

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
	Ministry of Development Planning and Aid Coordination	
	Ministry of Ecology and Natural Resources of Azerbaijan Republic	http://www.eco.gov.az/en/
	Ministry of Ecology and Natural Resources of Ukraine	
	Ministry of Economic Planning and Development	
	Ministry of economy of the Slovak Republic	http://www.economy.gov.sk/
	Ministry of Energy and Power Development	
	Ministry of Environment	http://www.gpp.pt/pdr2020/
	Ministry of environment	http://www.minzp.sk/
M/E & RE	Ministry of Environment and Renewable Energy	
	Ministry of Environment and Water	http://www.moew.gov.ae/en/home.aspx
	Ministry of Environment Climate Change Disaster Management and Meteorology	
	Ministry of Environment water and Natural resources	
	Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation	
MOECAF	Ministry of Environmental Conservation and Forestry	http://www.moecaf.gov.mm/
	Ministry of Finance	http://www.financa.gov.al/
	Ministry of Finance	http://www.mof.go.tz
	Ministry of Finance and Economic Affairs	
	Ministry of Finance and Economic development and Regional States of the Federal Government	
	Ministry of Finance Eritrea	
	Ministry of Finance Trade and Investment	
	Ministry of Foreign Affairs, Israel	
	Ministry of Forestry	
	Ministry of Forestry and Land Reclamation	
	Ministry of Forestry and Research	
	Ministry of Gender, Labour and Social Affairs	
	Ministry of Health	
FAO	Ministry of Housing, Utilities and Urban Communities	
	Ministry of Irrigation and Water Resources	
	Ministry of Land, Water, Environment and Climate Change	

Abbreviation	Entity	Homepage / web link
	Ministry of Lands, Natural Resources and Environmental Protection	
MOLFRD	Ministry of Livestock, Fisheries and Rural Development	http://consult-myanmar.com/tag/molfrd/
	Ministry of Mines, Energy and Water Development	
MINIRENA	Ministry of Natural Resources	http://www.minirena.gov.rw/index.php?id=3
	Ministry of Natural Resources & Environment	
MoNRE	Ministry of Natural Resources and Environment of the Socialist Republic of Vietnam	http://www.monre.gov.vn/wps/portal/Trangchu!/ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hnd0cPE3MfAwMDT1dDA89AtyBjD3cflyBfPxykwyzeAAdwNND388jPTdUvyM4rBwDpuoT1/dl3/d3/L2dBISEvZ0FBIS9nQSEh/
	Ministry of Natural Resources and the Environment	http://www.nre.gov.gy/bulletin.html
	Ministry of Physical Development, Housing and Urban Renewal: Department of Planning	
	Ministry of Planing	
MPD	Ministry of Planning and Development	
	Ministry of Planning and Devolution	
MOST	Ministry of Science and Technology	http://www.most.gov.vn
	Ministry of Science, Technology, Energy and Mining	
	Ministry of Strategic Planning	
	Ministry of Sustainable Development, Energy, Science and Technology	
MOE	Ministry of the Environment	http://www.moe.gov.al/
	Ministry of Trade and Industry	
MOT	Ministry of Transport	http://www.mot.gov.mm/
	Ministry of Water and Irrigation	
CACIFL	Multicountry Capacity building projects	http://global-mechanism.org/platforms-and-initiatives/central-asian-countries-initiative-for-land-manage
	Multicountry Capacity building projects	
	National Action of Programme	
	National Action Program for Combating Desertification	
	National Action Programme for conservation of environmental resource	
NAP	National Action Programme for Nature Protection	

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
NAFRI	National Advanced Fire and Resource Institute	http://www.nafri.gov/
VUPOP	National Agriculture and Food Center	http://www.vupop.sk/
	National Agriculture and Livestock Sector Policy	
NBSAP	National Biodiversity Strategies and Action Plans	https://www.cbd.int/nbsap/
	National Climate Change Investment Plan	
	National Development Strategy	
	National Drought Management Authority	
NEDA	National Economic Development Authority	
	National Environment Service - Cook Islands	
NETFUND	National Environment Trust Fund	http://www.netfund.go.ke/
	National Focal Agency's report on international trainings attended	
NFP	National Focal Point	
FNI	National Fund for Research	
	National Planning Agency	
	National Science and Technology Council	
NSSC	National Soil Services Centre	http://www.nssc.gov.bt/
BELSTAT	National Statistical Committee of the Republic of Belarus	http://www.belstat.gov.by/ofitsialnaya-statistika/otrasli-statistiki/okruzhayuschaya-sreda/operativnye-p
	National Strategic Planning & Development	
NSLMC	National Sustainable Land Management Committee, Federal Ministry of Agriculture	
	National Technology Business Centre	
	National Treasury	
	NDBP energy efficiency loan program	
	Nepal Academy of Science and Technology, Khumaltar, Lalitpur	
	Ninh Thuan Portal	http://www.ninhthuan.gov.vn/Pages/default.aspx
	Office of Natural Resource and Environmental Policy and Plan	
ONEI	Oficina Nacional Estadísticas e Informacion	http://www.one.cu/
	Physical Planning Division, Environmental Coordinating Unit	

Abbreviation	Entity	Homepage / web link
	Plan Nacional para el Buen Vivir	
PNSA	Plan Nacional para la Seguridad Alimentaria	
PNACC	Plan national d'adaptation au changement climatique	
PND	Plan national de developpement du Congo	http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/country_docs/Congo/ndp_congo.pdf
	Point focal de la Plate forme TerreAfrica	
	Point Focal National UNCCD	
	Point focal PDDA	
	Policy Coordination and Planning Unit, Ministry of Natural Resources and Agriculture	
	Prime Minister's Office, Ministry of Agriculture and Animal Resources	
	Programa Agua Doce	http://www.mma.gov.br/agua/agua-doce
	Programa Ciasncia sem Fronteiras	
PRONATEC	Programa Nacional de Acesso ao ensino técnico e emprego	http://pronatec.mec.gov.br/
P1MC	Programa P1MC - Um Milhao de Cisternas	http://www.asabrazil.org.br/Portal/Informacoes.asp?COD_MENU=1150
PROUNI	Programa Universidade para todos	http://prouniportal.mec.gov.br/
	Programas de Extensao Rural	
PAN/LCD	Programme d'action national pour la lutte contre la désertification	http://www.gn.undp.org/content/guinea/fr/home/operations/projects/environment_and_energy/programme-d-action-national-pour-la-lutte-contre-la-desertification-pan-lcd/
PAP	Programme d'Action Prioritaire	
PNIA	Programme National d'Investissement agricole	http://www.agriculture.gouv.ci/index.php?option=com_content&view=article&id=159
PNIERN	Programme National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles	
	Programme national de biogaz	
PADE	Programme national de diversification Économique	
PNSR	Programme National du Secteur Rural	
PNEFEB	Programme National Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversity	

Abbreviation	Entity	Homepage / web link
PERACOD	Programme pour la promotion des énergies renouvelables, de l'électrification rurale et de l'approvisionnement durable en combustibles domestiques	http://www.peracod.sn/?lang=fr
CPP	Projet CPP/Sous-Composante Coordination Nationale	
	Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires	
	Proyecto Proders	http://www.mag.gov.py/SiteProders/pages/presupuesto_general.html
	Public Investment Framework	
PFN UNCCD	Puntos Focales Nacionales UNCCD	
ISTA	Rapport de l'institut supereur des techniques appliques	
WATSAN	Rarotonga Water Tank Subsidy scheme - Ministry of Finance and Economic Management	http://watsan.gov.ck/water-tank-subsidy
	Report of the IIF Feasibility Study for Samoa	
	Report on the implementation of Coping with Desertification project	
	Report on the implementation of Green Belt project	
	Report on the implementation of Green Gold project	
	Report on the implementation of Sustainable Land Management for Combating Desertification project	
	Reportes de agencias implementadoras y/o donantes	
	Reportes de Responsables Provinciales del Ministerio del Ambiente de Desertificacion	
RECARÉ	Research Institute of Field Crops Selectia	
	Reventing and Remediating degradation of soils in Europe through Land Care	http://www.recare-project.eu/
	Royal Forest Department	http://www.forest.go.th/index.php?lang=en
REMA	Rwanda Environment Management Authority	http://www.rema.gov.rw/
RNRA	Rwanda Natural Resources Authority	http://www.rnra.rw/
	Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales	http://web2.semarnat.gob.mx/Pages/Inicio.aspx
SENPLADES	Secretaria Nacional de Planificacion y Desarrollo	
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme	http://www.sprep.org/
SAG	Servicio Agrícola y Ganadero	http://www.sag.gob.cl/ambitos-de-accion/programa-de-recuperacion-de-suelos

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
SNA	Servizo Nazionale del Alfandegas	
	Socialist Republic of Viet Nam Government Portal	http://www.chinhphu.vn/portal/page/portal/chinhphu/cactinhvathanhpho/tinhbinhthuan
	Sokoine University of Agriculture	
SomRep	Somalia Resilience Program	
SANBI	South Africa National Biodiversity Institute	http://www.sanbi.org/
	State Committee for Coordination of Science and Technology of Uzbekistan	http://uzscience.uz/index.php/ru/
	State Hydrometeorological Service	
	State Statistics Service of Ukraine	
	State Strategy Agrobusiness-2020	http://mgov.kz/pravitel-stvom-rk-prinyata-novaya-otraslevaya-program
SEI	Stockholm Environment Institute	http://www.sei-international.org/
SRC	Stockholm Resilience Centre	http://www.eld-initiative.org/index.php?id=51&tx_ttnews[tt_news]=54&cHash=8b573b7d1cd770cc05d555a314013278
ClimaEast	Support to Climate Change Mitigation and Adaptation in the Eastern Neighbourhood countries and Russia	http://www.climaeast.eu/partner-countries/moldova
SLM	Sustainable Land Management Project, Climate Change Division	
	Swaziland Environment Authority	
	Swaziland Investment Authority	
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency	http://www.sida.se/english/
SMHI	Swedish Meteorological and Hydrological Institute	http://www.smhi.se/en
	Tanzania Parliament	www.parliament.go.tz
TEC	Tarif Extérieur Commun	
TNA	Technology Needs Assessment	http://tech-action.org/
APUA	The Antigua Public Utilities Authority	http://www.apua.ag/
CACILM NPF	The Central Asian Countries Initiative for Land Management	http://www.thegef.org/gef/projects/CACILM
CSIF	The Country Strategic Investment Framework for SLM: Integrated Financing Strategy Document	http://blengrafix.com/terrAfrica/wp-content/uploads/files/InfoNote-CSIF.pdf
	The decision of the state council on further strengthening the work of combating desertification	http://english.gov.cn/
SGP	The GEF Small Grants Programme	https://sgp.undp.org

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
GM	The Global Mechanism of the UNCCD	http://global-mechanism.org/
	The Ministry of Finance on ecological construction investment policy framework	www.dipres.cl
	The Ministry of Food, Agriculture and Livestock	
	The Ministry of Forest and Water Affairs	
	The national science and technology supporting program (government document)	http://english.gov.cn/
	The opinions of the Ministry of S&T on further encouraging and guiding the private capital to enter into technology innovation fields (Government document)	http://english.gov.cn/
	The opinions of the state council about encouraging and orientating healthy development of investment from private sectors (Government document)	http://english.gov.cn/
REC	The Regional Environmental Centre	http://www.rec.md/ro/node/140
	The Rural Support Service	http://www.lad.gov.lv/en/about-us/general-information/
	Treasury and Finance Department	
	Typhoons Bopha and Haiyan	
NPCC/VUPOP	UNCCD agenda of NPPC / National Agriculture and Food Center	http://www.vupop.sk/
UNCCD NFP	UNCCD National Focal Point	
IDDP	UNDP Integrated Drylands Development Programme	http://web.undp.org/drylands/iddp.html
	UNDP Project on Support to Innovation Policy and Technology Transfer	
	UNDP Uzbekistan	http://www.uz.undp.org/content/uzbekistan/en/home.html
UNDP	United Nations Development Programme	http://www.undp.org/content/undp/en/home.html
	University of Dar es Salaam	
CIG	USDA National Resources Conservation Service Conservation Innovation Grants	http://www.nrcs.usda.gov/wps/portal/nrcs/main/national/programs/financial/cig/
	USDA National Resources Conservation Service Conservation Technical Assistance	http://www.nrcs.usda.gov/wps/portal/nrcs/main/national/programs/technical/
EQIP	USDA National Resources Conservation Service Environmental Quality Incentives Program	http://www.nrcs.usda.gov/wps/portal/nrcs/main/national/programs/financial/eqip/
	USP project in Kayangel	
	Water desalination project EU-GCCA-SPC	
	Water Reservoir Programmes in Burkina Faso	

<i>Abbreviation</i>	<i>Entity</i>	<i>Homepage / web link</i>
	Wellness and the Environment	
WAAPP/PPAAO	West Africa Agricultural Productivity Program	http://waapp.coraf.org/index.php/fr
	World Bank	
PROGEDE	World Bank project Second Sustainable and Participatory Energy Management	http://www.worldbank.org/projects/P120629/second-sustainable-participatory-energy-management-progede-ii?lang=en
	Zambia Development Agency	
CSD		
DRSA-EV		
CDC		Database Website
DSCE		
PANA		
UMOEAE		
MRVS		
		http://mgov.kz/na-49-mlrd-tenge-budut-prosubsidirovany-sel-hoztovaroproizvoditeli-v-kazahstane/
MEEF		
GSDM		
MFB		
MEEA		
CSO		
STI		
CADETI		
KenInvst		
MEEF		
MFB		
MINAM/EFI/MII		